



BULLETIN N° 2/2014 en date du 13 janvier 2013

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets

1 – Lois & Décrets	c) – Armée de l'Air
2 – Nécrologies & Mémoires	d) - Gendarmerie Nationale
3 – Décorations & Commémorations	e) - Service de Santé
4 – Autorités, Etats-Majors	f) – Renseignement
5 – Chroniques & Libres propos	h) – Forces Prépositionnées
6 – Actualités internationales	11 – France : Armements & Industries
7 – OPEX	12 – Le Monde : Modernisations & Equipements
8 – MISSINT	13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)
9 – Défense de par le Monde	14 – Livres & Publications
10 – Nos Forces Armées	15 - Société
a) – Armée de Terre	
b) – Marine Nationale	

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Alors que l'« affaire Dieudonné » accapare les médias, les crises et les OPEX se poursuivent.

En Syrie, les « rebelles » s'opposent désormais aux djihadistes ; le Soudan du Sud tend vers une guerre civile liée à la quête du pouvoir même si des négociations se déroulent à Addis-Abeba. En Centrafrique, le président et le premier ministre ont été poussés à la démission par la CEEAC !

Au Mali, dont les médias ne parlent quasiment plus, on se dirige vers une réduction des effectifs militaires français, assortie d'une réorganisation du déploiement de nos bases et points d'appui en Afrique.

Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

1 – Lois et décrets

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 8 janvier 2014 portant désignation des auditrices et auditeurs de la 194^e session en région (« promotion Henri Dunant ») de l'Institut des hautes études de défense nationale, Lyon, Genève et Mâcon (du 5 novembre au 13 décembre 2013)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028451257&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 8 janvier 2014 portant désignation des candidats retenus ou placés en liste complémentaire pour suivre la 195^e session en région de l'Institut des hautes études de défense nationale qui se déroulera à Paris et à Brest du 14 janvier au 21 février 2014

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028451259&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Décision du 26 décembre 2013 portant annulation partielle de la décision du 10 décembre 2009 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2010 (armée active)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429809&dateTexte=&categorieLien=id>

Avis de vacance d'un emploi de maréchal-ferrant à la garde républicaine

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028430062&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 26 décembre 2013 fixant le nombre d'officiers de carrière de la gendarmerie nationale susceptibles de se trouver en situation de disponibilité en 2014

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028451131&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTRE DE LA DEFENSE

Arrêté du 12 décembre 2013 relatif aux comités sociaux de la gendarmerie nationale

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429588&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 23 décembre 2013 autorisant au titre de l'année 2014 l'ouverture d'une sélection en vue de l'établissement de la liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur de la direction générale de la sécurité extérieure

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429640&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 26 décembre 2013 fixant au titre de l'année 2014 le nombre de places offertes aux concours d'admission en première année à l'Ecole navale réservés aux militaires non officiers et volontaires aspirants en service dans la marine

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429642&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 26 décembre 2013 fixant au titre de l'année 2014 le nombre de places offertes aux concours d'admission à l'Ecole militaire de la flotte

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429645&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 26 décembre 2013 fixant au titre de l'année 2014 le nombre de places offertes aux concours d'admission à l'Ecole militaire de l'air

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429648&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 26 décembre 2013 fixant au titre de l'année 2014 le nombre de places offertes pour l'admission en formation initiale en vue du recrutement dans le corps technique et administratif de l'armée de terre

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429651&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 26 décembre 2013 fixant au titre de l'année 2014 le nombre de places offertes pour l'admission en formation initiale en vue du recrutement dans le corps des officiers des armes de l'armée de terre

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429656&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 26 décembre 2013 fixant au titre de l'année 2014 le nombre de places offertes pour le recrutement dans le corps des commissaires des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429659&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 20 décembre 2013 portant attribution du niveau de praticien certifié en qualification hospitalière à des praticiens des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028429815&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Nécrologies & Mémoires

Mort du Français Libre Charles Eboué, grande figure des pilotes d'UTA

Métropole Source : PARIS (AFP) - Publié le 04/01/2014 à 23h14



Le pilote Charles Eboué le 28 août 1958 © Intercontinentale/AFP/Archives

Charles Eboué, l'un des fils du Compagnon de la Libération Félix Eboué et lui-même Français Libre, grande figure des pilotes de l'ancienne compagnie d'aviation UTA, est mort il y a une semaine à l'hôpital de Reims à l'âge de 89 ans, a annoncé samedi sa famille dans le carnet du Figaro.

Dans un communiqué, le ministre délégué aux Anciens combattants, Kader Arif, a salué en lui celui qui "a choisi de suivre l'exemple courageux de son père en s'engageant dès l'âge de 18 ans dans les Forces aériennes de la France libre (FAFL) en Egypte".

Né le 14 mai 1924 à Bangassou (Centrafrique), alors Oubangui-Chari où son père était administrateur des colonies, Charles Eboué avait rejoint les Forces aériennes de la France Libre (FAFL) en Egypte, à l'âge de 18 ans, en septembre 1942, et avait été formé comme pilote de chasse.

Après la guerre, il avait entrepris une longue carrière de pilote civil, d'abord à la compagnie Aigle Azur Indochine, puis chez UTA. Surnommé "Charly" il était l'une des grandes figures de la ligne d'UTA vers Nouméa et avait piloté tous les types d'appareils, du DC4 au Boeing 747.

Un jour au début des années 80, "Charly", en tenue galonnée de commandant de bord dans le hall d'embarquement de Roissy, avait été abordé par une dame qui l'avait pris pour un porteur de bagages, lui demandant de déposer sa valise à l'enregistrement. Il avait donc déposé le bagage sur le tapis roulant tout en demandant discrètement le numéro du siège de la passagère.

Une fois en vol, il avait demandé à une hôtesse de servir le champagne à la dame et à l'inviter dans le cockpit à la demande du commandant. Et là, la dame, surprise, avait vu Charles Eboué, tenant le manche, et s'était entendu dire "Oui, moi y en a savoir aussi piloter" avec l'accent africain.

Félix Eboué, le père de Charles, fut l'un des tout premiers à se rallier depuis Fort-Lamy (N'Djaména) au général de Gaulle dès son appel du 18 juin 1940. Ralliant le Tchad à la France Libre, il avait été nommé gouverneur général de l'Afrique équatoriale française (AEF), premier noir à occuper ce poste.

Les quatre enfants de Félix Eboué, trois garçons et une fille, rejoignirent la France Libre. Félix Eboué, l'un des cinq premiers Compagnons de la Libération, est inhumé au Panthéon.

Avis de décès

Message du président de « qui ose gagne »



En ce tout début d'année, j'ai la douleur de vous annoncer le décès du général Pierre HOVETTE, grand officier de la légion d'honneur, le 2 janvier soir à son domicile, sans souffrance.

Les obsèques du général HOVETTE ont eu lieu le mardi 7 janvier à 16 h 30 à l'église Saint-André de Bayonne.

Les honneurs militaires ont été rendus à l'issue sur le parvis.

L'enterrement s'est déroulé dans l'intimité familiale au cimetière de Puylagarde, près de Caylus.

Eloge funèbre du général Pierre HOVETTE

Le général HOVETTE, le moins que l'on puisse dire, ne laissait pas indifférent !

Mais il fallait un caractère bien trempé pour vivre et surmonter les événements qui ont jalonné sa remarquable carrière de Soldat.

Elle est à ce point dense que je dois me contenter de quelques flashes, comme autant de coups de poing dans la bonne conscience de leur temps.

Tout jeune résistant en France, et déjà première croix de guerre, ensuite formé à Meucon par Jacques MASSU pour devenir «Para au Viêt-Nam» durant la guerre d'Indochine qu'il fit de manière presque continue de 1948 à 54, puis capitaine en Algérie, il marquera de son empreinte virile tous ceux qu'il côtoiera ou commandera.

Durant 3 guerres et 20 ans de batailles, il se couvrira de gloire en même temps que les unités dans lesquelles il sert : 1er commando du 3e BCCP aux troupes des unités Viets, 23e CIP à NA-SAN, 5^e BPVN à Dien-Bien-Phu d'où il sera évacué par l'un des derniers avions, 3e RPC sous les ordres de BIGEARD.

Dans des temps plus calmes, il sera son chef d'état-major à la 20e brigade aéroportée à la fin des années 60. A cette époque, son « patron » écrivait :

«Le tandem BIGEARD-HOVETTE ! Qu'en dire... Les mots sont impuissants à dépeindre notre amitié, notre même façon de traiter les problèmes, notre même conception de notre métier.»

Puis, vous commanderez le 1er RPIMa, de 1972 à 74, période durant laquelle vous aurez aussi à cœur de renforcer les liens affectifs avec la ville de Bayonne.

Le colonel LAURENTIN, votre jeune successeur à la tête de ce prestigieux régiment, est en ce moment, une nouvelle fois engagé en Afrique. Il a tenu, par mon intermédiaire, à vous rendre un dernier hommage et à vous dire combien vous pouvez être fier de l'héritage que font vivre actuellement les jeunes parachutistes SAS en opérations.

Au milieu des années 70, durant la crise morale qui marqua nos armées, BIGEARD reprendra du service, en politique, et s'entourera d'hommes de conviction. Vous rejoindrez donc son secrétariat d'état et participerez à son œuvre de redressement, en vous appuyant sur des «*idées simples, saines et pures*», les valeurs du métier de Soldat.

A tout cela, s'ajoutèrent six années en Afrique noire, le commandement militaire en Guyane mais également une plume vive et mordante qui s'exprima dans trois ouvrages plusieurs fois réédités.

Partout, se sera ainsi manifestée une grande âme de chef que ses hommes aimaient, qui lui obéissaient par affection et qu'il défendait fièrement.

Titulaire de très nombreux titres de guerre dont 10 citations, vous serez enfin élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur, l'année dernière.

Je ne peux que citer le ministre de la Défense qui vous écrivait :

«*Cette haute distinction témoigne de la reconnaissance de la Nation au service de laquelle vous avez fait preuve d'un dévouement exceptionnel tout au long de votre brillante carrière militaire, marquée par l'héroïsme, le sens du sacrifice, l'exemplarité au feu et votre grand sens du commandement*».

Vos amis, mais aussi ceux qui l'étaient moins, vos anciens compagnons d'armes dont beaucoup n'ont pu se déplacer en raison de l'âge, sont unis pour vous honorer.

J'adresse, en leur nom et au nom de l'association QUI OSE GAGNE, nos condoléances à votre épouse, à vos enfants et à votre famille.

Au revoir, mon général.

Etienne LECLERE, président de QUI OSE GAGNE

3 – Décorations & Commémorations

4 – Autorités, Etats-Majors

Délinquance : le sévère constat d'un général

Home Actualité Société lefigaro.fr Par Christophe Cornevin, Jean Chichizola Publié le 06/01/2014 à 21:16



Devant des députés, le général Soubelet, n°3 de la gendarmerie, a déploré que les délinquants «profitent du système» et a noté que «les gendarmes sont inquiets car on prend plus soin des auteurs que des victimes».

«Je vais livrer une analyse personnelle, peut-être un peu iconoclaste»: avec un courage certain, le général de corps d'armée Bertrand Soubelet, numéro 3 de la gendarmerie nationale, s'est livré à une critique sans fard de la politique pénale actuellement menée. Ses propos, tenus le 18 décembre devant la commission parlementaire de «lutte contre l'insécurité» ouverte à la presse et qu'il savait enregistrés, sont ceux d'un grand technicien. Énoncés sur un ton posé, ils ont l'effet d'une bombe. Venant d'un gradé de tout premier plan et reprises par l'Agence France presse, ils traduisent, s'il en était encore besoin, le malaise des forces de l'ordre face un système judiciaire souvent taxé d'angélisme et dont le nombre de remises en liberté ne cesse de hérissier la base.

Pendant plus d'une heure et 24 minutes d'audition, ce général 4 étoiles, grand patron des opérations et de l'emploi à la Direction générale de la gendarmerie nationale, nommé le 28 novembre 2012 en Conseil des ministres, a brossé un tableau sans concessions. Évoquant en préambule de son propos la lourdeur des procédures «sur le plan juridique», qui complique le travail des gendarmes, le général Bertrand Soubelet lâche que «les délinquants le savent et profitent du système».

«L'insécurité et le sentiment d'insécurité ne cesseront d'augmenter tant que la réponse collective à la délinquance ne sera pas adaptée»

«Les gendarmes sont inquiets car on prend plus soin des auteurs que des victimes», prévient le militaire, précisant qu'en 2013 il y a eu une hausse de 4% de personnes mises en cause par ses services tandis que le nombre de placements sous écrou «a diminué de 33%». «Évidemment, l'insécurité et le sentiment d'insécurité ne cesseront d'augmenter tant que la réponse collective à la délinquance ne sera pas adaptée», martèle-t-il. Le diagnostic de ce haut stratège est implacable: la réponse pénale est, selon lui, «en décalage». Sans détour, il enfonce le clou en assurant: «Les auteurs d'atteintes aux biens (cambriolages, vols...), les plus importantes numériquement, bénéficient d'un traitement pénal qui leur permet de continuer à exercer leurs activités.» Si le mot «impunité» n'a pas été lâché, l'auditoire a dû y penser très fort.

Invoquant sa «liberté de parole», le général Soubelet considère certes que «la délinquance n'augmente pas en valeur absolue» mais qu'il existe bel et bien «une réelle insécurité dans notre pays».

Toujours selon la vidéo de cette audition, il cite un «élément déstabilisant» pour la gendarmerie: «La notion de sanctuaire rural et périurbain n'existe plus (...) la délinquance et l'insécurité frappent au cœur de nos territoires, dans la ruralité profonde.» Un phénomène lié à une «migration importante de la population française en dehors des 25 agglomérations les plus importantes, vers la zone gendarmerie».

Une grenade dégoupillée

Lors d'un échange avec les députés, le haut galonné dégoupille une autre grenade: citant une synthèse datée du jour même de l'audition et reprenant les conclusions de commandants de groupements de gendarmerie départementale, il révèle que 65% des cambrioleurs interpellés dans les Bouches-du-Rhône en novembre 2013 «sont à nouveau dans la nature». «Quand vous lâchez 65% de ceux qui se sont rendus coupables d'un certain nombre d'exactions, comment voulez-vous que les chiffres baissent ?, s'interroge le général Soubelet, c'est tout à fait impossible. Vous pouvez multiplier par deux les effectifs de gendarmes dans les Bouches-du-Rhône, cela ne changerait rien. La réalité, c'est celle-là, je pense que c'est mon devoir de vous le dire, de manière peut-être un peu crue.»

«Dans un département» qu'il ne cite pas, affirme-t-il encore, le parquet recommande de «mettre dehors» les présumés délinquants mineurs étrangers faute de «moyens» pour trouver un interprète. Par ailleurs, il estime aussi que le «critère de valeur» pour une garde à vue est qu'à «moins de 300 euros» de préjudice «on remet tout le monde dehors».

«Aujourd'hui, toute une frange de notre jeunesse ne sait pas où est le bien et où est le mal. On peut très tôt donner un message clair. »

Plus largement sur les Français de moins de 18 ans, il préconise «une prise en charge très précoce»: «Quand j'entends dire, face à des enfants de 10 ou même de 8 ans, qu'ils ne sont pas capables d'entendre un rappel à la loi, je suis très surpris, note le général. On peut tout entendre à condition que le discours soit adapté à l'âge de celui à qui on s'adresse. (...) Aujourd'hui, toute une frange de notre jeunesse ne sait pas où est le bien et où est le mal. On peut très tôt donner un message clair.»

Si la Direction générale de la gendarmerie se refuse à tout commentaire sur ces propos forts et mesurés de ce technicien à la réputation incontestée, certains officiers jugent la liberté de ton du général Soubelet, 54 ans, «un peu étonnante et assez inhabituelle». «Ce grand chef, qui coordonne et met en œuvre la politique opérationnelle de toute la gendarmerie, est à un poste d'observation majeur pour décrypter toutes les remontées venant du terrain, confie un cadre. Devant la représentation nationale, il a juste fait son devoir en ne mentant pas et en assumant la réalité telle qu'elle est, sans langue de bois...»

Pour voir la vidéo suivre le lien suivant : <http://videos.assemblee-nationale.fr/video.5033.lutte-contre-l-insecurite--general-bertrand-soubelet-directeur-des-operations-et-de-l-emploi-de-la-18-decembre-2013>.

Délinquance : les propos choc du numéro 3 de la gendarmerie nuancés

Home Actualité Société lefigaro.fr Par Aliette de Broqua Publié le 07/01/2014 à 06:00

INTERVIEW - Dominique Moyal, procureure de la République d'Aix-en-Provence a réagi aux propos du général de gendarmerie Bertrand Soubelet, qui a affirmé le 18 décembre dernier devant des députés que 65% des cambrioleurs interpellés dans les Bouches-du-Rhône en novembre 2013 «sont à nouveau dans la nature».

Dominique Moyal, procureure de la République d'Aix-en-Provence a réagi aux propos du général Bertrand Soubelet, numéro 3 de la gendarmerie, qui entendu le 18 décembre dernier par la commission parlementaire de «lutte contre l'insécurité» a révélé que 65% des cambrioleurs interpellés dans les Bouches-du-Rhône en novembre 2013 «sont à nouveau dans la nature». Un chiffre tiré d'une synthèse datée du jour même de l'audition et reprenant les conclusions de commandants de groupements de gendarmerie départementale. «Quand vous lâchez 65% de ceux qui se sont rendus coupables d'un certain nombre d'exactions, comment voulez-vous que les chiffres baissent?, s'interroge le général Soubelet, c'est tout à fait impossible. Vous pouvez multiplier par deux les effectifs de gendarmes dans les Bouches-du-Rhône, cela ne changerait rien. La réalité, c'est celle-là, je pense que c'est mon devoir de vous le dire, de manière peut-être un peu crue.»

LE FIGARO - Que pensez-vous de la déclaration du général Soubelet, selon lequel 65% des cambrioleurs interpellés dans les Bouches-du-Rhône en novembre 2013 sont à nouveau dans la nature?

Dominique Moyal - Nous ne sommes pas en mesure de donner de tels chiffres, n'ayant pas les instruments statistiques pour le faire, mais asséner ce genre de chiffre ne me semble pas sérieux.

Selon nos informations, il y aurait eu au mois de novembre 2013, 28 auteurs de cambriolages arrêtés dans la zone gendarmerie des Bouches-du-Rhône et 18 remis en liberté...

C'est un raccourci, un raisonnement spécieux ! Nous avons au parquet d'Aix-en-Provence, le principal parquet de la zone gendarmerie des Bouches-du-Rhône, une politique pénale extrêmement ferme. Nous apportons plus de 90% de réponse pénale aux actes de délinquance. Les prisons n'ont jamais été aussi pleines. Il y a aujourd'hui 1000 prisonniers à Luynes pour 630 places. En outre, la lutte contre les cambriolages est notre priorité numéro un. Nous avons même fait des actions ciblées dans certains secteurs et réussi à interpellé des cambrioleurs récidivistes qui sont toujours sous les verrous.

N'y a-t-il pas eu une augmentation des cambriolages en fin d'année ?

Oui, effectivement, nous avons connu après un été assez calme, un pic en septembre, octobre et novembre. Mais à partir du moment où une affaire est élucidée, les auteurs, majoritairement des récidivistes, sont le plus souvent déférés parfois même en comparution immédiate. C'est une priorité.

5 – Chroniques & Libres propos

Toujours du désarroi ! Mais toujours de l'espérance !

Edito du Président (de la Saint-Cyrienne) Paris le 7 janvier 2014

L'année 2013 s'est achevée peu après le début de l'opération Sangaris en Centrafrique.

Cette mission sera très certainement difficile, complexe et plus longue qu'estimée il y a quelques mois. La situation a en effet tellement évolué qu'elle semble placer de plus en plus les forces françaises dans une interposition délicate. Certes, elles ne sont pas seules et il est à espérer que les unités africaines sauront être efficaces pour abaisser le niveau de violence dans un pays qui ne l'avait jamais connu à un tel niveau. Au Mali, l'opération Serval reste un modèle du genre, déclenchée par surprise et au bon (et dernier) moment, elle a été conduite et menée avec détermination, savoir-faire et courage.

Le Président a dit toute sa fierté et toute sa satisfaction des armées à l'occasion de leurs engagements au combat tout au long de 2013. Le ministre de la Défense, dans notre revue même, écrit que ces « résultats sont possibles parce que l'armée de Terre dispose d'un corps d'officiers de très grande valeur et ... que l'ESM de Saint-Cyr occupe une place éminente ».

Ils ont raison et nous y sommes sensibles. Il est vrai, que lorsque le Président ordonne il a d'autant plus confiance qu'il sait qu'il sera obéi et que ce sera fait, vite et bien. Le ministre connaît le personnel des armées et quand il veut « faire bouger les lignes » il y arrive ; ce n'est vraiment pas courant dans les principaux autres ministères et il peut ici mesurer la réalité du pouvoir. Le moral élevé des officiers engagés, ou sur le point de l'être, dans les opérations ne peut pas masquer et encore moins faire disparaître le désarroi de leurs jeunes ou anciens comme de tout ceux qui sont attachés à l'Armée, aux trois armées, et à travers elle à leur patrie. Devant le blizzard budgétaire qui s'annonce des camarades s'alarment, à juste raison, chacun à sa façon, de la descente progressive des capacités, de la destruction d'unités, des difficultés de maintien en condition comme d'entraînement, d'une organisation bases de défense qui ne donne pas satisfaction et, pour faire court, de la raréfaction des moyens financiers en dépit des efforts de l'institution.

Dans le même temps, où les armées permettent à notre pays de garder son rôle au plan international, les mauvaises notes s'accumulent là où l'État continue à dépenser massivement.

L'Éducation nationale se voit déclassée à un niveau médiocre alors que celles qui la précèdent, entre autres britannique et allemande, font sensiblement mieux avec beaucoup moins. Le système de santé, sans doute l'un des meilleurs au monde, a un coût faramineux et consomme près de 12% du PIB, presque dix fois plus que la défense, et les gabegies sont sans nombre. L'organisation territoriale est devenue si complexe, après une décentralisation mal comprise, qu'au lieu de générer économies et efficacité elle accroît le déficit de l'État et le nombre total de fonctionnaires augmente en dépit des coupes drastiques dans la défense.

L'incapacité à réformer certains ministères de l'État crée une irritation profonde qui est très mal vécue et renforce un sentiment d'injustice de traitement. Oui aux efforts indispensables mais pas uniquement dans les armées !

Cette crise de l'autorité politique et cette incapacité à réformer, ailleurs que dans un grand ministère régalien comme la Défense, donnent l'impression que le tonneau des Danaïdes des dépenses nationales finira par provoquer le démontage complet des armées, car nous ne sommes pas assez naïfs pour ne croire qu'aux discours.

Les armées sont toujours capables « d'entrer en premier » sur un théâtre d'opération avec un haut degré d'autonomie.

Cette liberté d'action dont dispose encore le Président de la République peut être irrémédiablement perdue et obligerait notre pays à rejoindre la trop longue cohorte des états européens qui démissionnent devant les difficultés inhérentes aux affaires mondiales oubliant que l'Histoire est tragique. En ce début 2014 j'adresse mes vœux plus particulièrement aux saint-cyriens, Terre et Gendarmerie, engagés ou non en opérations, mais aussi à tous nos Anciens, à nos familles et à nos lecteurs. Je souhaite plus d'unité, y compris dans notre communauté, comme l'expression d'une véritable espérance dans la déjà lointaine lignée de nos très jeunes grands anciens qui, « pour l'exemple », sont montés à l'assaut en 1914 à la tête de leurs hommes. Le sacrifice d'une grande majorité d'entre eux est resté dans la tête de tous les soldats français qui devaient encore se battre dans l'espérance de la victoire, sans esprit de recul et pendant des années.

Ne l'oublions jamais en cette année du Centenaire ! Toujours du désarroi, mais toujours de l'espérance !

Général de corps d'armée (2s) Dominique DELORT
Président de la Saint-Cyrienne

6 – Actualités internationale

ALLEMAGNE

Un homme inculpé en Allemagne pour sa participation au massacre d'Oradour-sur-Glane

Il est accusé de meurtre et de complicité de meurtre lors des exactions de soldats SS dans ce village du Limousin, au cours duquel 642 personnes ont été tuées en juin 1944.



Photo non datée d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), où au moins 642 personnes ont été tuées par les nazis le 10 juin 1944. (ROLAND WITSCHERL / AFP)

Par Francetv info avec AFP, publié le 08/01/2014 | 15:04

Un homme de 88 ans a été inculpé pour meurtre et complicité de meurtre lors du massacre d'Oradour-sur-Glane, en France, au cours duquel 642 personnes ont été tuées le 10 juin 1944, annonce mercredi 8 janvier le parquet de Cologne, en Allemagne. Les habitants d'Oradour-sur-Glane avaient été rassemblés sur la place du marché et les hommes, séparés des femmes et des enfants, avaient été divisés en quatre groupes, exécutés à quatre endroits différents.

L'octogénaire, âgé de 19 ans à l'époque, faisait partie du régiment Der Führer de la division blindée SS Das Reich. Il est accusé, avec d'autres membres du régiment, du meurtre "*collectif de 25 personnes et de complicité de meurtre sur plusieurs centaines d'autres*" lors des exactions commises par l'armée nazie dans la petite commune du Limousin, durant la seconde guerre mondiale, précise le tribunal de Cologne dans un communiqué.

Après avoir abattu 25 hommes dans une grange à la mitrailleuse, l'accusé se serait ensuite rendu à l'église, où étaient regroupés plusieurs centaines de femmes et d'enfants qui ont été massacrés à l'aide d'explosifs, de grenades, d'armes automatiques, avant que l'église soit brûlée à son tour. Il serait complice de cette tuerie car il aurait "*assuré une garde à proximité de l'église*" et y aurait peut-être même transporté du combustible, a détaillé le tribunal.

La justice allemande a ouvert, en octobre 2010, une nouvelle procédure judiciaire sur cette tuerie, visant six octogénaires.

BURKINA-FASO

Burkina FASO, Blaise Compaoré enregistre des défections de taille

<http://www.lesafriques.com/> 06-01-2014 Rodrigue Fénelon

Depuis leur mise à l'écart au dernier congrès du parti au pouvoir CDP, les barons de la mouvance présidentielle, opposés souterrainement au maintien de Blaise Compaoré au pouvoir au-delà de 2015, viennent de faire tomber leur masque, en claquant la porte du CDP.

C'est dans une lettre commune, adressée au Secrétaire Général du parti, dont nous nous sommes procuré une copie, que des ténors du parti au pouvoir ont décidé de se séparer du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) CDP. En effet, c'est dans la mi-journée du dimanche 5 janvier que des barons cadres, militants, et pas des moindres, vient de démissionner du CDP, parti au pouvoir au Burkina Faso. Il s'agit essentiellement d'anciens hommes clé du régime de la rectification de Blaise Compaoré et du parti au pouvoir, mis à l'écart, selon eux des cercles de décision et confinés dans des rôles de conseillers. Tous ont été écartés de la direction du parti, lors du 5ème Congrès du CDP, en mars 2012. Roch Marc Christian Kaboré, ancien président du parti et ancien président du parlement, Salif Diallo ancien ministre d'Etat et ambassadeur, Larlé Naba Tigré, personnalité morale et ministre du roi des mossis de Ouagadougou, Clément Sawadogo et bien d'autres ont donc claqué la porte du parti présidentiel.

Ils auraient, à leurs côtés, Simon Compaoré, l'ancien maire de Ouagadougou et Juliette Bonkougou, ancien ambassadeur du Burkina Faso au Canada. De sources bien informées, ils vont désormais grossir les rangs de l'opposition, regroupés sous la bannière d'un nouveau parti politique. Mais d'aucun s'interrogent sur la crédibilité de ces derniers qui hier constituaient le socle des éminences grises du pouvoir de Compaoré, eux qui faisaient et défaisaient des cadres contre l'avis même de Compaoré parce qu'aujourd'hui ne disposant plus de marge de manœuvre dans la gestion quotidienne des affaires politiques décident de quitter le large à un an de la fin du mandat de Compaoré. Ces derniers, selon un analyste de la politique africaine, veulent tout simplement ne pas être désignés parmi les comptables de la gestion d'un pouvoir qui les a fabriqués et qui leur a tout donné.

Un nouveau parti en gestation

La démission du Laarlé Naaba Tigré, député du parti majoritaire, que l'on dit très proche de Roch Marc Christian Kaboré -mais aussi de François Compaoré, frère cadet et conseiller du chef de l'Etat, fait sans doute symbole. Cependant, ce n'est pas certain que le ministre du Mogho Naaba, l'empereur des Mossis, ait obtenu l'adhésion des autres chefs coutumiers, selon des sources concordantes qui ont filtré de la réunion qu'il a eue avec nombre d'entre eux à son palais, ces jours-ci.

Nos sources nous indiquent aussi que Salif Diallo aurait été reçu par le chef de l'Etat, ces derniers jours. Quant à Juliette Bonkougou, ancienne ministre et ambassadeur au Canada que plusieurs de nos confrères ont pu joindre au téléphone, elle n'a pas voulu commenter sa démission ...

Il y a une certitude que l'annonce de ces démissions et la création en perspective d'un parti par les «retraités» du parti au pouvoir qui alimentaient depuis belle lurette les rumeurs à Ouagadougou. Il s'agit d'un nouveau tournant à l'actualité politique en ce début d'année. L'année 2014, considérée comme charnière du devenir politique du Burkina, annonce déjà si bien les couleurs.

En attendant la réaction des proches et fidèles de Compaoré, le seul que nous avons eu, au téléphone et qui n'a pas souhaité être cité, s'est indigné de la traîtrise politique de ceux qu'il

qualifie comme des aigris. Selon ce proche du président c'est parce que certains d'entre eux n'ont pas été nommés à des postes qu'ils ont décidé de quitter la famille politique du président. Ce sont les véritables opposants de l'alternance «parce qu'ils n'ont pas apprécié l'alternance au sein du parti qu'ils ont quitté le large». Qu'à cela ne tienne, c'est quand même un coup de tonnerre qui a tonné dans l'espace politique du Faso.

CENTRAFRIQUE

Dans les quartiers musulmans de Bangui : la chasse aux anti-balakas est ouverte

Monde Source : BANGUI (AFP) - Publié le 03/01/2014 à 20h14



Des civils fuient le quartier de Gabongo à Bangui, le 3 janvier 2014 © AFP - Miguel Medina

"Probablement encore un anti-balaka !", affirme un habitant du quartier musulman du PK 5, en désignant un corps gisant à même le sol, recouvert de mouches. Les anti-balakas, ce sont des milices chrétiennes luttant contre le pouvoir, et au PK5 désormais, on leur fait la guerre.

Dans une rue adjacente, des coups de semonce retentissent : ce sont des éléments de la force de l'Union africaine qui dispersent une foule de curieux, attroupée autour d'un autre corps. En tout sur quelques mètres de distance, le nombre de victimes du jour s'élève à quatre, et il est à peine huit heures du matin.

Allongés sur le dos, sobrement recouverts d'un pagne, deux d'entre eux sont encore ligotés. Parfois, un passant s'arrête à leur hauteur, soulève le tissu pour regarder le visage de la victime, puis s'éloigne sans rien dire.

"Ces deux petits, on les connaît, ils sont du quartier depuis toujours, et puis ce sont devenus des anti-balakas. Ils ont été tués un peu plus loin et ramenés ici, puisque c'est chez eux", explique l'un d'entre eux.

Bangui est une toute petite ville, un "grand village", comme on le dit souvent, et il n'est pas nécessaire de marcher longtemps pour passer d'un quartier de majorité musulmane à un quartier chrétien. Avant les récents événements, qui ont fait passer la crise de coup d'état à "crise interreligieuse", les deux communautés vivaient en bonne intelligence.

Désormais, la frontière entre le PK 5 et le quartier limitrophe chrétien "Castor", est marquée par des échoppes détruites ou brûlées : ce sont celles des chrétiens. Partout sur la route bitumée qui traverse les quartiers, de larges traces noires rappellent ces moments réguliers de frictions durant lesquels des populations excédées érigent des barricades enflammées.

"Personne ne vient chez nous, ni les Français, ni la Misca"

A quelques kilomètres de là, à la sortie de la ville, un autre quartier a décidé de vivre autrement : "Après les grosses violences du 5 décembre (qui ont fait plusieurs centaines de morts en une journée, ndlr), nous sommes entrés dans une phase de réconciliation entre musulmans et chrétiens du quartier. Entre nous il n'y a pas de problème, il n'y a jamais vraiment eu d'ailleurs, tout va bien", explique Djibril Ali, un musulman.

Comme la plupart des habitants de son quartier, toutes confessions religieuses confondues, il a décidé d'ignorer les tensions qui agitent les quartiers voisins.

"Ici, nos frères chrétiens sont aussi embêtés que nous par les anti-balakas. Nous sommes tous des commerçants, se faire la guerre entre nous n'arrangerait personne (...) je suis né ici, je ne vois

pas de raison pour m'en prendre à mes frères", affirme un autre riverain, un "vieux" du quartier aux rides profondes.

Dans ce quartier où chrétiens et musulmans ont fait cause commune, la plupart se promènent pourtant avec une machette en bandoulière, et même les enfants qui jouent dans le sable ont un couteau à proximité.

Ici, tout le monde est d'accord pour se plaindre des conditions de sécurité : "Personne ne vient chez nous, ni les Français, ni la Misca ni personne pour nous défendre", affirme Hassan Oumar, un commerçant.

Au PK 5, où des militaires patrouillent pourtant régulièrement, c'est plutôt des français que l'on se plaint, les musulmans les accusant régulièrement de "prendre parti" en faveur des chrétiens et des anti-balakas.

A deux pas du marché au bétail, centre névralgique du quartier, une petite troupe creuse un trou. Les silhouettes apparaissent et disparaissent dans la poussière soulevée par le mouvement des pelles.

"Nous allons enterrer quelqu'un du quartier. Il a été tué par un anti-balaka", explique l'un d'eux, en montrant une dizaine de monticules de terre alignés. "C'est là qu'on enterre nos amis", souligne-t-il avant de désigner du doigt des monticules plus petits, sous lesquels reposent les enfants.

Centrafrique : Paris cherche une voie politique

Home Actualité International lefigaro.fr Par Tanguy Berthemet Publié le 07/01/2014 à 19:28



Un minisommet, jeudi à N'Djamena, pourrait redistribuer les cartes à Bangui et pousser le président Djotodia vers la sortie.

Bangui a retrouvé un semblant de calme. La démonstration de force imposée par les hommes de l'opération «Sangaris» et des soldats de la mission africaine (Misca) est parvenue à grand-peine à contenir les violences. Mais cette situation ne durera pas.

Dans ce contexte instable, l'annonce de la tenue à N'Djamena, le 9 janvier, d'un sommet extraordinaire de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), l'organisation régionale, a surpris. «La solution à l'impasse sécuritaire dans la capitale passe par une démarche politique. Car cette crise est avant tout politique. La France et les pays africains, qui l'avaient oublié, s'en sont peu à peu rendu compte et se sont décidés à agir», souligne un observateur.

Politiquement, la République centrafricaine n'existe plus. Mis en place en janvier dernier après un accord entre toutes les parties de la crise signé à Libreville, le premier ministre de transition, Nicolas Tiangaye, n'a jamais su s'imposer. Cet avocat qui devait pourtant remettre le pays en ordre ne se fait pas entendre et n'a pratiquement plus aucune relation avec le président, Michel Djotodia. Le gouvernement est un fantôme et la présidence chaotique. «Cela rend impossible toute tentative de négociations pour trouver une forme de paix», assure un diplomate africain.

Forts de ce constat, Paris et ses partenaires africains se sont décidés à intervenir. Le 2 et le 3 janvier dernier, Jean-Yves Le Drian a effectué une tournée dans les capitales de la région, de Brazzaville à Libreville, entre deux arrêts à N'Djamena. «C'est à ce moment-là que la décision d'organiser un sommet a été prise», affirme une source tchadienne. La rapidité de cette réunion est aussi le signe de l'agacement de plusieurs acteurs de poids. Sans l'avouer, la France, qui a déployé 1600 hommes, redoute de s'enliser. Le Tchad, puissance tutélaire de la Centrafrique depuis vingt ans, a subi un échec. Sept de ses soldats ont été tués à Bangui, une cinquantaine de

ses ressortissants ont trouvé la mort et des milliers d'autres ont fui, abandonnant tout. «Ce crime ne restera pas impuni», a martelé son président, Idriss Déby. Quant à son homologue congolais, Denis Sassou Nguesso, médiateur de la crise, il s'inquiète de voir la Centrafrique implorer.

Le Tchad s'oppose à l'envoi de Casques bleus

La solution qu'entendent imposer les chefs d'État africains reste mystérieuse. Seule certitude, les personnes invitées à N'Djamena seront rares. Autour des présidents congolais et tchadien, on devrait trouver le premier ministre, Nicolas Tiangaye, le chef de l'État, Michel Djotodia, ainsi que le président du Conseil national de transition.

Contrairement à la réunion de Libreville, les hommes politiques ou les personnalités de la société civile ont été laissés de côté. «Je n'ai pas du tout été consulté avant ce sommet, ni invité», - reconnaît un élu. Bien peu, en fait, étaient dans la confiance. Nicolas Tiangaye lui-même assure n'avoir appris la tenue de cette réunion que lundi, «par un journaliste». Dans l'entourage de Michel Djotodia, certains sont également apparus quelque peu surpris. La question d'un départ de l'une ou des deux têtes de l'exécutif sera-t-elle évoquée ? Selon certaines sources, le président Djotodia pourrait être poussé vers la sortie. Plusieurs proches du chef de l'État récusent cette hypothèse mardi. «Cela n'aurait absolument aucun sens», affirme Herbert Gontran Djono-Ahaba, le ministre des Mines. De son côté, Nicolas Tiangaye se voulait prudent : «Nous verrons bien.»

Selon un observateur, l'extrême discrétion ayant entouré cette réunion montre la volonté de taper du poing sur la table. «Les décisions ont été prises. Ce sommet ne va servir qu'à les entériner.» Paris semble, en revanche, avoir déjà perdu une bataille. La France, qui voulait profiter de l'occasion pour que les Africains demandent l'arrivée rapide de Casques bleus de l'ONU en Centrafrique, a essuyé un nouveau refus. Lundi, au siège des Nations unies à New York, l'ambassadeur du Tchad s'est fortement énervé quand l'idée de mettre en place une opération de maintien de la paix de l'ONU a de nouveau été soulevée. «Les Africains estiment que faire appel à l'ONU tout de suite reviendrait à reconnaître l'échec de leur propre opération», analyse un diplomate.

À lui seul, ce sommet ne suffira pas à résoudre la crise en Centrafrique. Quels que soient les ordres ou les menaces, rien ne dit qu'ils seront suivis par les milices chrétiennes des Anti-Balaka, qui mitent la ville, ou par les hommes de la Séléka, la rébellion qui a porté Michel Djotodia au pouvoir. Les forces de «Sangaris» et de la Misca ont donc été placées en état d'alerte.

En Centrafrique, les Français doivent rapidement trouver du renfort. Un défi pour l'Europe

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 7, 2014 *Nicolas Gros-Verheyde / Editorial, Tchad Soudan RCA /*



Des personnes fuyant le village de Gbakota arrivent dans un camp après avoir marché 50 km dans la jungle – à Bossangoa dans la région d'Ouham. © ICRC : Boris Hegerodeur

(BRUXELLES2) La stabilisation de la république Centrafricaine s'avère une vraie gageure. On peut estimer que le propos de certains observateurs titrant sur le « borbier menace l'opération Sangaris » tient du pessimisme.

Les récentes opérations militaires — Harmattan en Libye, Serval au Mali ou auparavant Eufor Tchad — n'avaient pas échappé à ce qui apparaît comme un avatar du cycle de l'information : d'abord l'enthousiasme (plus ou moins mesuré), puis les réserves qui montent et la critique qui surgit au bout d'un ou deux mois d'opération sur l'air de « ca n'avance pas », « on s'enlise », l'échec guette etc. Force est de reconnaître que, cette fois, le propos n'est pas (entièrement) faux.

De toutes les informations qui remontent du terrain, il apparaît les forces françaises se trouvent effectivement placées face à un sérieux dilemme. Trop peu de forces, face à une situation complexe et mouvante.

1. La situation est difficile. Il ne s'agit pas juste de maintenir un environnement sûr (le « Safe and Secure Environment » typique d'une opération de maintien de la paix) mais bien de s'interposer et ramener la sécurité, de protéger la population, d'assurer la protection des structures humanitaires, de désarmer les combattants, etc. Le tout, dans une ambiance délicate où le sentiment de vengeance peut prédominer. Et le gouvernement central est, pour le moins, instable. La continuation de certains massacres est plus qu'inquiétante. Et il n'est pas sans rappeler de tragiques événements, il y a 20 ans, au Rwanda (*).

2. Le nombre de personnel engagé est « limite » : 1800 militaires pour tenir une ville d'environ 1,2 millions d'habitants, voire un pays, c'est insuffisant, même pour des troupes aguerries.

3. Les appuis africains, qui pouvaient être disponibles, comme les Tchadiens, sont eux-mêmes considérés par une partie de la population comme non neutres et sont donc indisponibles, du moins en partie.

4. Le mandat de l'opération Sangaris et de la Misca est très large. Un spectre aussi important est utile en termes opérationnels, permettant à la force de s'adapter à toutes les situations. Il se révèle, en même temps, un piège. L'explication de la nature de l'opération se révèle ainsi très floue tant aux yeux des opinions publiques occidentales que sur place (*).

5. Voir une opération « française », menée pour de sinieux « intérêts français », est un raccourci très rapide. Si la Centrafrique n'occupe pas une place hyper stratégique dans la région, toute déstabilisation supplémentaire ne peut qu'aggraver certaines tensions. Tout raté de l'opération Sangaris pourrait ainsi être dommageable à l'esprit même de l'obligation de « protéger » inscrite dans les fondamentaux internationaux.

6. L'Europe sera-t-elle capable de relever le défi ? Les hésitations de l'Union européenne à s'engager sont compréhensibles. Mais elles relèvent d'une fausse interprétation de cet engagement. Si l'Europe ne s'investit pas sur le Centrafrique — autrement que par les voies classiques de l'humanitaire et du chèque donné à l'Union africaine — ce qui ne relève pas à mon sens d'une stratégie de sécurité —, elle commettrait un manquement à ses valeurs alors que toutes les conditions mises à une intervention européenne (objectif de paix, implication africaine, mandat multilatéral) sont réunies. Elle commettrait également une erreur politique. Aux yeux d'une partie de la population européenne comme des autres pays du monde (puissances ou non), elle confirmerait ainsi une étape de plus dans son déclassé stratégique. S'assurer ensuite une place de choix dans les diverses négociations internationales en cours ne sera pas facile, d'autant qu'on retrouve dans ces négociations internationales des pays habitués à l'usage de la force ou à « montrer des dents ».

Papier à suivre sur le Club : Les premières options d'une opération en RCA (exclusif)

Lire aussi : Centrafrique : une certaine lâcheté européenne

(*) On ne peut s'empêcher de penser à l'opération Turquoise, menée au Rwanda à l'été 1994. Le contexte – comme le sens de l'opération – sont totalement différents. Il serait donc inutile d'y mettre une superposition. Mais on entend les mêmes mots et les mêmes justifications. A l'époque, le porte-parole du gouvernement (un certain Nicolas Sarkozy), disait : « *C'est une opération humanitaire, conduite dans un temps limité, avec l'objectif de sauver tous ceux que nous pourrions sauver des massacres. Nous avons bien conscience que cette opération est difficile, complexe et risquée. Mais c'est tout à l'honneur de la France d'organiser une opération humanitaire.* » Un argumentaire utilisé aujourd'hui par les responsables français. Et le même de poursuivre alors : « *La question qu'on devrait se poser, pourquoi nous sommes les seuls ? à part quelques-uns de nos amis africains, à avoir envoyé des hommes, du matériel de la logistique. (...) Il faut que d'urgence tout le monde s'y mette pour que les combats cessent, pour que l'aide que les moyens en hommes, en matériels puissent arriver.* ».

Sommet de la CEEAC: Michel Djotodia sur la sellette en Centrafrique

Par RFI Article publié le : mercredi 08 janvier 2014 à 18:59



Michel Djotodia, président intérimaire de RCA, le 24 décembre 2013 à Bangui.
REUTERS/Andreea Campeanu

La Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) organise, jeudi 9 janvier 2014 à Ndjamena, au Tchad, un sommet extraordinaire consacré à la situation en République centrafricaine. Alors que le président Djotodia est de plus en plus contesté, ce sommet sera l'occasion « *d'interpeller* » les autorités de transition, selon le secrétaire général de la CEEAC.

Vu la situation catastrophique au niveau politique et sécuritaire en RCA, la CEEAC a décidé « *d'interpeller les autorités de la transition* ». Le secrétaire général Ahmat Allami a été très clair au micro de RFI ce mercredi 8 janvier 2014 :

« *Quand je dis "interpeller les autorités de la transition", c'est pour leur dire : " Mais qu'est-ce que vous nous proposez comme solution ? Est-ce que vous allez continuer, comme ça, à toujours vous chamailler, à nous faire perdre notre temps ? Si vous n'êtes pas capables, si vous êtes impuissants face à la situation, laissez la place à d'autres, qui pourraient peut-être faire mieux. " »*

Les dirigeants de la transition ont quitté Bangui pour Ndjamena

Et M. Allami de continuer : « *On veut nous accuser, dire que la CEEAC est faiseur de roi ou je ne sais quoi, que le Tchad ou d'autres sont faiseurs de roi en Centrafrique. Non ! La CEEAC facilite la tâche, mais il peut arriver que la CEEAC soit excédée, qu'elle ne continue pas à soutenir la transition. Ça, ça peut arriver. Mais ça ne veut pas dire qu'elle peut la remplacer comme elle le veut. La Centrafrique n'est pas sous tutelle de la CEEAC. »*

Sont néanmoins directement visés : le président de la transition Michel Djotodia, le Premier ministre Nicolas Tiangaye et le président du Conseil national de transition (CNT) Alexandre Ferdinand Nguendé. Les trois hommes ont quitté Bangui ensemble en fin de journée, à bord d'un avion de la présidence du Tchad, direction Ndjamena.

« Le pays n'a pas besoin qu'on ajoute une crise à la crise »

Selon une source diplomatique basée à Bangui, Michel Djotodia a réuni dimanche dernier les représentants de l'Union africaine (UA), des Etats-Unis, de la France, de l'Union européenne (UE) et des Nations unies (ONU) pour leur annoncer qu'il souhaitait démissionner.

Malgré ces informations, des conseillers de MM. Djotodia et Tiangaye démentent. « *Ils se sont vus en fin de matinée avant de partir au Tchad, ils ne peuvent pas quitter le pouvoir* », affirme un proche du Premier ministre.

Selon ce proche de Nicolas Tiangaye, « *cela ajouterait une crise à la crise. Le pays n'a pas besoin de ça.* » Si nombre de diplomates de la sous-région placent MM. Djotodia et Tiangaye sur la sellette, les deux leaders centrafricains ne sont donc visiblement pas décidés à se laisser faire.

« Djotodia n'a pas été capable de prendre en main »

Outre les autorités de la transition centrafricaine, et bien sûr les chefs d'Etat de la région, la mouvance favorable à l'ancien président François Bozizé sera représentée à Ndjamena. Le coordinateur militaire du Mouvement de résistance populaire pour la refondation de Centrafrique

(MRPRC), Joachim Kokaté, est arrivé dans la capitale tchadienne ce mercredi matin, après avoir été formellement invité.

Son objectif est clair : demander aux chefs d'Etat de la région le « *départ* » pur et simple de Michel Djotodia. « *Pouvoir lui dire en face qu'il est incompetent, c'est encore mieux* », ajoute Joachim Kokaté.

Il n'est pas seul à voir un possible départ Michel Djotodia d'un bon œil. Il y a aussi la société civile. « *En huit mois, Michel Djotodia n'a pas été capable de prendre en main la gouvernance du pays* », résume Gervais Lakosso, président du groupe de travail sur les accords de Libreville. La société civile n'a pas été conviée au sommet. « *Mais on n'y serait pas allé* », explique M. Lakosso.

Centrafrique: le sommet régional met le président Djotodia en sursis

Actualité International AFP - Publié le 09/01/2014 à 14:23

Les pays voisins de la Centrafrique étaient réunis jeudi à N'Djamena pour mettre le président centrafricain Michel Djotodia, désormais en sursis, au défi de rétablir l'ordre dans son pays ensanglanté par les violences.

En ouvrant ce sommet "extraordinaire" de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), qu'il a convoqué en tant que président en exercice, le chef de l'Etat tchadien Idriss Déby Itno a invité les participants à observer une minute de silence "face à cette tragédie vécue par les Africains en Centrafrique".

"Un seul constat doit être fait et il est amer: La RCA (république centrafricaine) subit au plus profond d'elle-même les agissements de ses propres fils plongeant leur pays dans une guerre qui compromet dangereusement son avenir", a ajouté M. Déby, en présence notamment du président centrafricain et de son Premier ministre Nicolas Tiangaye.

"Nous avons le devoir (...) de faire montre de plus de solidarité et de détermination pour sortir la Centrafrique de son abîme. Il nous faut de plus en plus des actes concrets et décisifs", a réclamé le président tchadien avant le début des travaux à huis clos.

La première préoccupation des pays de la CEEAC, et en premier lieu du Tchad, puissant voisin tutélaire de la Centrafrique, est la paralysie totale du pouvoir de Bangui et son incapacité à rétablir l'ordre depuis des mois dans un pays livré à des violences interreligieuses.

A cet égard, "par rapport notamment à la transition politique, au fait que l'Etat est paralysé, il y a certainement des décisions à prendre et on va voir ce que nos amis africains décident (...)", a déclaré jeudi matin le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius sur la chaîne de télévision France 2, pressé de dire si une démission de M. Djotodia faciliterait les choses.

La présidence centrafricaine a démenti toute velléité de démission de M. Djotodia. La CEEAC rappelle qu'une démission n'est pas l'objet d'un sommet de chefs d'Etat.

Mais les débats de N'Djamena s'annoncent comme particulièrement désagréables pour MM. Djotodia et Tiengaye, et plus largement pour la classe politique centrafricaine.

"Le sommet a été convoqué à cause de la détérioration de la situation sécuritaire", avait expliqué mercredi soir à l'AFP le secrétaire général de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), Allami Ahmat.

"Incapacité, voire impuissance"

"Les autorités centrafricaines seront interpellées pour mieux faire au lieu de perdre leur temps à se quereller, à s'insulter sur la place publique", a indiqué M. Ahmat en référence aux relations notoirement mauvaises entre MM. Djotodia et Tiengaye.

"On assiste à une situation déplorable: d'un côté les autorités de la transition qui font montre d'une certaine incapacité, voire impuissance, à résoudre le problème, de l'autre une société civile et une classe politique qui s'évertuent à jeter de l'huile sur le feu", selon le secrétaire général.

L'autre grand volet du sommet est le renforcement rapide de la force africaine en Centrafricaine (Misca), réclamée par la France -qui ne veut pas renforcer son dispositif Sangaris de 1.600 soldats- et l'Union africaine (UA) afin de stabiliser Bangui, puis la province.

M. Fabius a répété jeudi matin qu'il n'y avait "pas de renforts prévus" à la force Sangaris.

"Nous ne voulons pas être pris dans un engrenage (...) Mais il faut aussi que nous soyons appuyés par d'autres, d'abord les Africains, 6.000, et puis nous avons demandé aux Européens de nous aider", a-t-il souligné, en référence à une réunion européenne des ministres des Affaires étrangères le 20 janvier à Bruxelles.

La Misca compte actuellement 4.000 hommes. Mercredi, le Rwanda a annoncé l'envoi sous une dizaine de jours d'un contingent de 800 soldats.

A Bangui, les tueries à grande échelle de ces dernières semaines ont progressivement cessé et une partie de la ville a retrouvé mercredi une activité quasi-normale. Mais des exactions et des tirs sporadiques sont encore signalés presque toutes les nuits.

Depuis le renversement en mars du président François Bozizé par une coalition hétéroclite à dominante musulmane, la Séléka, dirigée par M. Djotodia, la Centrafrique a été emportée dans une spirale de violences communautaires et interreligieuses.

Centrafrique : démission du président Michel Djotodia

Actualité International Le Point.fr - Publié le 10/01/2014 à 12:46 Source AFP

Le Premier ministre Nicolas Tiangaye a également démissionné de ses fonctions lors du sommet extraordinaire de l'Afrique centrale.



Le président et le Premier ministre centrafricains ont démissionné de leurs fonctions. © ERIC FEFERBERG / AFP

Le président centrafricain Michel Djotodia, accusé par la communauté internationale de passivité face aux violences interreligieuses dans son pays, a démissionné vendredi à N'Djamena, sous la pression des dirigeants d'Afrique centrale qui l'y avaient convoqué pour un sommet extraordinaire.

Son Premier ministre, Nicolas Tiangaye, avec qui M. Djotodia entretenait des relations notoirement mauvaises contribuant à paralyser toute action publique face aux tueries à grande échelle, a également démissionné. Les dirigeants de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), réunis au sommet depuis jeudi à l'initiative du chef de l'État tchadien Idriss Déby Itno, "ont pris acte de la démission" du président et du Premier ministre centrafricains, selon le communiqué final du sommet lu en séance plénière. Le sommet "prend acte de la démission du chef de l'État de la transition et du Premier ministre et se félicite de cette décision hautement patriotique pour une sortie du pays de la paralysie", indique le texte.

"Djotodia, démission"

À Bangui, signe de la tension qui montait à mesure que l'heure du verdict du sommet approchait, plusieurs milliers d'habitants ont manifesté vendredi matin contre le retour de M. Djotodia, aux cris de "Djotodia, démission". Les manifestants étaient massés aux abords du quartier de Boy-Rabe, non loin de l'aéroport, sous la surveillance de soldats français et de la force africaine (Misca).

Vendredi peu avant 4 heures, les dirigeants d'Afrique centrale avaient suspendu leurs tractations marathon entamées la veille avec les membres du Conseil national de transition (CNT, parlement provisoire centrafricain), des proches de M. Djotodia issus de l'ex-rébellion Seleka qui avait pris le pouvoir à Bangui en mars 2013 et des représentants de milices anti-balaka, hostiles à M. Djotodia.

Les voisins de la Centrafrique avaient demandé au CNT de préparer un accord aboutissant à une mise à l'écart de M. Djotodia et de son Premier ministre, Nicolas Tiengaye, selon des sources

proches des négociations, malgré le refus de proches de M. Djotodia. Le vote du CNT était indispensable à un changement de la Constitution provisoire de Centrafrique pour décider du départ de M. Djotodia et du Premier ministre.

"La transition n'a pas fonctionné"

Les dirigeants de la CEEAC avaient envoyé jeudi en fin de journée un avion à Bangui pour amener dans la capitale tchadienne les 135 membres du CNT et avaient suspendu une première fois leurs travaux en attendant leur arrivée à N'Djamena. En ouvrant le sommet, M. Déby avait jugé : "Un seul constat doit être fait et il est amer : la RCA (République centrafricaine) subit au plus profond d'elle-même les agissements de ses propres fils, plongeant leur pays dans une guerre qui compromet dangereusement son avenir." Il avait demandé, en présence de MM. Djotodia et Tiangaye, "de plus en plus des actes concrets et décisifs".

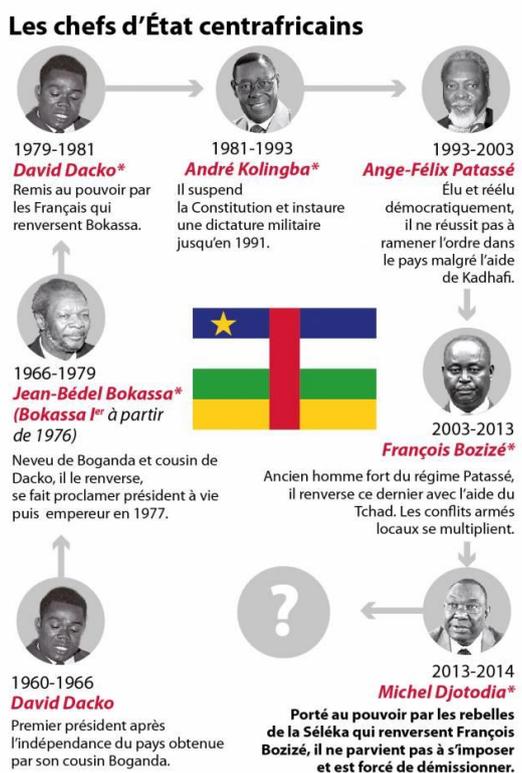
La première préoccupation des pays de la CEEAC est la paralysie totale du pouvoir de Bangui et son incapacité à rétablir l'ordre depuis des mois dans un pays livré à des violences interreligieuses. Le président tchadien a rejeté en bloc la responsabilité de la crise sur les politiques centrafricains. "S'il y a eu échec, c'est celui de la classe politique dans son ensemble", a-t-il lancé jeudi soir aux membres du CNT. "La transition n'a pas fonctionné comme on le veut. Les autorités qui ont la charge de mener cette transition n'ont pas pu répondre aux attentes des Centrafricains et de la communauté internationale, dont les plus importantes sont l'ordre et la sécurité", a-t-il accusé.

Une spirale de violences communautaires

À Bangui, les tueries à grande échelle de ces dernières semaines ont progressivement cessé et la ville a retrouvé une activité quasi normale pendant la journée. "La situation s'améliore lentement, mais elle s'améliore", a estimé jeudi le chef de l'opération française Sangaris, le général Francisco Soriano.

Depuis le renversement, en mars 2013, du président François Bozizé par une coalition hétéroclite à dominante musulmane, la Seleka, dirigée par M. Djotodia, la Centrafrique a été emportée dans une spirale de violences communautaires et interreligieuses sous le regard impuissant des institutions de transition.

INFOGRAPHIE quel président pour la Centrafrique ?



Photos : Reuters, DR

* Arrivé au pouvoir après un coup d'État

2014, année charnière pour la Centrafrique

Actualité International Le Point.fr - Publié le 10/01/2014 à 06:27 Par Quentin Raverdy

Plus d'un mois après le lancement de l'opération Sangaris, la Centrafrique bataille toujours pour sortir du chaos et se dessiner un avenir.



Plus de mille morts et un million de déplacés : le lourd bilan du conflit en Centrafrique. © FRED DUFOUR / AFP

C'était un président plein de "satisfaction" à l'égard du travail de ses soldats qui se tenait mercredi devant un parterre de militaires, sur la base de Creil (Oise), lors des traditionnels vœux aux armées. François Hollande entendait ainsi de nouveau justifier la "périlleuse" opération Sangaris (1 600 soldats mobilisés) lancée en décembre 2013, conjointement avec 4 000 soldats de la force panafricaine de la Misca. Une opération qui entend "rétablir la sécurité en Centrafrique" et "éviter de nouveaux massacres" entre milices chrétiennes "anti-balaka" et rebelles de l'ex-Seleka (majoritairement musulmans), dont l'ancien leader, Michel Djotodia, a gouverné la Centrafrique jusqu'à sa démission le 10 janvier.

Sur le terrain pourtant, l'armée française ne crie pas victoire, loin de là. "La France ne peut pas mener à bien sa mission", constate le général Vincent Desportes, professeur de stratégie à Sciences Po et HEC. La raison est simple : "Il y a une inadéquation entre les forces françaises, leurs moyens, leur épaisseur stratégique et les missions que Paris se donne." En clair, pour Vincent Desportes, l'opération Sangaris manque clairement d'hommes. "On ne stabilise pas un pays (grand comme la France et la Belgique, NDLR) avec 1 600 hommes, c'est un vœu pieux. En dessous de 5 000 soldats, minimum, on n'arrivera à rien", augure-t-il.

La France isolée ?

Pourtant, en Centrafrique, la France n'est pas seule. Si François Hollande lors de ses vœux a assuré - sans en dire plus - que "l'Europe s'impliquera davantage" en 2014 en Centrafrique, Paris peut déjà compter sur plusieurs milliers de soldats africains de la Misca, mandatés par l'ONU pour éviter au pays de sombrer dans le chaos. Problème : "Comme dans toutes les coalitions, chaque membre a son agenda et ses objectifs", rappelle le général Vincent Desportes. Et de poursuivre : "On ne peut pas attendre de la Misca les mêmes résultats que d'une armée structurée comme celle de la France." Outre un manque de moyens et d'équipements, la force africaine, qui comptera bientôt 6 000 hommes, n'a pas bonne presse, bien au contraire.

À la veille de Noël, des soldats burundais et tchadiens, unis sous la bannière de la Misca, se sont affrontés dans les rues de Bangui, la capitale centrafricaine. Un incident qui est venu alimenter le scepticisme de la population banguissoise quant aux troupes étrangères et plus particulièrement les 850 soldats du contingent tchadien. En effet, beaucoup de Centrafricains considèrent les troupes du pays voisin (où l'islam est majoritaire) comme partiales, voire complices des musulmans de l'ex-Séléka. Une suspicion dont pâtit la communauté tchadienne (35 000 personnes environ pour 4,5 millions de Centrafricains), obligée, pour fuir les représailles, de regagner le Tchad.

Le Tchad : "faiseur de roi" en Centrafrique

Sur la scène politique régionale, l'hégémonie du Tchad n'est plus à prouver. Le pays est d'ailleurs perçu comme "un faiseur de roi" en Centrafrique. Depuis l'indépendance de la République centrafricaine en 1960, le voisin tchadien n'a cessé d'influer sur la politique intérieure, "facilitant" l'accession au pouvoir d'au moins trois de ses présidents, explique Philippe Hugon, directeur de recherche à l'Iris chargé de l'Afrique. Seul un des six présidents de Centrafrique a été élu par les urnes, rappelle d'ailleurs France TV Info. "Le Tchad est toujours présent parce que c'est un pays

voisin et que l'essentiel de ses richesses pétrolières se trouve à la frontière séparant les deux pays", poursuit Philippe Hugon.

Une influence dont le président tchadien Idriss Déby a fait une nouvelle démonstration. Jeudi, l'homme avait convoqué au Tchad les dix membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) - dont il est le président en exercice - pour un sommet extraordinaire afin de "sortir la Centrafrique de son abîme". Clairement pointés du doigt : le chef de l'État de la transition Michel Djotodia et son Premier ministre Nicolas Tiangaye. Selon Allami Ahmat, secrétaire général de la CEEAC, les deux hommes auraient mieux fait de réagir "au lieu de perdre leur temps à se quereller, à s'insulter sur la place publique". Plus largement, c'est à la classe politique et à la société civile centrafricaine que le secrétaire s'attaquait, estimant qu'elles s'évertuaient à "jeter de l'huile sur le feu".

Djotodia sur le départ

Si le sommet de N'Djamena n'avait pas pour objectif "de changer un régime, ni de changer la transition", précisait Allami Ahmat, en coulisse, c'était bien du départ de Djotodia dont il était question. Un changement intervenu, donc, vendredi - avec l'annonce des démissions successives du président et du Premier ministre centrafricains - et qui était attendu par de nombreux chefs d'État de la région, mais aussi par la France. "Les Français ont toujours eu une vision très négative de Djotodia", rappelle Roland Marchal, chercheur au Ceri-Sciences Po et spécialiste de la Centrafrique. De son côté, avant la démission de Djotodia, le Quai d'Orsay s'était bien gardé de donner son avis. Laurent Fabius avait seulement déclaré sur France 2 qu'il y avait "des décisions à prendre".

En attendant, l'économie centrafricaine est au point mort. Les administrations sont fermées et des milliers de fonctionnaires ne sont plus payés. Si les massacres des dernières semaines ont pris fin avec l'intervention des troupes françaises et africaines, des exactions et des tirs sporadiques sont encore signalés, notamment à Bangui. Et la crainte d'une escalade confessionnelle entre chrétiens (80% de la population) et musulmans (20%) n'est pas encore écartée. "On alterne entre des périodes de normalisation et des vagues de violences, la population est terrorisée", rappelle Roland Marchal. Un rapport du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU comptabilise déjà plus de 900 000 déplacés dans le pays et le spectre d'une crise humanitaire plane toujours.

CHINE

Un pont chinois vieux de 400 ans émerge d'un lac mourant

Actualité Sciences & Nature Environnement Le Point.fr - Publié le 03/01/2014 à 18:57 Par Jason Wiels

Cette découverte incroyable met en lumière le désastre écologique en cours dans le lac Poyang, la plus grande réserve d'eau douce du pays.



Des personnes marchent le long du pont multiséculaire, datant de la dynastie Ming (1368-1644). © AFP

Sous le lac, les pavés ! Les habitants des rives du lac Poyang, au nord de la province du Jiangxi, ont eu la drôle de surprise de découvrir les vestiges d'un pont oublié, bâti à l'époque des empereurs Ming, il y a près de quatre siècles. Selon le journal *Les Nouvelles de Pékin*, qui rapporte l'information, la baisse du niveau de cet immense réservoir d'eau douce - le plus grand du pays - a mis au jour une structure entièrement faite de granit et qui s'étale sur près de 3 kilomètres.

Un lac en voie d'assèchement

Ce petit miracle archéologique ne doit cependant pas faire oublier les vraies causes de son apparition, à savoir la catastrophe écologique qui se déroule dans cette région chinoise. Si le lac peut couvrir plus de 5 000 kilomètres carrés (l'équivalent du département du Jura) lors de la saison humide, ces dernières années, sa décrue s'est faite à des niveaux toujours plus alarmants. Début 2012, après une période de sécheresse anormalement longue, l'étendue d'eau ne mesurait plus que... 200 kilomètres carrés. Un écart extrême qui n'est pas sans rappeler la disparition de la majeure partie de la grande mer d'Aral en Ouzbékistan. "Depuis dix ans, le lac souffre d'un assèchement annuel très important", reconnaît Catherine Bastien-Ventura, responsable au CNRS du SEED (programme franco-chinois pour l'environnement et le développement durable). Cette dégradation n'est pas la seule résultante des variations climatiques, elle est aussi due à l'inauguration, en 2006, du barrage des Trois Gorges, construction pharaonique située à 500 kilomètres en amont du lac.

L'apparition soudaine de ce pont centenaire a de quoi intriguer la communauté scientifique. Elle suggère a priori que le niveau du lac a pu être plus bas par le passé. "C'est une hypothèse, mais il y en a d'autres, met en garde la chercheuse française. Un affaissement du sol a pu se produire. On sait aussi que d'importantes quantités d'alluvions se déversent dans le lac par ses affluents, il pouvait donc être plus profond par le passé."



Un nouveau barrage, une solution à "double tranchant"

En tout état de cause, le vestige symbolise aujourd'hui l'état critique dans lequel se trouve le lac qui fait vivre toute une communauté de pêcheurs et constitue une étape clé dans le voyage d'une cinquantaine d'espèces d'oiseaux migrateurs. Surtout qu'à l'assèchement du bassin s'ajoutent d'autres problèmes graves, tels que sa pollution par les rejets industriels et agricoles ou encore le dragage de ses fonds sableux. "Chaque jour, une centaine de bateaux retournent à Shanghai les cales pleines de sable destiné à la construction, et déstabilisant au passage les écosystèmes, en particulier la micro-faune et la micro-flore", constate Catherine Bastien-Ventura.

Il y a bien un projet de construction d'un nouveau barrage entre le lac Poyang et le fleuve Yang Tsé afin de réguler au mieux les variations désormais extrêmes entre saison des pluies et saison sèche. Cependant, le projet est encore dans les cartons et, comme toute entreprise de ce type, peut avoir d'autres conséquences inattendues pour la situation hydrographique de la région. En attendant, les autorités en sont réduites à traiter la crise en aval. Il y a deux ans, lorsque le lac avait atteint un de ses niveaux historiques les plus bas, le gouvernement avait dédommagé les pêcheurs et procédé à des largages de nourriture par hélicoptère pour alimenter les centaines de milliers de volatiles... Des expédients qui ne résolvent en rien le problème à sa source.

CHRISTIANISME

Les persécutions contre les chrétiens ont augmenté en 2013

Actualité International Le Point.fr - Publié le 08/01/2014 à 07:22 Source AFP

D'après l'index mondial de persécution 2014, la Corée du Nord reste le pays où l'existence est la plus dangereuse pour les chrétiens.



Photo d'illustration - La Somalie se hisse à la deuxième place du classement pour ses persécutions contre les chrétiens. © Alberto Pizzoli / AFP

Les persécutions contre les chrétiens ont augmenté en 2013, indique mercredi l'index mondial de persécution 2014, classement annuel des 50 pays les plus affectés par le problème, selon l'association Portes ouvertes France. Lors d'une conférence de presse à Paris, son directeur, Michel Varton, a précisé que par "persécutions" l'association ne tenait pas seulement compte des actes de violence, mais des pressions, des interdictions ou des discriminations liées à une religion. Si, pour la douzième année consécutive, la Corée du Nord reste le pays où, pour les chrétiens, l'existence est la plus dangereuse et la plus précaire, la Somalie se hisse à la seconde place, tribus et clans musulmans mettant à mort "quasiment tous les chrétiens qu'ils rencontrent".

Autres pays soumis à ces pressions hostiles : l'Afghanistan, les Maldives, l'Arabie saoudite, le Yémen, l'Iran, la Libye, l'Ouzbékistan, le Qatar. Par ailleurs, "dans 36 des 50 pays recensés, l'islamisme est largement responsable de la persécution des chrétiens", a relevé Michel Varton. Les régions les plus violemment touchées sont aujourd'hui les pays de la ceinture sahélienne, où un cinquième des chrétiens côtoient un septième des musulmans du monde. L'augmentation de la persécution est plus marquée encore dans les États dits "défaillants", qui ne sont plus en capacité d'assumer pleinement leur rôle : Somalie, Syrie, Irak, Afghanistan, Pakistan, Yémen et aujourd'hui Centrafrique.

Le Pakistan a connu "la pire attaque contre les chrétiens depuis sa création en 1947", avec un double attentat-suicide à la sortie de l'église catholique de Tous-les-Saints à Peshawar, où 89 croyants ont été tués le 22 septembre dernier. En Égypte, 167 actes violents de persécution ont été dénombrés ainsi que plus de 492 tentatives de fermeture d'églises ou bâtiments annexes", relève également l'index de Portes ouvertes. Les dix pays dans lesquels les chrétiens ont subi le plus de violences étaient, dans l'ordre, la Centrafrique, la Syrie, le Pakistan, l'Égypte, l'Irak, la Birmanie, le Nigeria, la Colombie, l'Érythrée et le Soudan.

COREES

Corée du Nord : Kim Jong-Un a ordonné que son oncle soit dévoré par des chiens

LeParisien.fr – 3 janvier 18h15

Les exécutions sommaires en Corée du Nord sont régulières. Mais là, le jeune numéro un, Kim Jong-Un, a littéralement dépassé les limites de l'horreur. Il a ordonné que son oncle, Jang Song-Thaek, 67 ans, soit dévoré par une horde de chiens affamés.

Cette affaire a créé une onde de choc dans le monde entier, selon le journal Asiareport qui relate les faits d'une incroyable brutalité.

D'après le rapport, contrairement aux exécutions précédentes de prisonniers politiques qui ont été menées par des pelotons d'exécution avec des mitrailleuses, Jang a été déshabillé et jeté dans une cage, avec ses cinq plus proches collaborateurs. Ensuite, 120 chiens, affamés pendant trois jours, ont été lâchés pour chasser leurs proies jusqu'à ce qu'elles soient complètement dévorées. C'est ce qu'on appelle « quan jue », ou l'exécution par des chiens.

L'exécution suivie en direct par le leader suprême

Il semblerait toujours selon ce rapport que l'exécution ait duré une heure et qu'elle ait été suivie en direct par le leader suprême Kim Jong Un et 300 autres membres officiels. Jang Song-Thaek, oncle par alliance du jeune dirigeant Kim Jong-Un, a été arrêté, jugé lors d'un procès express et

exécuté le 12 décembre, accusé de complot et de corruption. L'oncle du dirigeant nord-coréen et officieux numéro deux du régime a été exécuté parce qu'il tentait de prendre le contrôle des très lucratives exportations de charbon, a avancé lundi le chef des renseignements sud-coréens.



Kim Jong-un : la stratégie du fou. AFP

Jang Song-Thaek, 67 ans, a servi de mentor à Kim Jong-Un lorsqu'il a pris la succession de son père Kim Jong-Il décédé en décembre 2011. Kim Jong-Un, âgé d'une trentaine d'années, ne semble avoir aucun problème dans le contrôle du pouvoir, deux ans après son arrivée à la tête du pays. L'exécution expresse de ce très haut responsable, fait politique le plus notable en Corée du Nord depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un, a entraîné une purge dans le cercle des proches de l'homme tombé en disgrâce.

Kim et les chiens : la Toile rase gratis

Actualité International Le Point.fr - Publié le 05/01/2014 à 15:44 De notre correspondant à Séoul, Sébastien Falletti

La Corée du Nord est l'exutoire du Web, et son dirigeant un "pitre tyran" à qui l'on attribue des crimes grand-guignolesques. Au risque d'occulter la menace ?



Toutes les informations concernant le régime de Kim Jong-un sont invérifiables. © AFP

La presse chinoise jette Kim Jong-un aux chiens, et la Toile mondiale se régale. En affirmant que le dictateur nord-coréen avait fait dévorer son oncle Jang Song-taek par des molosses affamés, le modeste journal hongkongais *Wen Wei Po* a déclenché le buzz mondial du week-end. Cette publication aux ordres de Pékin et peu réputée pour sa fiabilité reprend, sans citer une seule source, une rumeur qui circule sur l'Internet chinois depuis la chute de l'ancien numéro deux du régime de Pyongyang, le 12 décembre dernier. Selon la version colportée par les internautes chinois, le jeune Kim aurait assisté en personne à la curée, menée par 120 chiens affamés lancés à l'assaut de l'oncle "factieux". Un nouvel indice de la "barbarie" nord-coréenne, s'horrifient les internautes de l'empire du Milieu, exaspérés par les incartades à répétition de leur allié ingrat.

Cette rumeur, invérifiable, comme la plupart des bribes d'information sur la Corée du Nord, a pourtant inondé la planète entière, par l'entremise du très sérieux *Straits Times* de Singapour. Le quotidien anglophone du régime singapourien, réputé pour son anticommunisme viscéral, n'y va pas de main morte, reprenant sans pincettes les "infos" du *Wen Wei Po*. À peine l'article traduit en anglais, les portails du monde entier se jettent sur la bête, tels des molosses affamés de "clics".

"Pitre tyran"

L'affaire est symptomatique de la couverture médiatique sensationnaliste réservée de plus en plus fréquemment à la Corée du Nord. Déjà, fin août, le quotidien sud-coréen *Chosun Ilbo* avait déclenché le buzz en annonçant l'exécution d'une ancienne "petite amie starlette" du jeune dictateur. Une rumeur croustillante colportée par un mystérieux homme d'affaires et que les services de renseignements de Séoul ne sont toujours pas en mesure de vérifier six mois plus tard.

L'épais rideau de mystère entourant le régime le plus fermé du monde autorise de nombreux médias à reprendre à leur compte les rumeurs les plus aguicheuses sans appliquer l'un des principes fondamentaux du journalisme : la vérification des informations. Comme si la démesure totalitaire des Kim autorisait la presse à raser gratis. La tentation est grande, puisque le régime ne réfute que très rarement les affirmations lancées aux quatre coins de la planète et que le dirigeant nord-coréen joue à merveille son rôle de nouveau "grand méchant" burlesque de l'ordre occidental, maniant un jour la menace nucléaire et s'affichant le lendemain avec le basketteur Dennis Rodman.

Mais derrière l'image de "pitre tyran" que l'on se fait de l'héritier et de son père Kim Jong-il se cache un système aussi implacable que rationnel qui a survécu à toutes les transformations du monde depuis la Seconde Guerre mondiale. Une performance redoutable qui est plus le fruit d'une stratégie de survie que d'épisodiques coups de sang.

Pas d'informateurs

Les circonstances exactes de la mort de Chang restent néanmoins un troublant mystère. Son exécution a eu lieu dans la foulée de son jugement par un tribunal spécial, affirme le communiqué détaillé de la KCNA, l'agence officielle du régime. Le fait que le rapport de sept pages détaillant tous les crimes du "traître" ne précise pas son mode d'exécution surprend et laisse la porte ouverte aux supputations les plus macabres. Le régime nord-coréen a pour habitude de passer ses condamnés par les armes. Mais certains ont eu droit à une mort plus douloureuse. Tel ce haut gradé qui aurait été exécuté "au mortier" début 2012, pour avoir bu durant le deuil de Kim Jong-il. Si la liquidation de ce général est avérée, là encore, son mode d'exécution reste une rumeur presque impossible à authentifier faute d'informateurs de haut rang à Pyongyang. Un obstacle contre lequel bute même la CIA.

Sur la dernière photo connue de Jang, lors de son procès, son visage hagard montre des bleus suspects, indiquant qu'il aurait subi des tortures. Nul doute que le régent de Pyongyang déchu au rang de "racaille humaine" a connu une fin effrayante. Mais rien ne précise qu'il a fini en pâture. Il est temps de prendre Kim Jong-un au sérieux. Aussi bien en matière nucléaire ou de droits de l'homme que dans le traitement de l'information.

Corée du Nord: élections parlementaires en mars, une pure formalité

Par AFP – 8 janvier 2014 08h00



AFP/KCNA via KNS/AFP - La Corée du Nord a annoncé mercredi des élections parlementaires en mars, les premières depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un, cinq ans après le dernier vote où un seul candidat se présentait pour chaque siège

La Corée du Nord a annoncé mercredi des élections parlementaires en mars, les premières depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un, cinq ans après le dernier vote où un seul candidat se présentait pour chaque siège.

Le présidium de l'Assemblée suprême du peuple (SPA) a annoncé que le vote aurait lieu le 9 mars, a indiqué l'agence officielle KCNA.

Les précédentes élections parlementaires --avec un seul candidat pour chacun des 687 districts-- s'étaient tenues alors que le père de Kim Jong-Un, Kim Jong-Il, était encore au pouvoir.

Il est décédé en décembre 2011 et son fils lui a succédé, 3e génération des Kim à diriger ce pays communiste à parti unique, où toute tentative d'opposition est aussitôt étouffée dans l'œuf.

Les résultats ne devraient receler aucune surprise mais ces élections de mars seront suivies de près par les observateurs étrangers, en quête d'indices sur l'évolution du pouvoir en Corée du Nord, après la purge de décembre.

L'oncle de Kim Jong-Un, Jang Song-Thaek, mentor du jeune homme et considéré comme le numéro deux officieux, a été arrêté, jugé et exécuté en décembre, pour trahison et corruption.

Plusieurs ministres, dont celui du Charbon, ont été remplacés dans la foulée, et des proches de l'oncle, en poste diplomatique à l'étranger, remplacés, selon les autorités sud-coréennes.

Jang, comme beaucoup de hauts responsables nord-coréens, était membre de l'assemblée et le vote de mars révélera si les noms d'autres personnalités n'apparaissent plus sur les listes des candidats.

"Il sera intéressant de voir quelles sont les nouvelles têtes, car certaines pourraient avoir été choisies pour occuper un rôle important auprès de Kim Jong-Un", a souligné Kim Yeon-Chul, professeur à l'université Inje.

En 2009, le taux de participation avait été de 99,98% et 100% des électeurs avaient voté pour le candidat choisi par le parti.

Le parlement, qui n'a strictement aucun pouvoir, tient en général une session deux fois par an, pour un ou deux jours, afin d'approuver le budget ou des nominations.

En avril 2013, l'assemblée avait ainsi approuvé la nomination d'un nouveau Premier ministre, Pak Pong-Ju, considéré par certains analystes comme un réformateur.

La Corée du Nord, royaume de l'absurde et du surréalisme

Monde Source : Séoul (AFP) - Publié le 09/01/2014 à 13h33



Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un (centre), son épouse Ri Sol-Ju (g) et le basketteur américain Dennis Rodman assistent à un match de basket entre d'anciens joueurs de la NBA et des joueurs nord-coréens, à Pyongyang le 9 janvier 2014 © KCNA via KNS/AFP - KCNA

Démêler le vrai du faux à propos de la Corée du Nord est une tâche ardue : dans ce pays secret et isolé, dirigé d'une main de fer depuis trois générations par les Kim, les rumeurs les plus surréalistes paraissent presque crédibles.

Par exemple, quel est le plus vraisemblable des articles parus dans la presse ces derniers jours à propos du jeune dirigeant du pays, Kim Jong-Un ?

Qu'il a exécuté son oncle en le livrant nu à une meute de chiens affamés ou qu'il a fêté son anniversaire à Pyongyang avec une ancienne star du basket américain, réputée pour ses tatouages, ses piercings et son goût pour le déguisement et le catch ?

Une vidéo sur YouTube montre l'ancien défenseur des Chicago Bulls, Dennis Rodman, entonnant "Happy birthday" avant un match de basket à Pyongyang, devant Kim Jong-Un qui fêtait ce jour-là ses 30, 31 ou 32 ans. Le jour et le mois de sa naissance sont connus, mais pas l'année. Les experts sud-coréens lui donnent une trentaine d'années.

L'histoire de la mort de l'oncle dans la gueule de molosses, rapportée par plusieurs médias internationaux, a vraisemblablement pour origine un tweet satirique posté sur un site chinois.

L'"info" a été reprise par un journal chinois, Wen Wei Po, avant d'engendrer des articles effarés dans des médias occidentaux.

Différencier les faits de la fiction est quasi-impossible à propos de la Corée du Nord, dont le régime verrouille tous les canaux d'information et de communication, rendant difficile la vérification des rumeurs.

Parallèlement, l'intérêt de la presse internationale est énorme, surtout lorsqu'il s'agit d'histoires à sensations qui confortent le public dans sa perception de la Corée du Nord comme un pays étrange, brutal et arriéré.

Les médias étrangers peuvent ainsi amalgamer plusieurs bribes de rumeurs, autour d'un fait avéré, comme ce fut par exemple le cas avec l'exécution de l'oncle du dirigeant nord-coréen, annoncée en décembre par Pyongyang.

La version la plus spectaculaire véhiculée par la presse étrangère était la suivante : Kim Jong-Un a fait jeter en pâture à 120 chiens affamés son oncle, nu, qui avait eu une liaison avec la jeune épouse du dirigeant. La femme de l'oncle, victime d'une attaque cardiaque consécutive au choc émotionnel, est dans le coma.

Des rumeurs pour combler le vide

Seuls l'arrestation, le procès express et l'exécution ont été annoncés officiellement par le régime nord-coréen.

Le reste provient, en bonne partie, de sites internet opérés par des Nord-coréens réfugiés au Sud et de médias sud-coréens, qui, notent les analystes, ont intérêt à dresser un portrait le plus noir possible du régime des Kim.

"Les nouvelles provenant d'un pays aussi fermé que la Corée du Nord restent très limitées (...), nourrissant ainsi tout un tas de rumeurs non confirmées pour remplir le vide", note Choi Jung-Hoon, directeur de la radio Free North Korea à Séoul.

"Les gens imaginent ce qui peut se passer en Corée du Nord : un endroit bizarre et sauvage où tout peut arriver", ajoute Choi, qui a fui son pays natal en 2007. "Parfois, le portrait qu'ils en font est grotesque, très différent du pays où j'ai vécu et que je connais".

Outre le blocus presque total sur les informations, le culte de la personnalité autour de la dynastie des Kim et le langage belliqueux usité à l'égard du voisin et frère ennemi du sud donnent l'impression à l'étranger que le pays est aux mains d'une clique paranoïaque.

Ainsi, la presse officielle nord-coréenne a accusé Jang Song-Thaek d'être un coureur de jupons, un drogué décadent, "un débris humain méprisable, pire qu'un chien".

Le régime de Pyongyang est coutumier de ce type d'hyperboles, un élément de la propagande destinée à sa population.

Le refus de la Corée du Nord de confirmer ou démentir les "informations" extérieures ne fait qu'alimenter le moulin à rumeurs. Le régime n'admet pas cependant certains articles (dans la presse étrangère) peu flatteurs sur son dirigeant.

Les médias officiels ont ainsi qualifié d'"actes criminels hideux" les allégations sur une opération chirurgicale qu'aurait subie Kim Jong-Un pour ressembler à son grand-père, Kim Il-Sung, fondateur de la Corée du Nord.

Kang Chan-Ho, journaliste et spécialiste du Nord au quotidien Hankyoreh, note que plusieurs histoires sont concoctées par les critiques les plus acerbes du pays.

"Certains réfugiés tendent à laisser leurs sentiments personnels vis-à-vis de Pyongyang prendre le dessus et à (amplifier) des rumeurs qui sont invérifiables", souligne-t-il.

EGYPTE

L'Égypte prise dans l'étau de la violence

Home Actualité International lefigaro.fr Par Delphine Minoui Correspondante au Caire Publié le 05/01/2014 à 19:13



Les Frères musulmans ont encore manifesté ce week-end, alors que la loi autorise les forces de l'ordre à tirer.

C'est une spirale infernale qui s'empare de l'Égypte. Une spirale de violence qui a causé ce week-end la mort d'au moins 13 personnes dans des heurts opposant des partisans de l'ex-président Morsi aux forces de l'ordre. À l'origine de cette nouvelle hécatombe: une vague de manifestations, lancée à l'appel d'une coalition chapeautée par les Frères musulmans. Désormais catalogués «terroristes», ceux-ci tombent de surcroît sous le coup d'une nouvelle loi sur les rassemblements, adoptée en novembre dernier, qui autorise les forces de l'ordre à tirer sur les manifestants. Une licence que les forces de l'ordre s'étaient déjà octroyée - mille personnes sont mortes en six mois - et qu'elles exercent désormais en toute impunité.

Vendredi, les manifestants s'étaient rassemblés par milliers à travers le pays après la grande prière hebdomadaire. À peine entamée leur fronde, ils ont vite essuyé une pluie de gaz lacrymogène et des tirs de chevrotine. Les heurts ont été particulièrement violents aux alentours d'une mosquée de Nasr City, dans l'est du Caire, où des manifestants en furie ont lancé un bus amputé de son frein sur la police. À Gizeh, à l'ouest de la capitale, c'est un véhicule de la police qui a été incendié, selon les responsables de la sécurité. La corniche de Maadi, dans le Sud, a également été frappée par les jets de pierres, feux d'artifices et grenades lacrymogènes.

Les accrochages qui ont causé la mort de cinq personnes dans la capitale ont été mortels à Alexandrie, à Ismaïlia et dans la région du Fayoum.

Ce cycle de manifestations-répressions va également de pair avec une chasse aux activistes de la révolution de janvier 2011, qui érode chaque jour un peu plus les espoirs démocratiques de l'après-Moubarak. Ce dimanche, douze dissidents libéraux ont écopé d'un an de prison avec sursis pour avoir, selon l'accusation qui pèse contre eux, attaqué la permanence de campagne d'Ahmed Chafiq, l'ex-ministre et candidat déchu de l'ancien régime à la présidence de 2012. Parmi eux, figure le blogueur Alaa Abd El Fattah, une des icônes de la révolution. Triste paradoxe: leur jugement intervient peu après l'acquiescement dans une affaire de corruption d'Ahmed Chafiq et des deux fils Moubarak.

Le 22 décembre dernier, trois autres militants de la première heure, acteurs incontournables du Mouvement du 6 avril, avaient pour leur part été condamnés à trois ans de prison pour avoir récemment organisé une manifestation sans accord préalable de la police. Leurs peines de prison, prononcées à l'issue de procès expéditifs, contrastent avec l'impunité dont jouissent la majorité des agents de l'ordre impliqués dans la mort de centaines de manifestants pendant et après la révolution.

Une marionnette accusée

Tandis que le général Abdel Fattah al-Sissi, le nouvel homme fort du pays, continue d'entretenir le mystère sur sa candidature à la présidentielle, ses opposants islamistes et laïques font également l'objet d'une offensive médiatique particulièrement acerbe. Une chaîne de télévision privée leur consacre désormais un programme quotidien, intitulé «La Boîte noire», où ils sont accusés, entre autres, d'être à la solde de pays étrangers. Une propagande tous azimuts, qui ne craint pas le ridicule: la justice égyptienne vient d'ouvrir une enquête sur... une marionnette, utilisée dans une publicité de la compagnie téléphonique Vodafone, et qu'un partisan de l'ex-président Moubarak accuse d'avoir parsemé ses propos de messages codés de la Confrérie. «C'est à se demander si le nouveau pouvoir agit par bêtise ou s'il fait exprès de provoquer ses adversaires. Dans les deux cas, il risque d'enfoncer le pays dans une guerre sans issue», se désole un activiste qui préfère taire son nom.

Égypte: la marionnette qui en savait trop

HOME CULTURE lefigaro.fr Par Marguerite Kloeckner Publié le 02/01/2014 à 19:32



Le groupe britannique Vodafone a été convoqué par la justice égyptienne, suite aux accusations d'Ahmed « Spider ». Selon cet activiste pro-Moubarak, l'entreprise de télécommunication favoriserait des attentats terroristes islamistes en utilisant une poupée publicitaire.

L'affaire est rocambolesque. Imaginez Dédé, le cochon de la Française des Jeux, plongé au cœur d'une sombre histoire de détournement d'argent, ou Casimir mouillé dans une affaire de kidnapping. Abracadabrantesque? Pas si sûr. On devrait toujours se méfier des marionnettes, elles ont souvent revêtu un caractère dangereux et inquiétant. Nombreuses sont les histoires où elles prennent le pouvoir, et deviennent les horribles manipulatrices de leur marionnettiste. Remarquez que les fameux «sanglots longs des violons de l'automne» ont été à une époque, lourds d'un sens qui dépassait largement les états d'âme de Verlaine.

Les boules de Noël, symbole de la bombe

Le partisan controversé de Hosni Moubarak Ahmed «Spider» a décrypté cette publicité qui met en scène la marionnette Abla Fahita, et offre une analyse picturale fouillée, dont l'acuité ne manque pas de surprendre.

Tout comme dans les blasons du Moyen-Âge, où chaque forme et chaque couleur a sa signification, chaque détail de la publicité symbolise un aspect de l'attentat prévu. Par exemple, le cactus montré dans le spot publicitaire possède quatre branches, chiffre favori des partisans de Mohamed Morsi. Les boules de Noël sont le symbole de la bombe, et la dinde fourrée s'avère être l'odieuse métaphore de la voiture piégée.

Globalement, il est vrai qu'il vaut mieux être un peu du milieu pour comprendre cette héraldique plus que cryptée. Faire signifier à une marionnette publicitaire des infos pour un attentat, semble presque aussi dément que planquer de la drogue dans la couche d'un bébé (*Trois hommes et un couffin*), ou extraire des otages en les faisant passer pour l'équipe technique d'une superproduction (*Argo*). Pourtant, pour Ahmed «Spider», l'innocence d'une marionnette pourrait bien être, tout comme le sourire, le meilleur des passeports. Vodafone affirme qu'il n'y a «aucune signification cachée» et dénonce le caractère fictif de l'interprétation d'Ahmed «Spider», et son appel à la justice pourrait marquer un retour un peu brutal à la réalité.

ETATS-UNIS

«La chute de la France» vue par le magazine américain «Newsweek»

Actualité Médias et People LeParisien.fr Publié le 05.01.2014, 20h00



Dans «La chute de la France», numéro un des articles les plus lus sur le site de Newsweek, Janine di Giovanni fustige le socialisme, la politique fiscale de François Hollande ainsi que l'Etat providence, et plaint le manque d'esprit entrepreneurial qu'elle constate dans l'Hexagone. |Newsweek.com / **Capture d'écran**

Le Hollande-bashing s'exporte bien. Installée à Paris depuis dix ans, une journaliste du magazine américain Newsweek a fait état de sa très pessimiste vision de la France socialiste dans l'édition de l'hebdomadaire parue le 3 janvier. Dans «La chute de la France», en tête des articles les plus lus sur le site de «Newsweek», Janine di Giovanni fustige la politique fiscale de François Hollande, les prestations sociales ou encore le système des retraites, et regrette le manque d'esprit entrepreneurial des Français.

L'article, qui aligne les clichés sur l'Hexagone, a provoqué une vague de moqueries et de critiques sur Twitter.

En guise d'introduction, la journaliste américaine assure qu'une «fuite des cerveaux» menace la France depuis l'arrivée de François Hollande et l'instauration de la taxe à 75%. Thèse que le ministre du Budget Bernard Cazeneuve a infirmée mi-décembre après la publication d'un rapport sur l'évolution des départs pour l'étranger et retours en France. Celui-ci montrait qu'en 2011, le nombre de Français établis hors de France avait augmenté de 1,1%, contre 6% en 2010. Reste que selon Janine Di Giovanni, la France s'apprête à vivre un départ aussi massif que celui des Huguenots (les Protestants) après la révocation de l'Edit de Nantes (le texte leur accordant la liberté de culte) par Louis XIV en 1685, qui ont trouvé refuge «en Angleterre, en Suède, en Suisse (...) emportant avec eux leur nombreux et variés talents».

«Où est le Bill Gates de la France ?»

«Où est le Richard Branson (*le patron de l'empire Virgin, NDLR*) de la France ? Où est son Bill Gates ?», s'interroge Janine Di Giovanni, qui estime que les «personnes qui dopent la croissance économique (...) se sont tous rués vers les frontières». Autre inquiétude : pourquoi la France «n'a pas de mot pour *entrepreneur*», se demande l'anglophone, oubliant que c'est la langue de Shakespeare qui a emprunté ce vocable d'origine latine à la langue de Molière.

La journaliste rapporte ensuite les propos d'un «ami avocat» qui «dit travailler comme un chien pour rien - pour donner son argent à l'Etat providence» et considère que le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a «ruiné sa vie». Au passage, elle tacle les habitudes dudit ministre, croisé dans un «restaurant japonais huppé du 6ème arrondissement», près du jardin du Luxembourg où elle-même réside. «Il avait l'air content de lui», écrit-elle.

Une critique libérale du système français

Si elle admet avoir été ravie de pouvoir profiter de certaines aides en France, telles que les couches et les crèches gratuites (!), Di Giovanni fustige le «gâchis» que représentent les prestations sociales à ses yeux. «J'ai remarqué que les gens profitaient ostensiblement du système», écrit-elle, rapportant l'expérience de plusieurs de ses «amis», dont une banquière qui a «profité de ses trois mois de congé-maternité pour naviguer autour de la Guadeloupe» alors qu'elle continuait à bénéficier des aides. La journaliste a visiblement été encore plus scandalisée par son «autre amie banquière» qui a été licenciée puis n'a pas travaillé pendant trois mois «parce que l'Etat lui versait de l'argent tant qu'elle était sans emploi».

Reconnaissant que la France a de solides acquis, tels que le TGV, Airbus et LVMH, «qui définissent l'excellence française», ou encore son agriculture, «la meilleure d'Europe», et «son industrie touristique», Janine Di Giovanni se plaint également des prix en France. «Le lait y affiche un prix effroyable, à 4 dollars (2,9 euros) le demi-litre», assure-t-elle.

Dans sa ligne de mire aussi : le système des retraites, et plus encore, la prise en compte de la pénibilité. «Un cheminot peut prendre sa retraite plus tôt en raison de ses conditions de travail difficiles, alors qu'il ne peut jamais se faire licencier», s'indigne-t-elle, prédisant la «faillite» de l'Etat français. Economiquement parlant, «la France est plus proche de l'Espagne ou de l'Italie aujourd'hui que de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne», à ses yeux. Heureusement, il existe encore des patrons «visionnaires», tels que Christophe de Margerie, le patron de Total, «qui sait

parler anglais et passe son temps à négocier des contrats à l'étranger». Mais ce genre d'entrepreneur se fait «rare», regrette-elle.

Pour finir, elle assure «aimer (son) pays d'adoption» et ne pas vouloir le quitter, rêvant que son fils puisse y faire sa vie dans l'espoir de «construire une France meilleure». Mais pour cela, il faudrait «que les politiques tels que M. Hollande laissent les gens respirer», plaide-t-elle.

Les internautes se gaussent

L'article de la correspondante américaine a fait réagir de nombreux internautes, qui lui reprochent d'aligner les clichés et les inexactitudes. «C'est sûr que si Janine di Giovanni achète son lait au Bon Marché (magasin de luxe de la capitale, ndlr), ça coûte le prix d'une Vodka, qu'elle aille faire un tour à Leader Price», se moque l'un d'eux. «Comment peut-on autoriser Janine di Giovanni à écrire de nouveaux articles», déplore une autre qui dénonce les stéréotypes de la journaliste sur le système de santé et les femmes. Pour un autre encore, l'Américaine «n'est pas de la même planète» que nous.

«Chute de la France» : «Newsweek» en remet une couche

Actualité Economie LeParisien.fr Aurélie Rossignol Publié le 07.01.2014, 08h32



(Capture écran Newsweek)

Après la vague de moqueries et de contestation provoquée par un premier article sur la «chute de la France», dont le ministre de l'Economie français Pierre Moscovici lui-même a fustigé les «innombrables erreurs» ce mardi, le magazine américain «Newsweek» remet ça.

Alors que l'auteur du pamphlet, Janine Di Giovanni, a préféré fermer son compte Twitter plutôt que de répondre aux critiques, sa consœur Leah McGrath Goodman a pris la plume pour décrire à son tour la faillite économique de l'Hexagone.

Dans «la chute de la France II : la nation du coq est devenue la nation de l'autruche», la journaliste américaine critique la réticence des Français à voir la réalité en face, s'appuyant sur des déclarations de la Commission européenne et sur des rapports d'agences de notation.

En réponse aux accusations de «Hollande bashing» qui ont suivi la publication de l'article de Di Giovanni, Leah McGrath Goodman rappelle que les dispositions prises en France sur l'infraction pénale d'offense au président de la République ont été abrogées en juillet au nom de la liberté d'expression. Une liberté qui n'est visiblement pas aussi évidente quand il s'agit de critiquer la politique économique de la France, accuse le journaliste, avant de lister de nombreux rapports officiels sur les «déséquilibres macroéconomiques» du pays.

Le mot «entrepreneur» tombé en désuétude en France

Le blogueur Liam Boogar, l'un des détracteurs de Di Giovanni, avait affirmé lundi sur le blog «Rude Baguette» que la France ne connaissait pas de fuite des cerveaux, contrairement à ce que prétendait cette dernière, rappelant que trois écoles françaises figuraient dans le top 6 des écoles d'où sont issus les patrons des 500 plus grandes entreprises du monde (HEC, Polytechnique et

l'ENA, selon l'Alma Mater Index 2013). Un argument que Leah McGrath Goodman essaie laborieusement de démonter en rétorquant : «Puisque toutes ces compagnies sont américaines, alors pourquoi autant de patrons français s'en vont pour aller faire fortune ailleurs, au lieu de rester en France ?». Elle oublie ici que l'indice Alma Mater s'appuie sur le classement des plus grandes entreprises du monde (le Fortune Global 500, dont font partie Total ou Axa par exemple) et non sur celui qui ne concerne que les Etats-Unis (le Fortune 500).

Newsweek se demandait la semaine dernière pourquoi il n'y avait pas de mot pour «entrepreneur» dans la langue de Molière, oubliant que c'est la langue de Shakespeare qui l'avait emprunté à la France. Sur ce point, le magazine se justifie encore : «Nous sommes conscients que le mot "entrepreneur " était un mot français, même s'il est depuis tombé en désuétude». De quoi faire sortir de ses gonds la porte-parole du gouvernement qui, ce mardi, a écrit sur Twitter: «J'invite tous les lecteurs de Newsweek à visiter la France telle qu'elle est. Loin des clichés, elle n'en est pas moins digne de fantasmes».

Enfin, la photo d'illustration de ce nouvel article semble dénoncer l'usage du droit de grève : un bonnet rouge au premier plan, sur fond de banderole «Stop aux contraintes». Une insinuation qui trouve ce mardi un écho dans les dernières déclarations du patron américain de Titan, Maurice Taylor, candidat à une reprise partielle de l'usine Goodyear. Ce dernier s'est indigné de la séquestration de deux dirigeants par des salariés du site d'Amiens-Nord, menacé de fermeture : «Aux Etats-Unis, on appellerait ça un kidnapping. Ces gens seraient arrêtés et poursuivis. (...) Vous savez ce que ça montre au reste du monde ? Mon dieu, ils sont mabouls.» L'an passé, Maurice Taylor avait déjà insinué que les salariés français n'étaient bons qu'à faire des pauses et avoir des revendications sociales. Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg lui avait vigoureusement fait connaître son désaccord.

C'est un Français, Etienne Uzac, patron et co-fondateur d'IBT Media, le groupe de médias en ligne basé à New York qui a acquis la marque Newsweek en août dernier. Interrogé par l'AFP, il répond : «Je ne veux pas commenter l'article, la direction n'intervient pas dans l'éditorial, mais il lance un débat intéressant pour la France». Le jeune entrepreneur âgé de 30 ans anticipe un retour de Newsweek en édition papier «en février ou mars aux Etats-Unis».

EUROPE

2014. Des crises à tous les tournants ?

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 8, 2014 *Nicolas Gros-Verheyde Clip, Défense UE (droit doctrine politique), Editorial /*

(BRUXELLES2 à Athènes) L'année 2014 – célébrée comme le centenaire du début de la 1ère guerre mondiale pour les Européens – devrait trouver rapidement sa propre marque tant les enjeux géopolitiques semblent nombreux dans cette année qui s'annonce. Si on effeuille rapidement le calendrier, on voit combien les rendez-vous dans les zones de crise sont nombreux. A commencer par le Moyen-Orient qui va être au centre de toutes les attentions.

Le Moyen-Orient : en feu ou en paix ?

Cette année risque d'être un tournant pour la région. Les négociateurs israéliens et palestiniens se sont donné rendez-vous jusqu'à mai pour trouver un nouvel accord de paix. Qu'il y ait, ou non, accord, cela risque de secouer les deux pays et les deux populations. Mais la maxime jusqu'ici répétée – pas de paix au Moyen-Orient sans paix entre Palestine et Israël – a perdu de son intensité et rendu du coup, moins vitale, la résolution du conflit. Car toute la région est tectonique.

Syrie, Liban, Iran...

L'intensité du conflit en Syrie ne semble pas faiblir. Les fronts intérieurs se fragmentent de plus en plus jusqu'à devenir une guerre bi-civile : non seulement entre le régime et les rebelles/révolutionnaires mais entre les rebelles eux-mêmes. Le régime de Bachar, honni jusqu'à peu, apparaît aujourd'hui ainsi davantage comme un gage de stabilité face aux mouvements extrémistes qui ont gagné du terrain. Si l'issue de la négociation – dite Genève II – semble délicate, une solution ne mettra pas de sitôt un terme au conflit. Le Liban, proche, qui a jusqu'ici tenu bon, est aux prises à la fois à un risque d'engrenage de terreur des uns contre les autres, tout en accueillant un nombre maximal de réfugiés venus de Syrie qui aurait mis à bas n'importe quel autre pays. Quant à l'Iran, il est engagé dans une politique de réintégration du concert international, qu'on aurait bien tort de ne pas négliger ; une solution (temporaire) au conflit nucléaire. Pour être complet, il faudrait aussi mentionner le Yémen en situation périlleuse et l'Égypte qui n'a pas toujours digéré son « printemps » arabe.

En Irak et en Afghanistan, les zestes de l'intervention internationale

La violence régulière en Irak n'alarmait pas jusqu'ici la communauté internationale, la prise de Falloujah par le groupe lié à Al Qaida, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EILL), donne au conflit une tournure de bataille rangée. En Afghanistan, en 2014, entre dans une phase d'inconnue avec la fin du retrait des troupes de l'OTAN, une phase électorale et une nouvelle mission internationale de sécurité qui n'a pas encore trouvé son cadre. Ces deux pays n'en ont pas ainsi fini de digérer les restes des interventions internationales (unilatérale pour le premier (menée par les Américano-Britanniques, sous mandat des Nations-Unies et de l'OTAN pour le second) qui n'ont finalement rien réglé, voire même aggravé la situation antérieure.

L'arc de crise africain

L'Afrique autour de sa zone sahélienne, de l'arc de crise de la Corne de l'Afrique au Golfe de Guinée est parcourue de soubresauts. Le conflit en Centrafrique comme au Sud-Soudan est en phase aiguë. Et les guerres au Mali ou en Somalie ne sont pas terminées. Tandis qu'une zone dangereuse agite la Libye, au nord ; et le Nigeria, au sud. Sans oublier le Congo, toujours en proie à un conflit qui n'a pas encore trouvé son terme ou d'autres pays qui pourraient s'embraser. Si la piraterie a disparu comme menace importante dans l'Océan indien, elle demeure active à l'ouest du continent.

Les Russes à la manœuvre ?

Il faut s'attendre à des initiatives internationales, notamment de la Russie qui, outre les Jeux olympiques de Sochi, présidera en juin à la fois le G8 et le Conseil de sécurité, et entend restaurer son aura de « grande puissance », perdue depuis 1991. Elle en a aujourd'hui les moyens et profite d'un climat favorable à cette résurgence.

Et pendant ce temps...

Pendant ce temps, les Européens seront en « vacances » électorales. Les prochains mois vont être consacrés pour les parlementaires et les commissaires européens à boucler les dossiers en cours, avant de partir en campagne électorale, ou à la recherche d'un point de chute. Une activité qui va concerner d'ailleurs une bonne partie de la haute administration européenne pour qui la partie de puzzle européen peut être l'opportunité de carrières plus intéressantes. Entre mars et novembre (où la nouvelle Commission européenne sera pleinement installée), avec un point culminant en mai-juin (lors des élections européennes et de la répartition officielle des principaux postes), on assistera – alors qu'une partie du monde sera en ébullition – à une certaine atonie européenne, où les initiatives seront plus compliquées que d'habitude...

Pourtant l'Europe a quelques atouts dans sa manche. D'une part, elle semble décidée à s'affirmer sur certaines crises notamment en Centrafrique avec le déclenchement d'une opération, type EUFOR, autour de Bangui ou plus avant dans le pays (lire sur le Club – accès libre : Les premières options d'une opération EUFOR Bangui). Et il faut ajouter que deux pays européens

seront aux manettes du Conseil de sécurité au printemps. Le Luxembourg et la Lituanie (en février et en mars).

Un séminaire sur la responsabilité de protéger

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 5, 2014 *Nicolas Gros-Verheyde Aux prémices de l'Europe de la Défense*



(Crédit : Yadvashem)

(B2) Un séminaire se tiendra sur la « responsabilité de protéger » au Parlement européen, mercredi prochain (8 janvier, de 15h à 18h), à travers l'expérience de Jan Karski (Jan Koziński de son vrai nom).

Ce Polonais, courrier clandestin polonais de la 2e guerre mondiale, membre de l'Armia Krajowa, qui a fait la navette entre le gouvernement polonais d'abord réfugié à Angers puis à Londres et la Pologne, est un des premiers à avoir transmis aux Alliés certaines réalités de l'Holocauste. Le Parlement polonais qui a déclaré 2014 comme l'année « Jan Karski » entend faire le point avec les représentants de l'ONU comme de l'UE et des États membres.

Devraient être présents à cet événement — coorganisé par l'eurodéputé Jacek Saryusz-Wolski et le directeur du musée de l'histoire polonaise, Robert Kostro — plusieurs professeurs et historiens tels l'Italien Paolo Luca Bernardini, le Français Jean-Yves Potel, spécialiste de l'Europe centrale, les Polonais Marek Drozdowski et Maciej Wierzyński.

Des responsables politiques devraient être également présents, comme le Norvégien Kjetil Magne Bondevik, ancien Premier ministre et auteur du rapport pour l'ONU « Responsibility to Protect », les anciens ministres des Affaires étrangères italien Franco Frattini et espagnole Ana Palacio, comme Elmar Brok, le président de la commission des Affaires étrangères. Un message spécial devrait aussi être lu par l'ancien conseiller US pour la Sécurité nationale de Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski.

IRAK

Irak : 62 combattants d'Al-Qaïda tués dans la région de Ramadi

Monde Source : Kirkouk (Irak) (AFP) - Publié le 03/01/2014 à 19h22



Photo prise avec un téléphone portable montrant des cartouches vides après un affrontement entre jihadistes et forces spéciales à Ramadi, le 3 janvier 2014 © AFP - Azhar Shallal

Soixante-deux combattants d'Al-Qaïda, dont le chef du réseau à Al-Anbar, ont été tués lors de nouveaux affrontements vendredi dans cette région située à l'ouest de Bagdad, a annoncé un dirigeant de la milice Sahwa, qui lutte contre le réseau en Irak.

"Des hommes des tribus se sont vengés du réseau terroriste en tuant son émir (chef) à Al-Anbar, Abou Abderrahmane al-Baghdadi", a déclaré à l'AFP Ahmad Abouricha faisant également état de la mort "de 16 terroristes à Khaldiya (au sud de Ramadi) et 46 autres dans la ville de Ramadi", située à 100 km de Bagdad.

Ces affrontements ont opposé les combattants extrémistes sunnites à des membres de tribus locales soutenus par la police, qui ont réussi à "nettoyer près de 80% des villes d'Al-Anbar et continuent de pourchasser les membres d'Al-Qaïda", a assuré M. Abouricha, un dirigeant des milices Sahwa.

Ces milices sunnites ont été créées en 2006 par l'armée américaine pour combattre Al-Qaïda, et ont aidé à réduire les violences de façon significative. Leurs membres, considérés comme des traîtres par les insurgés sunnites, sont fréquemment la cible d'attaques.

Les villes de Ramadi et Fallouja ont été vendredi le théâtre de nouveaux affrontements entre d'une part forces tribales sunnites et policiers et de l'autre combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) qui ont pris le contrôle de certains secteurs dans les deux villes.

Les combats avaient éclaté lundi à Ramadi après le démantèlement d'un camp de protestataires anti-gouvernementaux présenté par le gouvernement comme un "repaire d'Al-Qaïda". Les violences se sont ensuite propagées à la ville proche de Fallouja.

Les insurgés de l'EIL avaient profité de l'abandon par les policiers de leurs postes à Ramadi et Fallouja mercredi après des attaques, ainsi que des combats entre soldats et membres de tribus opposés au démantèlement du camp, pour prendre le contrôle de secteurs dans les deux villes.

La province à majorité sunnite d'Al-Anbar est devenue depuis plus d'un an un haut lieu de la contestation contre le Premier Nouri al-Maliki, un chiite accusé d'accaparer le pouvoir et de marginaliser la communauté sunnite.

Irak: la ville de Fallouja aux mains d'Al-Qaïda

Actualité International AFP - Publié le 04/01/2014 à 12:37

Le gouvernement irakien a perdu le contrôle de la ville de Fallouja, tombée aux mains d'Al-Qaïda après plusieurs jours de combats déclenchés par le démantèlement d'un camp de protestataires anti-gouvernementaux dans la province d'Al-Anbar, bastion sunnite hostile au Premier ministre chiite Maliki.

Fallouja et le chef-lieu d'Al-Anbar, Ramadi, avaient été des bastions de l'insurrection ayant suivi l'invasion américaine de l'Irak en 2003, et c'est dans cette province que les Etats-Unis avaient perdu près d'un tiers de leurs troupes en Irak, selon le site indépendant icasualties.org.

"Fallouja est sous le contrôle de l'EIL", a indiqué samedi un haut responsable de la sécurité, faisant référence à l'Etat islamique en Irak et au Levant, filiale d'al-Qaïda en Irak.

Il a ajouté que le groupe extrémiste sunnite avait "désigné un gouverneur" pour la ville décrétée la veille "Etat islamique" par l'EIL.

Le responsable a cependant précisé que les alentours de Fallouja (60 km à l'ouest de Bagdad) étaient aux mains de la police locale.

Un correspondant de l'AFP sur place a confirmé que "la ville de Fallouja est totalement contrôlée par Al-Qaïda", assurant que "ni les forces de sécurité ni celles des (milices anti-Qaïda) Sahwa n'étaient présentes dans Fallouja aujourd'hui".

Des combats intermittents avaient lieu aux abords de la ville, selon lui, au lendemain de bombardements de l'armée et d'affrontements sanglants entre l'EIL et la police appuyée par des tribus locales.

L'électricité est totalement coupée, et les groupes électrogènes ne fonctionnent pas en raison d'une pénurie de carburant, a indiqué le correspondant.

Les combats avaient tué vendredi au moins 32 civils et 71 combattants d'Al-Qaïda à Fallouja et Ramadi (100 km à l'ouest de Bagdad), selon des sources au ministère de l'Intérieur.

Samedi, un officier de police a affirmé qu'il n'y avait "pas eu de combats dans la matinée à Ramadi".

"Les forces de police et des tribus contrôlent la plupart des secteurs et la ville est calme", a-t-il ajouté, relevant cependant que "des combattants d'Al-Qaïda se trouvaient toujours dans les quartiers de Malab, Adel et Bakr", dans le centre de Ramadi.

Selon un témoin, les Forces spéciales se sont déployées sur la Rue-60, où des combattants d'EIL avaient pris position la veille, après avoir conquis jeudi plusieurs secteurs de Ramadi.

Les combats avaient éclaté lundi à Ramadi, après le démantèlement d'un camp de protestataires anti-gouvernementaux présenté par le gouvernement comme un "repaire d'Al-Qaïda". Les violences se sont ensuite propagées à la ville proche de Fallouja.

Un témoin a raconté vendredi à l'AFP qu'à Fallouja "plusieurs centaines de combattants cagoulés ont encerclé la place de la prière ce vendredi après le sermon hebdomadaire de l'imam (..) et plusieurs d'entre eux sont montés sur le podium arborant des bannières d'Al-Qaïda".

"L'un d'eux s'est adressé aux fidèles, annonçant Fallouja +Etat islamique+ et les appelant à les soutenir contre l'armée (du Premier ministre Nouri) al-Maliki", a-t-il ajouté.

Les insurgés de l'EIL avaient profité de l'abandon par des policiers de leurs postes ainsi que des combats entre des soldats et des membres de tribus opposés au démantèlement du camp, pour prendre le contrôle de secteurs des deux villes.

Aucun bilan global des violences depuis lundi n'était disponible dans l'immédiat. Quatorze personnes avaient péri dans les heurts lundi et mardi après la fermeture du camp érigé depuis un an.

Deux ans après le retrait des derniers soldats américains en décembre 2011, Al-Anbar est de nouveau le théâtre d'une montée en puissance des combattants extrémistes alors que Bagdad peine à faire face aux insurgés, enhardis par le conflit en Syrie voisine et le mécontentement de la minorité sunnite.

La province d'Al-Anbar est devenue depuis plus d'un an un haut lieu de la contestation contre le Premier ministre Nouri al-Maliki, un chiite accusé d'accaparer le pouvoir et de marginaliser les sunnites.

Les violences, qui avaient diminué depuis 2006 avec la création des milices sunnites Sahwa par l'armée américaine pour combattre Al-Qaïda, ont flambé en 2013 et renoué avec leurs niveaux de 2008.

Irak : une "attaque majeure" bientôt lancée sur Falloujah par l'armée

Actualité International Le Point.fr - Publié le 05/01/2014 à 12:48 Source AFP

Les forces de sécurité tentent de reprendre la ville située à 60 kilomètres à l'ouest de Bagdad et toujours aux mains de combattants liés à al-Qaïda.



Les combats se poursuivent en Irak, photo d'illustration. © Ali El-Mesedani / ANADOLU AGENCY

Les forces de sécurité irakiennes préparent une "attaque majeure" pour reprendre aux combattants liés à al-Qaïda la ville de Falloujah, à 60 kilomètres à l'ouest de Bagdad, a annoncé dimanche un haut responsable gouvernemental. "Les forces irakiennes préparent une attaque majeure à Falloujah", a déclaré ce haut responsable à l'AFP. Les forces spéciales ont déjà mené des opérations dans la ville, et l'armée est en train de se déployer tout autour, tout en laissant aux habitants le temps de partir, a-t-il ajouté. Ensuite, les forces de sécurité vont lancer "l'attaque pour écraser les terroristes", a-t-il assuré.

Les combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL, lié à al-Qaida), ont pris le contrôle de Falloujah et de quartiers de Ramadi, 50 kilomètres plus à l'ouest, à la faveur d'un retrait des forces de sécurité après des violences provoquées par une opération de répression lundi contre le mouvement de contestation sunnite.

Plus de 160 morts vendredi et samedi

C'est la première fois que des combattants liés à al-Qaida prennent directement le contrôle de zones urbaines depuis l'insurrection sanglante qui avait suivi l'invasion américaine en 2003 et dont Falloujah et Ramadi ont été des bastions.

Pour les seules journées de vendredi et samedi, les violences autour de ces villes ont fait plus de 160 morts, essentiellement des combattants de l'EIL, selon les autorités irakiennes.

L'Irak à la croisée des chemins

Actualité International Le Point.fr - Publié le 06/01/2014 à 18:02 Source AFP

Selon des experts, l'aveuglement du gouvernement chiite risque de rallumer la guerre civile avec les sunnites. Les prochains jours seront cruciaux.

L'intensification de la révolte dans une province sunnite d'Irak place le gouvernement, dominé par les chiites, face à un choix critique entre la réconciliation et la guerre civile, selon des experts. Le Premier ministre Nouri al-Maliki doit décider dans les prochains jours entre proposer un partage réel du pouvoir à la minorité sunnite ou poursuivre la politique de marginalisation et de répression.

"Les prochains jours vont déterminer le sort de l'Irak", estime Ihsan al-Shammari, professeur de sciences politiques à l'Université de Bagdad. "Le pays se trouve à la croisée des chemins : une réconciliation sous la forme d'un État démocratique ou un éclatement dans le chaos total et la guerre civile." Selon lui, soit il y aura "un Irak démocratique où chacun sera égal", soit "nous nous dirigeons vers l'abysse".

Le mécontentement augmente depuis des années parmi les sunnites, qui se sentent exclus des sphères du pouvoir et stigmatisés par les forces de sécurité, aux méthodes souvent brutales. Depuis décembre 2012, ce mécontentement s'exprimait en particulier dans des camps de protestations établis dans plusieurs régions où les sunnites sont majoritaires. Mais la décision de M. Maliki de démanteler le 30 décembre le principal de ces camps, près de Ramadi, a mis le feu aux poudres. Des combattants sunnites de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL, lié à al-Qaida) ont pris le contrôle de Fallouja et d'une partie de Ramadi, à 60 et 100 km à l'ouest de la capitale.

Et l'assaut que les autorités annoncent désormais pour reprendre Fallouja ravive le souvenir des deux batailles que les forces américaines ont menées en 2004 contre les insurgés dans ces mêmes rues, au prix de très lourdes pertes.

"Le tsunami de l'EIL"

"Les cellules d'al-Qaida les plus actives et les plus importantes sont maintenant tout près de Bagdad, à cause d'une erreur de jugement du gouvernement, qui est en train d'entraîner l'Irak vers l'inconnu", estime Issam al-Faili, professeur de sciences politiques à l'Université Mustansiriyah à Bagdad. Le pays risque désormais de connaître "une augmentation des crises, et des divisions sociales plus profondes et plus dangereuses", prévient-il. Englué dans des "crises politiques continuelles", le gouvernement n'a pas vu "le tsunami qui arrivait, le tsunami de l'EIL", regrette l'expert.

Les autorités irakiennes attribuent à l'EIL l'essentiel des violences récentes à Anbar, même si des hommes de tribus opposés au gouvernement ont également été impliqués dans les combats. Au faite de leur influence après l'invasion américaine de 2003, les fidèles d'al-Qaida en Irak ont subi de sérieux revers à partir de la fin 2006. Mais avec l'EIL, le réseau a réussi un retour fracassant dans le pays en s'appuyant sur ses liens avec la Syrie, où le groupe est devenu un acteur majeur du conflit.

"L'EIIL a réussi à tirer profit de ses réseaux et de ses capacités en Irak pour avoir une présence forte en Syrie, et il a utilisé sa présence en Syrie pour renforcer ses positions en Irak", expliquait dimanche Daniel Byman, un expert au Brookings Institution's Saban Center for Middle East Policy.

Rallier les sunnites modérés

L'Irak a déjà connu un sanglant conflit interconfessionnel, dont le pays a émergé en 2008, quand les forces américaines, encore présentes en nombre, ont réussi à rallier les tribus sunnites contre al-Qaida. Pour les experts, le gouvernement Maliki doit employer la même tactique pour empêcher l'Irak de sombrer. La minorité sunnite ayant dominé le pays jusqu'à l'invasion américaine en 2003, le sentiment de dépossession qu'elle a ensuite ressenti a été l'un des principaux facteurs de l'insurrection dans les années suivantes.

Il a aussi alimenté le mécontentement qui a fait remonter en 2013 les violences au niveau de 2008, et à Bagdad même, la décision de M. Maliki de démanteler le camp de Ramadi a provoqué la démission de 44 députés. Pour M. Shammari, il faut maintenant que "les autorités se concentrent sur les sunnites modérés pour les attirer au gouvernement" et leur donner un rôle majeur au niveau fédéral. "Les sunnites sont ceux qui vont déterminer le sort de l'Irak", insiste-t-il.

L'Irak, cadeau (empoisonné) des Américains à l'Iran

Actualité International Le Point.fr - Publié le 06/01/2014 à 17:46 Par Armin Arefi

Les États-Unis laissent désormais au gouvernement irakien et à son allié iranien le soin d'affronter les djihadistes d'al-Qaida, en pointe sur le terrain.



Le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif serrant la main de son homologue américain John Kerry après la signature de l'accord sur le nucléaire à Genève. © FABRICE COFFRINI / AFP

C'est le signe de la déliquescence de l'État irakien. Plus de dix ans après l'invasion américaine, une ville irakienne est tombée pour la première fois entre les mains d'al-Qaida. Et pas des moindres puisqu'il s'agit de l'une des plus grandes du pays : Fallouja, cité de plus de 300 000 habitants, située à 60 kilomètres à l'ouest de Bagdad. Une prise ô combien symbolique puisque la ville avait été en partie détruite par l'armée américaine après deux sièges militaires menés en avril et novembre 2004, faisant de nombreux morts parmi les civils, dont certains victimes de bombes à l'uranium appauvri. "Fallouja est de fait devenue la ville martyr de l'occupation", souligne Myriam Benraad, chercheuse à Sciences po et analyste au Conseil européen des Affaires étrangères (ECFR).

Plus grande ville de la province sunnite d'al-Anbar, Fallouja s'est transformée en bastion des insurgés irakiens opposés à la présence américaine en Irak. "Il s'agissait au départ d'un mouvement armé hétérogène, dont la plupart des combattants étaient d'anciens membres du parti Baas de Saddam Hussein", explique Karim Pakzad, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). "Puis la rébellion a été peu à peu infiltrée par les islamistes, sous l'influence de djihadistes étrangers en provenance de la région".

Recréer le califat islamique

La conquête, samedi dernier, de Fallouja a été revendiquée par l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Cette filiale d'al-Qaida a profité des violences provoquées par le démantèlement par la police, en début de semaine dernière, d'un camp de protestataires antigouvernementaux à Ramadi, à 80 kilomètres à l'est de Fallouja. Créé en 2004, au lendemain de l'intervention américaine, l'EIIL se nommait tout d'abord al-Qaida en Irak. En 2006, il englobe plusieurs groupes d'insurgés et devient l'État islamique en Irak.

L'éclatement du conflit syrien en mars 2011 offre à l'organisation une nouvelle sphère d'influence : l'État islamique en Irak devient l'État islamique en Irak et au Levant en 2013. "Cette mouvance,

composée à l'origine de combattants étrangers, a pour but de restaurer le califat islamique, ses membres considérant les frontières nationales comme une création de l'Occident, explique la chercheuse Myriam Benraad. Elle a ensuite greffé à son combat la lutte armée contre les États-Unis et le gouvernement irakien."

Les sunnites marginalisés

Un discours qui fait mouche chez une population sunnite minoritaire dans le pays (20% des habitants) et qui se sent marginalisée par le pouvoir chiite du Premier ministre Nouri al-Maliki. En plus du poste de chef du gouvernement, ce dernier cumule les fonctions de ministre de la Défense et de ministre de la Sécurité nationale. Tandis que les postes les plus importants sont dévolus aux chiites du parti Dawa (dont Maliki est le chef), les sunnites doivent se contenter de ministères subalternes. Le sentiment d'exclusion est accentué par une sous-représentation dans les institutions ou dans les forces armées. Mais également par des vagues d'arrestations arbitraires, au seul motif d'"affiliation au terrorisme".

Furieux d'être considérés comme des citoyens de seconde zone, les sunnites ont sonné la révolte en décembre 2012, en lançant des manifestations pacifiques sur le modèle du Printemps arabe dans le nord du pays. Un vent de mécontentement auquel Nouri al-Maliki a répondu par les armes, provoquant un cycle de violences qui a fait plusieurs milliers de morts en 2013. "Al-Maliki a joué la carte du tout-répressif, car le contrôle du territoire représente pour lui une question de survie dans l'optique des prochaines législatives", pointe Myriam Benraad.

La richesse d'al-Qaida

Outre les milices chiïtes, le Premier ministre irakien s'appuie sur certaines tribus sunnites pour étouffer toute contestation, tandis que d'autres restent acquies à la rébellion. Face à l'intransigeance du pouvoir, les sunnites ont pris les armes et se sont peu à peu tournés vers l'EIL. "Les populations sunnites ont trouvé dans cette puissance organisation un canal d'expression de leur colère", explique Myriam Benraad. "L'EIL leur a également offert une rémunération alors que les sunnites sont frappés de plein fouet par le chômage, si bien que les Irakiens sont désormais majoritaires dans la mouvance."

Conscient de la portée de la victoire islamiste dans le bastion sunnite, le pouvoir a annoncé l'imminence d'une contre-offensive militaire, tout en appelant au préalable les habitants de la ville à chasser les djihadistes par leurs propres moyens. "Sur le plan militaire, l'armée irakienne est supérieure aux combattants de l'EIL, mais le problème est que ces derniers sont implantés au sein de la population de Fallouja", note le spécialiste Karim Pakzad. "Ainsi, al-Maliki ne veut pas commettre la même erreur que les Américains qui, par leurs offensives, se sont mis à dos toute la ville."

Retrait américain du Moyen-Orient

Si les Américains ont assuré le Premier ministre irakien de leur soutien politique dans cette délicate entreprise, ils se sont bien gardés de lui offrir davantage. Deux ans après le retrait des derniers soldats américains d'Irak, appuyé par Nouri al-Maliki lui-même, les États-Unis n'envisagent pas de renvoyer de troupes en Irak. "Désormais indépendants au niveau énergétique, les États-Unis souhaitent se retirer au plus vite de l'ensemble du Moyen-Orient au profit de l'Asie du Sud-Est, tout en s'assurant que la région ne soit pas gagnée à leur départ par un déluge d'insécurité", rappelle Karim Pakzad. "Pour ce faire, Washington s'appuie sur des relais régionaux."

Et en Irak, la menace djihadiste est une hantise partagée par un autre pays, l'Iran, à qui la chute de Saddam Hussein au profit de chiïtes a permis d'étendre son influence dans l'ancienne Mésopotamie. Est-ce donc un hasard si c'est la République islamique qui a proposé son aide à Bagdad dans sa lutte contre al-Qaida ? "L'Iran possède en Irak des relais religieux et politiques, sans compter les soutiens financiers et militaires qu'il apporte, rappelle Myriam Benraad. Indéniablement, le grand gagnant de la guerre en Irak est bien l'Iran."

Irak: Falloujah, vaste gâchis pour les Américains qui s'y sont battus

Actualité International AFP - Publié le 09/01/2014 à 09:38

Il y a dix ans, ils prenaient Falloujah au prix des combats les plus meurtriers du conflit irakien. Voir maintenant des jihadistes s'en emparer est un "crève-cœur" pour nombre d'anciens soldats américains, qui se demandent pourquoi ils s'y sont battus.

La grande ville de la province à majorité sunnite d'Al-Anbar, frontalière de la Syrie, est depuis près d'une semaine entre les mains des combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EEIL), un groupe affilié à al-Qaïda, et des membres de tribus hostiles au gouvernement.

"Pour les anciens combattants de cette guerre, la pilule est dure à avaler", "c'est un œil au beurre noir pour notre politique au Moyen-Orient", affirme David Bellavia sur le blog de sa ville de Batavia, dans l'Etat de New York.

Cet ancien sergent fut décoré de la Silver Star, l'une des plus hautes distinctions américaines, pour sa bravoure lors de l'opération "Phantom Fury" en novembre 2004 dans les rues de la ville.

Tout au long de la guerre en Irak, Falloujah et la région d'Al-Anbar se sont illustrées comme un bastion de l'insurrection.

En avril 2004, la mort de quatre employés de la société de sécurité privée Blackwater, dont les cadavres avaient été exposés au public, avait entraîné une offensive américaine dont la violence, notamment à l'encontre des civils, avait entraîné de vives critiques à l'encontre des Marines qui avaient dû y mettre fin.

"Phantom Fury", la deuxième bataille de Falloujah, avait sonné comme la revanche et mobilisé en novembre de cette année-là plus de 10.000 Américains, essentiellement du corps d'élite des Marines, pour reprendre la ville aux insurgés irakiens.

Surpris "que ce ne soit pas arrivé plus tôt"

"Il y a eu 95 Marines et soldats tués lors de la deuxième bataille de Falloujah, plus de 600 blessés et tout ça pour rien", s'insurge le sénateur républicain John McCain, fervent partisan du maintien d'un contingent en Irak après le retrait fin 2011.

"Phantom Fury a été un succès, nous avons pris la ville aux insurgés et leur avons fait vivre l'enfer. Les jihadistes peuvent avoir Falloujah, on a gagné et fait notre part. Ce n'est plus notre problème", estime pour sa part sur le réseau social Facebook un ancien Marine, Eric Hernandez.

Pour l'élue républicain Duncan Hunter, déployé avec son régiment de Marines à Falloujah en 2004, "le sentiment dominant est la colère". Mais il n'y a pas grand-chose à faire, explique-t-il au journal de sa circonscription, le San Diego Union-Tribune: "Refaire Falloujah 2014 et perdre encore 100 Américains ? Pourquoi ? Pour encore se retirer et laisser al-Qaïda s'en emparer dans deux ans ?"

"C'est un crève-cœur de voir la situation en Irak se détériorer, surtout étant donné les nombreux sacrifices des militaires américains pour donner une chance aux Irakiens d'avoir un meilleur avenir", confie pour sa part à l'AFP l'ex-colonel Peter Mansoor, ancien bras droit du général David Petraeus, le grand patron des forces américaines en Irak.

Les troupes américaines étaient perçues comme "d'honnêtes courtiers" entre les communautés et constituaient une sorte de "ciment maintenant l'unité de l'Irak". Leur départ fut selon lui une erreur et a permis aux jihadistes de s'emparer de Falloujah.

Un avis partagé par Theodore Lester, un autre vétéran de "Phantom Fury", pour qui "même le plus simplet deuxième classe savait que cela arriverait un jour".

Avec la chute de Falloujah, on assiste selon lui au "début d'une nouvelle guerre civile. Ma seule surprise est que ce ne soit pas arrivé plus tôt", juge-t-il.

En Irak, "On a tout cassé, retapé avec du scotch puis prétendu que c'était tout neuf alors que nous laissons tomber et prenions la porte", affirme cet ancien Marine désabusé.

Chris Garrett, deux déploiements en Irak au compteur, avoue de son côté qu'encore aujourd'hui il se "demande si tout cela valait ces combats, ces morts et destructions. Je ne le sais pas encore, c'est triste de penser que c'était pour rien".

Irak: la confrontation meurtrière entre armée et Al-Qaïda se poursuit

Actualité International AFP - Publié le 10/01/2014 à 14:15

La poursuite de la confrontation meurtrière entre les autorités irakiennes et les hommes armés se poursuivait vendredi aux portes de Bagdad, une semaine après que des combattants d'Al-Qaïda ont déclaré Fallouja "Etat islamique".

Des combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL, lié à Al-Qaïda) ont pris le contrôle la semaine dernière de Fallouja et de quartiers de Ramadi, dans la province d'Al-Anbar à 60 et 100 km à l'ouest de la capitale, et selon un haut responsable américain, la crise pourrait durer des semaines.

C'est la première fois que des hommes armés prennent aussi ouvertement le contrôle de zones urbaines depuis l'insurrection qui a suivi l'invasion américaine de 2003.

Ces derniers jours, l'ONU et plusieurs ONG ont prévenu que le blocus imposé par les autorités aux zones concernées privait les civils d'approvisionnement en eau, en nourriture et en carburant, essentiel pour faire fonctionner les générateurs d'électricité.

Et Washington a accentué ses pressions pour pousser le gouvernement irakien à chercher une réconciliation politique avec la minorité sunnite tout en combattant militairement les extrémistes.

Des combats intenses à Fallouja

Jeudi, d'intenses combats ont opposé les forces de sécurité à des insurgés, essentiellement à Al-Boulali, entre Fallouja et Ramadi, tandis qu'un attentat suicide visant un centre de recrutement de l'armée a fait 23 morts à Bagdad.

La crise à Al-Anbar et la persistance d'un niveau élevé de violences dans le reste du pays constituent l'une des menaces les plus importantes pour le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki, au pouvoir depuis huit ans, à quelques mois des élections législatives prévues en avril.

Selon le Croissant Rouge irakien, les combats à Fallouja ont poussé à l'exode plus de 13.000 familles qui se sont réfugiées en particulier dans la province de Kerbala plus au sud, ou dans des régions kurdes dans le nord.

Les violences, déclenchées le 30 décembre avec le démantèlement à Ramadi d'un camp de protestataires sunnites anti-gouvernementaux, ont fait plus de 250 morts, selon un décompte de l'AFP basé sur des sources médicales et officielles.

Outre l'armée et les combattants de l'EIL, les tribus lourdement armées de la région ont pris part à ces combats, certaines avec et d'autres contre les forces gouvernementales.

Il y a une semaine, des centaines d'hommes armés, arborant pour certains le drapeau noir des jihadistes, ont participé sur une place du centre de Fallouja à la grande prière hebdomadaire, au cours de laquelle un combattant a solennellement déclaré que la ville était désormais un "Etat islamique", selon un témoin et des images diffusées par les jihadistes.

Depuis, des policiers chargés de la circulation ont repris leur poste dans les rues de Fallouja, toujours sous le contrôle d'hommes armés et masqués, selon un journaliste de l'AFP.

A Washington, un haut responsable américain a plaidé pour "une approche patiente et délibérée", estimant qu'il serait "prudent" de prendre plusieurs semaines pour résoudre la crise.

Après avoir annoncé une attaque majeure contre la ville et déployé des renforts tout autour, l'armée a assuré qu'elle ne mènerait pas d'assaut dans l'immédiat pour éviter des victimes civiles.

Une attaque contre Fallouja risque d'aggraver les tensions entre la minorité sunnite et le gouvernement, et constitue un défi de taille pour les forces gouvernementales qui n'ont encore jamais mené une opération de cette ampleur depuis le départ des derniers soldats américains il y a deux ans.

IRAN

Pour combattre al-Qaida, l'Iran est prêt à aider l'Irak

Actualité International Le Point.fr - Publié le 05/01/2014 à 18:54 Source AFP

L'Iran est prêt à fournir des équipements militaires et des conseils à l'Irak pour l'aider dans sa lutte contre al-Qaida.



Dans les rues de Falloujah, le 5 janvier 2014, après la prise de la ville par al-Qaida. © AP/SIPA

"Si les Irakiens en font la demande, nous leur fournirons des équipements et des conseils, mais ils n'ont pas besoin d'hommes", a déclaré le général Mohammad Hedjazi, adjoint du chef d'état-major des forces armées iraniennes, cité par l'agence officielle Irna. Objectif : aider son voisin à lutter contre al-Qaida.

Il a ajouté qu'il n'y avait pas eu de "demande pour mener des opérations communes contre les terroristes takfiris", terme utilisé pour désigner les combattants extrémistes sunnites d'al-Qaida. L'Iran chiite, acteur régional de poids et ferme soutien du régime du président Bachar el-Assad, a déjà envoyé des "conseillers militaires" en Syrie, pays voisin de l'Irak où une guerre civile fait rage depuis bientôt trois ans.

Falloujah aux mains d'al-Qaida

Cette semaine en Irak, pays à majorité chiite, les combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), filiale d'al-Qaida également active en Syrie voisine, ont pris le contrôle de Falloujah et de quartiers de Ramadi, 50 kilomètres plus à l'ouest, après des violences provoquées par la fermeture d'un camp de protestation de manifestants sunnites contre le gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki, un chiite.

Les forces gouvernementales irakiennes s'apprêtent à lancer un assaut pour reprendre la ville de Falloujah aux combattants liés à al-Qaida. C'est la première fois que des combattants liés à al-Qaida prennent directement le contrôle de zones urbaines en Irak depuis l'insurrection sanglante qui avait suivi l'invasion américaine du pays en 2003.

L'EIL très actif

L'EIL, de plus en plus actif dans le conflit en Syrie, a revendiqué un attentat-suicide mené jeudi à Beyrouth contre un bastion du Hezbollah libanais, parti chiite soutenu par Téhéran et qui combat aux côtés des forces gouvernementales en Syrie.

En visite au Moyen-Orient, le secrétaire d'État américain John Kerry a déclaré que les États-Unis sont "très, très préoccupés" par la montée en puissance de l'EIL en Irak. "Ce sont les acteurs les plus dangereux dans la région", a-t-il ajouté en évoquant "leur barbarie" et "leur brutalité". "Les États-Unis continueront d'être en contact étroit" avec les autorités irakiennes, "nous les aiderons dans leur combat, mais c'est un combat qu'elles doivent à terme gagner elles-mêmes et j'ai confiance dans le fait qu'elles peuvent y parvenir", a-t-il dit.

Accord nucléaire : rencontre jeudi et vendredi entre l'Iran et l'UE

Actualité International Le Point.fr - Publié le 09/01/2014 à 08:04 Source AFP

Les experts de l'Iran et des pays du groupe 5 + 1 doivent appliquer l'accord de Genève qui prévoit un gel du programme nucléaire iranien pendant six mois.



Les membres de l'ONU ont fixé un accord avec l'Iran sur le gel de ses activités nucléaires. © Jean-Marc Ferre / AFP

Le négociateur en chef iranien rencontrera jeudi et vendredi à Genève une responsable de l'Union européenne pour discuter de la date d'application de l'accord nucléaire entre Téhéran et les grandes puissances, ont indiqué mardi les médias iraniens. Les experts de l'Iran et des pays du groupe 5 + 1 (États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne) ont proposé en début d'année la date du 20 janvier pour appliquer l'accord de Genève sur un gel du programme nucléaire iranien pendant six mois. Cette date devait être approuvée par les responsables politiques des deux parties.

Trouver un accord définitif

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a indiqué mardi à l'agence officielle Irna qu'il s'entreferait avec Helga Schmid, l'adjointe de la chef de la diplomatie de l'UE Catherine Ashton qui négocie au nom des grandes puissances, pour "discuter de l'application de l'accord de Genève", signé le 24 novembre. Les discussions doivent durer deux jours, a-t-il ajouté.

À l'issue de la réunion d'experts le 2 janvier, un responsable iranien avait souligné que "deux ou trois questions de nature politique" devaient encore être réglées avant de mettre l'accord en application. L'accord de Genève prévoit entre autres qu'il n'y aura pas de nouvelles sanctions contre l'Iran durant une période intérimaire de six mois pendant laquelle Téhéran a accepté de geler le développement de ses activités nucléaires sensibles. L'objectif est de trouver un accord définitif avec l'Iran, soupçonné, malgré ses dénégations, de chercher à se doter de l'arme atomique sous le couvert d'un programme nucléaire civil.

JAPON

Le Japon et son passé: une histoire interminable

Actualité International AFP - Publié le 09/01/2014 à 12:38

Il aura suffi que le 26 décembre le Premier ministre japonais aille au sanctuaire Yasukuni de Tokyo, où sont honorés 2,5 millions de morts pour le Japon dont 14 criminels de guerre, pour en avoir confirmation: le passé du Japon lui colle à la peau.

"Que ce soit juste ou injuste, le Japon est toujours jugé en comparaison avec la façon dont l'Allemagne a affronté son passé nazi", semble regretter Robert Dujarric, directeur des Etudes Asiatiques à l'université Temple de Tokyo.

Car, 68 ans après sa capitulation, le Japon en est toujours à devoir justifier sa "bonne conduite démocratique" et donner des gages de son pacifisme à ses voisins, surtout la Chine et la Corée du Sud, qui ne perdent pas une occasion de lui rappeler les pages les plus sombres de son histoire.

Cette fois, ce sont aussi des "amis", américains et allemands, qui se sont inquiétés des retombées de ce déplacement dans le sanctuaire sulfureux: pour une bonne partie de l'Asie, il symbolise le passé militariste du Japon.

Washington s'est dit ouvertement "déçu" tandis que Berlin invitait Tokyo à regarder son passé "avec honnêteté".

"Le Japon n'a jamais été aussi désireux de contribuer à la paix et la stabilité internationales", rétorque Yuichi Hosoka, un universitaire membre d'un comité de conseil du Premier ministre.

En arrivant au pouvoir en décembre 2012, le "faucon" Shinzo Abe avait apparemment mis son agenda nationaliste en sourdine, pour se consacrer à l'économie.

Mais au fil des mois, sans doute conforté par un début de reprise et une large victoire de son parti aux élections sénatoriales l'été dernier, sont peu à peu réapparues ses "vraies couleurs" selon l'expression d'un quotidien: celles d'un homme qui veut un "Japon fort", décomplexé et respecté par ses voisins. L'une de ses premières décisions avait d'ailleurs été en 2013 d'augmenter le budget de la défense, une mesure inédite en onze ans.

"Un Japon avec une posture militaire +normale+ mais des vues +anormales+ de l'Histoire ne peut qu'accroître la méfiance des pays de la région", estime Gui Yongtao, un professeur de l'Ecole des Etudes Internationales à l'Université de Pékin.

Refonte des manuels d'histoire

Petit-fils d'un ancien ministre de l'Armement pendant la guerre et Premier ministre ensuite, Shinzo Abe reste "droit dans ses bottes", quitte à donner des signaux en apparence contradictoires: il va au Yasukuni mais dans le même temps il affirme sa volonté pacifiste: "le Japon ne doit plus jamais mener de guerre".

Ou encore: alors qu'en mai 2013 il affirme que le Japon ne reviendra pas sur les excuses formulées en 1995 pour les "dommages et souffrances immenses" infligés "aux peuples d'Asie", il caresse parallèlement le projet très controversé de réformer la Constitution pacifiste imposée par les Américains en 1947 et dont l'article 9 consacre la renonciation "à jamais" à la guerre. "68 ans ont passé, il est temps d'approfondir le débat national en vue d'une révision pour être en phase avec le changement d'époque", plaidait-il dernièrement.

Clairement, avec cette révision "d'ici à 2020", M. Abe veut une fois pour toutes tourner la page de la seconde guerre mondiale: "je pense qu'alors le Japon aura totalement rétabli son statut et apportera une grande contribution à la paix dans la région et le monde", écrivait-il début 2014 dans le quotidien conservateur Sankei Shimbun.

Mais son côté bulldozer de droite et son nationalisme décomplexé ne font pas l'unanimité au Japon. Sa cote a chuté de 10 points pour avoir fait voter en urgence en décembre une loi sur les secrets d'Etat jugée "liberticide" par les milieux intellectuels et une bonne partie de la presse, certains allant jusqu'à évoquer la "loi de préservation de la paix" de 1925 sur la base de laquelle plus de 70.000 personnes furent arrêtées de 1925 à 1945.

Son gouvernement veut également refondre des manuels d'histoire pour y présenter une "version équilibrée" de faits toujours brûlants dans les mémoires: le massacre de la ville chinoise de Nankin en 1937 et les "femmes de réconfort" enrôlées de force dans des bordels de campagne par l'armée nippone.

Si des membres du Parti Libéral-Démocrate (présidé par M. Abe) veulent en fait, selon l'agence Kyodo, en finir avec "les auto-condamnations" du Japon, le Ministère de l'Education assure, lui, vouloir rendre les jeunes Japonais "plus patriotiques et respectueux de la culture traditionnelle".

Reste qu'à cause du passé, Tokyo, Pékin et Séoul ont toujours du mal à bâtir l'avenir: leurs dirigeants ne se sont pas rencontrés une seule fois officiellement en un an.

Fukushima : une fusion expérimentale de cœur de réacteur nucléaire

Actualité Sciences & Nature Le Point.fr - Publié le 09/01/2014 à 14:51

Des scientifiques vont provoquer une fusion expérimentale pour mieux comprendre l'accident de 2011 et savoir comment y répondre s'il se reproduisait.

Une équipe de scientifiques du Japon a indiqué jeudi envisager de provoquer une fusion expérimentale de cœur de réacteur nucléaire afin de mieux comprendre ce qu'il s'est passé à Fukushima et de préparer un mode d'action approprié en cas d'éventuel futur accident grave.

L'Agence japonaise de l'énergie atomique voudrait pour ce faire employer une sorte de modèle réduit de réacteur où serait délibérément déclenché un dysfonctionnement avec un petit assemblage de combustible. Cette expérience serait menée dans une installation de recherche, Tokaimura, dans la préfecture d'Ibaraki, au nord de Tokyo. Différentes mesures seront effectuées durant l'expérience, et les chercheurs songent même à installer une caméra pour filmer le processus.

Comprendre la réaction du combustible

"Nous voulons étudier exactement comment se produit la fusion du combustible et en tirer des enseignements pour améliorer les moyens de faire face aux éventuels accidents graves", a expliqué un porte-parole de l'agence gouvernementale. Il s'agit aussi de mieux appréhender comment a réagi le combustible des trois réacteurs de la centrale de Fukushima lorsqu'ils sont entrés accidentellement en fusion en mars 2011, privés de refroidissement par un tsunami qui a ravagé le site.

Le projet devrait débuter dans le courant de la prochaine année budgétaire, du 1er avril 2014 à fin mars 2015. Selon la même source, il s'agira d'une première expérience contrôlée de ce type au Japon, un exercice déjà réalisé dans les principaux pays employant l'énergie atomique comme les États-Unis et la France. Le scénario catastrophe survenu à Fukushima n'avait pas été envisagé par les autorités et l'exploitant de la centrale, qui ont été dépassés par l'ampleur du désastre. Depuis, des normes plus sévères ont été édictées, et aucun des 48 réacteurs commerciaux restants de l'archipel ne peut être relancé sans une nouvelle certification de sûreté.

MADAGASCAR

L'armée malgache en deuil : Le Gal Andrianome s'est éteint à l'âge de 66 ans

Source : <http://www.lanation.mg/> Edition du 07/01/2014 N° 469



Une étoile s'en est allée. Le général de division Angelbert Dieudonné Andrianome Ranaivo a rendu l'âme hier dans l'après-midi à l'hôpital Soavinandriana à l'âge de 66 ans. Atteint d'une maladie qui lui a valu une hospitalisation depuis 5 mois, le général Andrianome est parti dans l'au-delà. Le général avait servi sous le drapeau depuis 1969, et entame une brillante carrière militaire.

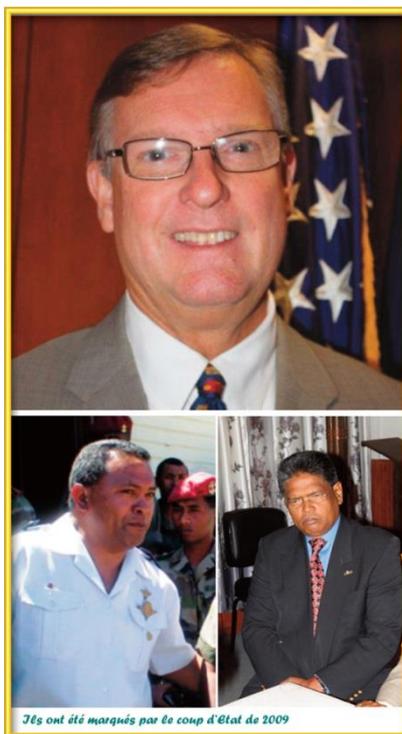
Ancien chef d'Etat-major général de l'armée malgache durant les moments forts de la crise politique de 2002, le général Andrianome Ranaivo occupait des hautes responsabilités au sein des forces armées malgaches. Ancien secrétaire général du ministère de la Promotion de l'artisanat, secrétaire général du ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, directeur général de la Planification et des opérations au sein du ministère de la Défense nationale, le général Andrianome Ranaivo était un haut commis de l'Etat. Diplômé de l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne, et d'Institute of international legal studies Rhode Island aux Etats-Unis, le

général Andrianome a parcouru plusieurs études académiques après sa formation à l'académie militaire d'Antsirabe. Le général Andrianome est reconnu par son sens du dialogue. Après sa retraite militaire, il a toujours œuvré pour une réconciliation nationale dans le pays. Il était partie prenante dans les différentes réunions dans le cadre du processus de réconciliation nationale dans le pays. Le général Andrianome a laissé une veuve et 3 enfants. La rédaction du journal La Nation présente ses condoléances à la famille de la défunte.

Patrick Leloup

<http://www.lanation.mg/> Edition du 07/01/2014 N° 469

« Soit vous nous donnez le pouvoir soit vous allez tous crever... »



L'affaire valait dans d'autres cioux un « watergate ». Un conseiller de Rajoelina traite les Malgaches de Babakoto. Piégé lors d'un dîner privé sis à Ivandry, Patrick Leloup, conseiller spécial du président Andry Rajoelina, et président du Conseil d'administration de la société Kraoma, a pratiquement insulté les Malgaches et les forces armées. Il a reconnu le coup d'Etat de mars 2009 et a traité les Malgaches de gorilles. Il était également revenu sur les péripéties du coup d'Etat durant lequel il a reconnu avoir menacé de mort les quatre généraux du directoire militaire. Les propos de Patrick Leloup ont été enregistrés sur CD.

La conversation lève un pan de voile sur le coup d'Etat de mars 2009. Patrick Leloup raconte : «...Andry Rajoelina est fils de militaire, on ne va jamais traiter avec un général qui n'a pas le commandement ou un régiment. On va traiter avec le colonel qui a un régiment...et c'est ça qui a fait le drame de l'armée malgache, ce sont les sous-officiers avec les chefs de corps qui ont pris le pouvoir à Madagascar, et quand à l'épiscopat Antanimena, quand l'ambassadeur américain va valider le directoire militaire, on arrive avec tous nos mecs, l'arme à la main, et c'est là qu'on a été traité de putschistes parce qu'on a commis une erreur gravissime... il y a des sergents, des adjudants qui prennent l'ambassadeur américain, qui lui tirent l'oreille et lui disent, toi tu dégages sinon je te mets une balle dans la tête tout de suite, et l'ambassadeur américain nous en a voulu jusqu'à aujourd'hui, même s'il n'était plus en poste... les Etats-Unis sont contres nous parce qu'il y a eu ces connards de sous-officiers qui lui ont pris par l'oreille... ils le poussent dans la bagnole... Ratsirahonana lui dit, Monsieur l'ambassadeur quittez immédiatement les lieux sinon votre sécurité n'est plus assurée, et le mec sort de là...il en a fait une affaire perso et ses rapports ont été catastrophiques pour nous, et quand on arrive là, on prend les quatre généraux, on les met en prison, on leur dit soit vous nous donnez le pouvoir soit vous allez tous crever...on leur a mis le

pistolet sur la tête, on leur a dit si vous ne nous donnez pas le pouvoir, on vous flingue tous les quatre... Les sous-officiers ont botté le cul à ces généraux, ils les ont giflés, ils les ont bousculés... Hypollite m'a dit, on n'oubliera jamais... je lui dis, moi Hypollite j'ai juré ma fidélité à Andry Rajoelina si n'importe lequel d'entre vous, vous montez contre lui, je serais obligés, moi, de vous tuer un par un, je vous mettrai une balle dans la tête chacun à votre tour, et je dis je suis un métis... ça fait 25, 30 ans que je suis ici, la différence entre vous et moi c'est que moi je vous poursuivrai, vous, toute votre famille, tous vos enfants... ».

Les propos de Patrick Leloup à l'endroit des généraux sont virulents. Il a traité le général Ranto Rabarisoa d'« akoho gasy (coq), qui se nourrissait de manioc, matin, midi et soir ». Mais il a également comparé les Malgaches à des « Babakoto », ou encore à de « gorilles... qui n'ont pas de poil ». « Des malgaches qui sont des lémuriens au niveau de la tête », a-t-il soutenu. Et « c'est un fantasme », a-t-il poursuivi.

En tout cas, les mots prononcés par ce conseiller d'Andry Rajoelina donnent une idée de ce que les hommes du palais à Ambohitsorohitra ont des Malgaches et de l'armée malgache. Rappelons que Patrick Leloup est un métis français qui a été expulsé de Madagascar par le régime Ravalomanana en février 2009, selon la décision n°22 MI/SG/DGAT/DCE/SCE du 03 février 2009, car sa présence à Madagascar a été considérée comme pouvant entraîner une « menace pour l'ordre et la sécurité publique ».

Levée des sanctions de la SADC : juste à temps pour les opportunités économiques

<http://www.tananews.com/> 8/01/2014 à 17:30



Lancement de la ZLE de la SADC cette année

La Troika de la SADC qui s'est réunie à Windhoek le 29 décembre 2013 a adressé ses félicitations aux parties prenantes malgaches et aux médiateurs pour la réussite du processus électoral. La Troika plaidera pour la levée des sanctions au prochain sommet de la SADC et convoquera une conférence des donateurs pour la reprise des aides financières à la Grande-Île.

La Troika entend réunir les bailleurs et partenaires internationaux afin de plaider pour la reprise des aides financières envers Madagascar. Elle encouragera également l'Union Africaine et l'Union Européenne à lever leurs sanctions respectives contre la Grande-Île.

Ces démarches sont l'expression de la satisfaction de la SADC quant à l'évolution de la situation politique malgache qui se traduit en « *une victoire de la Communauté internationale* ». La Troika a notamment salué le maintien de la stabilité dans le pays, et les efforts investis par le médiateur Joaquim Chissano.

Elle lance un appel à toute la Communauté internationale et essentiellement aux membres du Groupe international de contact pour le dossier Madagascar (GIC-M) à se donner la main avec Madagascar pour remettre le pays sur la voie du développement. La Troika accompagnera également la Grande-Île après la mise en place du prochain régime et s'impliquera dans la mise en œuvre de la réconciliation nationale.

La suspension de Madagascar de la SADC devrait de ce fait être levée à l'issue du prochain sommet de cette organisation. Cette levée de sanction constitue une opportunité économique non négligeable pour Madagascar.

En effet, la SADC lancera officiellement sa zone de libre-échange économique vers le mois d'août de cette année. La mise en place de cette zone constitue selon la SADC, une opportunité pour 200 millions de personnes.

Avant d'en bénéficier, Madagascar devra toutefois commencer par régler des détails, dont le paiement de ses arriérés de cotisations auprès de la SADC. Depuis le début de la Transition, le régime Rajoelina n'a pas payé ces cotisations qui se chiffrent aujourd'hui à 8 millions de dollars, soit plus de 16 milliards d'Ariary.

L'entrée en vigueur des accords de partenariat économique intérimaire avec l'Union Européenne cette année peut constituer un choc économique pour le pays si le libre-échange avec la SADC devait s'y ajouter. La baisse des droits de douane sur des produits dans le cadre de ces accords avec l'Europe entrainera déjà une baisse des recettes douanières de 50,7 milliards d'Ariary cette année.

En tout cas, si Madagascar ne se sent pas encore prêt à accueillir cette zone économique de la SADC, un délai d'application pourra être demandé, comme l'ont fait l'Angola et la République démocratique du Congo.

Forces armées: La dernière pluie d'étoiles de la Transition

<http://www.lagazette-dgi.com/> Jeudi, 09 Janvier 2014 07:44

Si le premier conseil des ministres d'Andry Rajoelina s'est tenu au palais d'Ambohitsorohitra en mars 2009, le président de la Transition a tenu à clôturer son « mandat » là où son régime a commencé... Hier, effectivement, le président de la Transition a convoqué son dernier conseil des ministres axé principalement sur la promotion d'officiers de l'Armée et de la Gendarmerie au grade de général de Brigade et de général de Division.

Dix généraux de brigade ont été promus au grade de général de division. Ces nouveaux généraux trois étoiles sont Tafara Edmond, Mamy Rafenomanjato, Falimanana Zafindrekosony, Edmond Soamanjaka, Lalaonirina Ralaimboandrainy et Paza Didier Gérard, le seul gendarme à décrocher les trois étoiles. Les officiers généraux connus par le public promus général de division sont les n°2 et n°3 de l'Etat-major général de l'Armée malgache, respectivement Voahangy Andriamanalinarivo et Béni Xavier Rasolofonirina. Le commandant des Forces d'intervention de l'Armée, Samuel Jean Razafimanantsoa a été promu général de Division tandis que l'ancien ministre de l'Environnement, Calixte Randriamiandrisoa est élevé au grade de général de division aérienne.

Les colonels et capitaines de vaisseau promus général de brigade et contre-amiral sont Charles Désiré Alexandre Rambolarson, Albert Rabenasy, Rasata Andriamitandrinerivelo, Randrianarisoa, Julien Barnia Rakotonirina, Retesy Renainy, Raymond Laurent, Léon Jack Ramarosaona, Raraso Ralaialomandy Fils Ramamonjisoa, Pertinot Rafanomezantsoa, Manjakavelo Solofoson Paulin, Simon Randriambahiny, Taliany Ratefason Herinirina Rakotoarison, Fidera Nicolas, Jacques Hervé Ramarosandy, Tanjaha Justin, Laurel Lucien Razafitsotra, Ralalason Wigmatson Eddie Texas, Rakotovao Andrianasoavimbahoaka, Paul Rasolofonjatovo, Ratelo André, Adakalo Germain, Ralison Nirina Jeannot, Dieudonné Alphonse, Maka Herman et Rasolofo Lumière Fidèle. Cette trentaine de généraux nouvellement promus sont les derniers à bénéficier de la pluie d'étoiles de la période transitoire.

Par ailleurs, le conseil des ministres a encore procédé à la nomination de hauts fonctionnaires au sein du ministère des Forces armées. Aussi, le général de division aérienne Jean Dominique a été nommé inspecteur général à l'Inspection générale de l'Armée Malagasy (IGAM), tandis que le général de brigade Raymond Rakotosolofo est nommé commandant de la région militaire n°5 (Toliary). Le général de division Rasalomon Nirinarivo quant à lui est nommé haut responsable du service civique.

L. T.

Amour et désamour avec la belle France

<http://www.lanation.mg/> Kidôr'dine Edition du 09/01/2014 N° 471 J.Nantenaina

Des Français assassinés sauvagement à Nosy Be... Un artiste interdit de visa en France, car originaire de Nosy Be ? Ensuite, une chanteuse qui fait un scandale devant le Consulat de France après un autre refus de visa, alors qu'elle allait se rendre au chevet de son enfant... Des Français de plus en plus nombreux à vouloir s'installer à Madagascar, car amoureux du pays ou de ses enfants... Et puis, une explosion de grenade sur une station Total en périphérie d'Antananarivo.

Cela a fait beaucoup de bruit, mais aucune victime, comme d'habitude, puisque ce n'est pas la première fois que cela arrive. Depuis des siècles, la relation entre Madagascar et la France est faite d'amour et de désamour, de fidélité et d'infidélité, comme au sein d'un couple souvent contraint à l'échangisme pour éviter la catastrophe. Ce fut le cas depuis la relation tumultueuse entre la Reine nationaliste Ranaivalona I et l'homme d'affaires français et mystérieux aventurier, Jean Laborde, avec, souvent une présence, également mystérieuse, d'un certain Napoléon de Lastelle, un autre aventurier et homme d'affaires français, mort à Tamatave en 1856. Des Français étaient bien établis à Madagascar avant la Colonisation. Certains parlent de cheval de Troie. Des hommes d'affaires étaient là, des pirates, des missionnaires etc. Ils aimaient le pays et beaucoup ont décidé d'y vivre et d'y mourir. Mais quoi qu'il en soit, le Roi Radama I et Ranaivalona I ont su parfaitement défendre le pays des tentatives d'assaut et de mainmise étrangers sur la Grande Ile. Et l'amour et le désamour ont continué de ponctuer la relation entre les deux pays. Coloniser Madagascar ou ne pas coloniser ? Tous les députés français n'ont, en tout cas, pas voté pour la loi d'annexion en 1896. Amour et désamour, encore et toujours. Une situation qui tend à s'éterniser. Des Français, mais pas tous, étaient déçus de l'arrivée d'un protestant et anglophile à la tête du pays en 2002. Mais Marc Ravalomanana, quelques années plus tard, malgré le choix de l'anglais comme troisième langue officielle, devait rassurer en affirmant que « francophones nous sommes, francophones nous le resterons », et pis, en déclarant qu'il n'était pas né en 1947 et que les répressions coloniales importaient peu pour lui qui préfère plutôt tendre vers l'avenir. Amour et désamour. Des lobbys français ont poussé Rajoelina à prendre le pouvoir en 2009. La France est la principale artisane du ni...ni, par la suite. Ravalomanana dehors, Rajoelina exit. Elle veut un président « nouveau » à Madagascar. En tout cas, en amour, on ne peut pas toujours avoir ce que l'on veut. Et c'est souvent source de désamour. Et l'histoire continuera ainsi. En attendant une parfaite symbiose. Mais ne jamais oublier que tout le monde veut avoir sa part de gâteau sur cette île qui regorge de pierres précieuses, de gaz et de pétrole...

Braderie de grades : ridicule, inadéquat et même inutile

<http://www.tananews.com/> 10/01/2014 à 10:20



10 Généraux de division en plus pour 13 500 hommes

Andry Rajoelina a signé la fin de son mandat avec une braderie de grades à travers la promotion de militaires dont 10 au grade de Général de division. Une décision que certains n'ont pas hésité à qualifier de ridicule et que d'autres trouvent consternante.

Le Général Désiré Ramakavelo n'a pas pu s'empêcher de s'exprimer face à ce qu'il pense être une dévalorisation des grades militaires. 10 Officiers supérieurs ont été promus au grade de Général de division.

Ces promotions ne relèvent d'aucune logique d'accomplissement et de répartition. « *Madagascar n'est pas un pays en guerre, pour qu'une telle série de promotions soit faite* », déplore Désiré Ramakavelo.

« *C'est ridicule, une division compte 10 000 éléments et maintenant nous avons 10 généraux de division en plus* », s'est-il indigné. Madagascar ne compte pourtant officiellement que 21 600 éléments des forces armées, dont 13 500 pour l'Armée et 8 100 pour les autres forces comme la Police et les Gendarmes.

Le Vice-premier ministre chargé de l'Économie quant à lui a fustigé cette décision qu'il estime avoir été pris avec parti-pris. « *Certains officiers affectés aux ministères remplissent mieux les critères pour obtenir ces promotions, mais ils ont été mis à l'écart* », a déploré Pierrot Botozaza.

Il craint que cette mesure ne cause davantage de scissions dans les rangs armés. Le népotisme dont ces promotions sont teintées peut engendrer des frustrations et de l'animosité entre les officiers de l'Armée.

Jean André Ndremanjary quant à lui a abordé le côté ethnique en avançant que la plupart des officiers promus sont originaires des hauts plateaux. Le ministre de l'Enseignement technique craint que les régions littorales n'aient plus de généraux étant donné que ceux en service partiront bientôt à la retraite.

L'attribution de cette pléthore d'étoiles impliquera bien entendu davantage de dépenses, et d'avantages en tout genre pour des militaires malgaches à peine actifs. Une décision assez inadéquate pour un pays où 92% de la population vit dans la pauvreté.

L'utilité de ces généraux et de l'entière de l'Armée malgache reste d'ailleurs soumise à de nombreuses questions. Qu'est-ce que l'Armée malgache est supposée faire avec ses 18 aéronefs et sa cinquantaine de véhicules complètement obsolètes ?

Le pays devrait plutôt se concentrer sur sa sécurité intérieure et investir davantage au niveau de la Police ou de la Gendarmerie, étant donné que les éléments de l'Armée sont à peine mobilisés dans les missions de lutte contre l'insécurité. Le sujet de la répartition des effectifs entre l'Armée de terre et celle de la marine malgache a également été évoqué au cours des assises militaires, mais a été laissé en plan.

Il serait plus logique pour l'île qu'est Madagascar d'affecter plus d'éléments armés à la surveillance des côtes, plutôt que de grossir les rangs de l'Emmo-Reg avec les piètres missions anti-manifestation qui n'ont même pas raison d'être.

MALI

Mali : Hollande annonce une diminution des effectifs

Actualité International Le Point.fr - Publié le 08/01/2014 à 18:01 Source AFP

Le président de la République a déclaré ce mercredi que le nombre de soldats français au Mali serait ramené à 1 600 d'ici à la mi-février.



Deux soldats français de retour du Mali, en avril 2013. © XAVIER DE FENOYL / MAXPPP

Le président François Hollande a annoncé mercredi à Creil que les effectifs militaires français au Mali seraient ramenés de près de 2 500 hommes aujourd'hui à 1 600 à la mi-février, estimant que "l'essentiel de la mission a été accompli". "Les effectifs passeront de 2 500 à peu près aujourd'hui à 1 600, puis ils déclineront jusqu'à 1 000, ce qui sera le niveau nécessaire pour faire face à toute menace qui pourrait ressurgir, car les groupes terroristes sont encore présents au Nord-Mali", a déclaré le chef de l'État lors de ses vœux aux armées sur la base aérienne de Creil.

"Nous avons maintenant la situation bien en main", l'opération militaire Serval lancée le 11 janvier 2013 ayant été "un succès reconnu" par les Maliens, mais aussi "l'ensemble de la communauté internationale", a fait valoir François Hollande, qui s'exprimait dans un hangar, devant un Rafale, l'avion de combat du groupe Dassault. "Au Mali, l'essentiel de la mission est accompli" et "la mission est en train de s'achever", s'est-il encore félicité. Jusqu'à présent, le ministère de la Défense évoquait une réduction des effectifs du contingent français au Mali à un millier d'hommes au printemps.

NIGER

Au Niger, l'école des maris améliore la vie des femmes

LeFigaro.fr 9 janvier 2014 Par Tatiana Chadenat



Photo UNFA

« Ce sont les hommes qui empêchent les femmes de fréquenter les centres de santé », explique Aïchatou Aminami, chef du centre de santé de Gomba.

Au Niger, les époux se montraient souvent hostiles au dispensaire et empêchaient leurs femmes d'y être suivies pendant la grossesse. Depuis 2007, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a créé l'école des maris, avec des résultats étonnants.

Au Niger, une femme meurt toutes les deux heures en donnant la vie. Dans le pays, qui affiche l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde, l'UNFPA a décidé de cibler les hommes. « Dans notre société patriarcale, l'homme a le pouvoir de décision dans la famille. Nous avons donc décidé de faire de lui le centre de notre stratégie », révèle Issa Sadou, chargé de mission à l'UNFPA, au journal *L'Humanité*.

Formée de 12 membres maximum, chaque école des maris est encadrée par une « coach » provenant d'une ONG locale. Deux fois par mois, des réunions proposent un espace de réflexion pour sensibiliser les époux à l'importance des pratiques relatives à la reproduction et à la planification familiale. « Ce sont les hommes qui empêchent les femmes de fréquenter les centres de santé, explique Aïchatou Aminami, chef du centre de Gomba. Il faut leur faire comprendre que si elles ne les fréquentent pas, elles encourent des risques. » Une sélection est ainsi faite à l'entrée : après un entretien, seuls les maris désireux de changer les mentalités en matière de santé et de reproduction seront choisis.

Des hommes qui pourront par la suite distribuer la bonne parole et former leurs pairs. Impulsés par l'UNFPA, le système reste donc aux mains des locaux.

Il y a aujourd'hui 610 écoles

Et, en cinq ans, les résultats sont bons. En 2013, 52% des femmes se sont présentées au Planning familial, contre 26% trois ans plus tôt. « Il y a eu un net changement. Plus de 170 femmes viennent chaque mois pour une première consultation. On compte cinq accouchements par jour, avant on en avait à peine un », témoigne Aïchatou Aminami. Dans la région de Zinder, la première ciblée par l'UNFPA pour ses indicateurs alarmants, le taux de fréquentation du Planning familial est passé de 21% en 2007 à 69% en 2012 et le taux d'accouchements assistés a progressé de 26% à 51%. Face à ces chiffres encourageants, l'initiative d'abord cantonnée à la région de Zinder s'est étendue à toutes les régions du pays : onze écoles étaient en place en 2007, elles sont aujourd'hui 610. L'école des maris s'étend même par-delà les frontières du Niger et a essaimé en Sierra Leone, au Sénégal, en Gambie, en Guinée, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

PAKISTAN

Un adolescent pakistanais sauve ses camarades en se jetant sur un kamikaze

Aitzaz Hassan, 15 ans, a perdu la vie mais épargné celle d'un millier d'élèves.



Un adolescent s'est sacrifié, lundi 6 janvier 2014, en se jetant sur un kamikaze qui tentait de se faire exploser dans une école d'Ibrahimzain (Pakistan). (BASIT SHAH / AFP)

Par Francetv info avec AFP, publié le 09/01/2014 | 18:04

Un geste héroïque. Un adolescent pakistanais a été tué, lundi 6 janvier, en se jetant sur un kamikaze qui allait se faire exploser dans l'école de sa ville, sauvant la vie d'un millier d'étudiants.

Le terroriste, vêtu d'un uniforme, s'est approché d'Aitzaz Hassan, 15 ans, et lui a demandé où se trouvait l'école de la petite ville chiite d'Ibrahimzain, dans le nord-ouest du pays. Lorsqu'il a compris les intentions de l'homme, Aitzaz a essayé de l'attraper, raconte son cousin, Musadiq Ali Bangash, à CNN (*en anglais*). "Le kamikaze a alors paniqué et déclenché sa bombe", dit-il. Un autre élève explique avoir vu l'adolescent lancer une pierre sur le terroriste pour le neutraliser. Le kamikaze a été contraint de se faire exploser à 150 m de l'établissement. Aucune victime n'est à déplorer, hormis Aitzaz Hassan, devenu un héros depuis.

La presse et des personnalités pakistanaises ont salué le geste de l'adolescent. "Aitzaz Hassan est la fierté du Pakistan. Il faut au moins lui donner une médaille" posthume, a réagi sur Twitter l'ex-ambassadrice pakistanaise à Washington, Sherry Rehman.

L'attentat visait une école chiite, minorité musulmane représentant environ 20% de la population du Pakistan, régulièrement la cible d'attentats de groupes sunnites radicaux. Le district de Hangu, théâtre de cet acte terroriste, est une zone sensible car limitrophe des zones tribales, repaire des insurgés régulièrement bombardé par les drones américains.

SOUDAN

Soudan du Sud: mettre fin à une guerre "insensée" estime Mgr Daniel Deng Bul

Actualité International AFP - Publié le 07/01/2014 à 08:45

Les belligérants sud-soudanais qui négocient un cessez-le-feu pour mettre fin au conflit tiennent en leurs mains le destin du jeune pays, et doivent faire cesser cette "guerre insensée", estime une des personnalités religieuses les plus respectées du pays, Mgr Daniel Deng Bul.

"Notre peuple se meurt complètement, et pour quoi ?", s'interroge l'archevêque épiscopalien de Juba, dans un entretien lundi avec l'AFP. "Ils (les négociateurs) ne doivent pas attendre, et laisser ainsi d'autres personnes mourir".

Trois semaines de conflit ont conduit le Soudan du Sud au bord d'une guerre civile totale.

Les pourparlers de paix entre le gouvernement du président Salva Kiir et les rebelles, partisans de l'ancien vice-président Riek Machar, ont finalement démarré lundi à Addis Abeba, en Ethiopie, après des journées de discussions indirectes sur l'ordre du jour.

"Nous avons besoin de paix dans ce pays (...) ces frères et ces sœurs qui sont assis à Addis Abeba, nous leur disons que nous n'avons pas besoin de guerre," dit Mgr Bul. "Ce conflit est

insensé (...) Ils peuvent être en désaccord sur la politique, mais doivent s'entendre pour un cessez-le-feu immédiatement".

En face de son bureau, dans la capitale, Juba, des blessés se rétablissent à l'hôpital après des combats avec des armes à feu. De fortes rivalités politiques ont provoqué des affrontements entre des groupes armés, qui se sont transformés en tueries entre voisins.

"Notre peur est que s'ils ne parviennent pas à un accord, cela s'aggravera", redoute Mgr Bul.

"Assez, c'est assez" !

Les deux parties ont menacé d'intensifier leurs offensives à travers le pays, avec des batailles de chars entre unités de l'armée, moins de trois ans après l'indépendance du pays conquise après des décennies de lutte contre l'armée de Khartoum.

"Assez, c'est assez, plus d'un millier de personnes ont été tuées", souligne Mgr Bul. Pour lui qui est originaire de la ville de Bor, de nouveau tenue par les rebelles après avoir été reconquise par l'armée puis reperdue, les combats sont en train de ruiner la jeune Nation. "Cela porte atteinte à la crédibilité de notre armée, de nos hommes politiques, et de nous tous dans ce pays. Tout ce que nous avons entrepris pour rassembler ce pays, pour vivre comme une famille unie, a déjà été endommagé", dit-il.

Le conflit a éclaté le 15 décembre, opposant des unités de l'armée loyales au président Kiir à une alliance hétérogène de milices ethniques et de commandants de l'armée mutins dirigés par Riek Machar, ancien vice-président limogé en juillet dernier.

En apparence, l'activité est normale à Juba, avec ses nombreuses motos se faufilant dans le trafic et les ouvriers de construction s'affairant à de nombreux chantiers dans cette ville en pleine croissance. Les armes ont toujours été présentes à Juba, et voir des soldats sanglés de ceintures de munitions, s'accrochant à l'arrière de puissants pick-up fonçant à travers la ville n'a rien d'inhabituel.

Sur les rives luxuriantes du Nil Blanc, les enfants continuent de plonger dans l'eau pour se rafraîchir de la chaleur écrasante, riant et nageant, insouciant.

Mais il y a 30.000 personnes, terrifiées, qui ne veulent pas quitter les abords des bases des Casques bleus de l'ONU, de peur d'une reprise des combats. La nuit, des tirs sporadiques retentissent parfois et la tension reste élevée.

Les commerçants ont mis des protections sur les vitrines de leurs magasins et des milliers de personnes ont fui leurs foyers ou se sont réfugiées au Kenya ou en Ouganda, deux pays voisins.

"Il est temps pour nous de parler de paix, de développement (...) Nous avons été en guerre pendant 55 ans", insiste M. Bul, rappelant les deux guerres civiles qui ont ravagé le pays avant la partition d'avec le Soudan en 2011. "Il est temps, selon lui, pour nos compatriotes de se reposer (...) pas de se faire tuer par leurs propres frères".

Selon des responsables de l'Onu, les combats auraient fait des milliers de morts, et les deux parties belligérantes sont accusées d'atrocités. Les bases de l'Onu sont débordées par des dizaines de milliers de civils qui cherchent protection. Le conflit a pris une dimension inter-ethnique, opposant les Dinka du président Kiir aux Nuer de Riek Machar.

Mais M. Bul est catégorique sur l'origine du conflit : "Cette guerre n'a rien à voir avec des histoires ethniques, c'est une lutte pour le pouvoir à l'intérieur d'un même parti."

Soudan du Sud: la perspective d'une trêve encore loin

Actualité International AFP - Publié le 08/01/2014 à 11:31

Les combats se poursuivent mercredi au Soudan du Sud, alors que dans la capitale éthiopienne Addis Abeba, les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu entre le gouvernement de Juba et les rebelles menés par l'ex-vice-président Riek Machar semblent partis pour durer.

Sur le terrain, forces rebelles et pro-gouvernementales ont toutes deux confirmé des combats en cours dans la ville stratégique de Bor, capitale de l'Etat sud-soudanais du Jonglei. La ville, actuellement tenue pas les rebelles, a changé trois fois de mains depuis le début des hostilités.

D'autres affrontements ont été signalés dans l'Etat pétrolier du Haut-Nil, où les rebelles affirment bénéficier de nouvelles défections au sein de l'armée.

"Nos forces se coordonnent", a affirmé à l'AFP le porte-parole des rebelles, Moses Ruai Lat, répétant que les rebelles étaient prêts à attaquer Malakal, la capitale du Haut-Nil, et même la capitale sud-soudanaise Juba.

Depuis Addis Abeba, un autre porte-parole des rebelles a insisté sur le fait qu'ils ne signeraient aucun cessez-le-feu tant que le gouvernement de Juba n'aurait pas libéré leurs alliés détenus depuis le début des combats.

La question de la libération de ces détenus, onze au total, est au cœur des pourparlers qui se sont ouverts lundi dans la capitale éthiopienne.

"Nos collègues doivent être libérés pour venir (à Addis) et participer" aux discussions, a martelé le deuxième porte-parole, Yohanis Musa Pauk. "Nous attendons la libération de nos détenus, quand ils les libèreront, alors nous signeront l'accord de cessez-le-feu".

Pressions régionales

L'organisation gouvernementale est-africaine Igad, qui chapeaute les pourparlers à Addis Abeba, fait elle aussi pression pour la libération des onze détenus. Mais Juba a jusqu'ici résisté à ces demandes, estimant que les détenus devaient être normalement jugés.

Les pourparlers piétinent donc. Mais mercredi encore, dans un entretien avec l'AFP, l'ambassadeur du Soudan du Sud à Paris, Kuol Andrew Akon Akech, s'est malgré tout dit convaincu de la nécessité de poursuivre les discussions, insistant sur l'aspect "purement politique" du conflit.

Le jeune Soudan du Sud, indépendant du Soudan depuis seulement juillet 2011, est ravagé par les combats depuis le 15 décembre.

Les affrontements ont d'abord opposé des unités de l'armée loyales au président sud-soudanais Salva Kiir et d'autres fidèles à l'ex-vice-président Riek Machar, limogé en juillet.

Puis les combats ont dégénéré, la rébellion menée par Riek Machar fédérant désormais une alliance plus ou moins stable de commandants de l'armée mutins et de milices ethniques.

Salva Kiir accuse Riek Machar et ses alliés de tentative de coup d'Etat. Riek Machar dément, accusant à son tour Salva Kiir de chercher purement et simplement à éliminer ses rivaux.

Les combats ont déjà fait des milliers de morts et quelque 200.000 déplacés, selon l'ONU. Plus de 30.000 personnes ont même fui le pays, trouvant notamment refuge en Ouganda.

Des massacres, viols, meurtres à caractère ethnique ont aussi été reportés dans les deux camps, sur lesquels les Nations unies promettent d'enquêter. Car le conflit a pris une dimension tribale, opposant les Dinka de Salva Kiir aux Nuer de Riek Machar.

Et la situation humanitaire ne cesse de se dégrader.

"Nous faisons face à une catastrophe humanitaire", a affirmé le chef des opérations humanitaires de l'ONU au Soudan du Sud, Toby Lanzer. "C'est une période critique pour le pays. Les combats doivent simplement cesser".

SYRIE

Cinq employés de MSF "pris par un groupe" dans le nord de la Syrie (ONG)

Monde Source : Beyrouth (AFP) - Publié le 03/01/2014 à 19h40



Le logo de l'organisation Médecins sans frontières © AFP/Archives - Stephane de Sakutin

Cinq employés de Médecins sans frontières (MSF) ont été "pris hier soir (jeudi) dans une maison MSF dans le nord de la Syrie, par un groupe pour, semble-t-il, les interroger", a fait savoir l'ONG dans un communiqué.

"MSF est en contact avec tous les acteurs appropriés ainsi qu'avec les familles de ses collègues et fait tout ce qui est possible pour rétablir un contact", poursuit l'organisation, qui se refuse à donner d'autres informations "pour la sécurité de ses collègues".

MSF a six hôpitaux et quatre centres de santé dans le nord de la Syrie, et gère également un programme à partir des pays voisins pour apporter un soutien à 27 hôpitaux et 56 postes médicaux en Syrie en leur fournissant des médicaments, du matériel médical ainsi qu'un soutien et des avis techniques, précise l'organisation.

La situation des travailleurs humanitaires en Syrie est périlleuse.

En septembre 2013, un chirurgien syrien travaillant pour MSF a été tué dans le nord de la Syrie.

Et plusieurs humanitaires travaillant dans des zones rebelles ont été enlevés ou mis en détention.

En octobre, sept employés du Comité international de la Croix-Rouge ont été enlevés dans la province d'Idleb. Selon une ONG syrienne, ce serait l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL, lié à Al-Qaïda) qui aurait orchestré ces enlèvements.

Syrie: des dizaines de jihadistes tués ou capturés par les rebelles

Actualité International AFP - Publié le 04/01/2014 à 13:04

Des dizaines de jihadistes ont été tués ou capturés au cours des dernières 24 heures en Syrie par les rebelles qui ont décidé de combattre leurs anciens alliés en raison de leurs multiples abus, selon une ONG.

"Au moins 36 combattants membres et proches de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL, filiale d'Al-Qaïda) ont été tués depuis vendredi dans la province d'Idleb et une centaine ont été capturés par des rebelles dans cette région" du nord-ouest de la Syrie, rapporte samedi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Syrie: Jarba réélu à la tête de la Coalition nationale d'opposition

Actualité International AFP - Publié le 06/01/2014 à 07:00

Ahmed Jarba, qui dirige la Coalition nationale syrienne depuis juillet 2013, a été réélu dimanche à Istanbul à la tête de ce groupement de l'opposition au régime de Damas, a indiqué la Coalition dans un communiqué.

M. Jarba l'a emporté avec 65 votes contre 52 (bien 52) à son seul rival, Riad Hijab, qui avait déserté les rangs du président syrien Bachar al-Assad avant de rejoindre l'opposition.

La Coalition, après avoir initialement annoncé l'élection de ses trois vice-présidents, a finalement décidé d'organiser un nouveau vote lundi, jugeant le résultat trop serré. Elle avait dans un premier temps annoncé l'élection de Noura Al-Amir, Abdel Hakim Bashar et Faruq Tayfur, selon le communiqué.

Elle devait aussi élire un nouveau secrétaire général mais n'a pas encore choisi entre l'homme d'affaires lié au Qatar, Mustafa al-Sabbagh, ou l'actuel titulaire du poste Badr Jamous.

Ahmad Jarba, réélu pour six mois, avait déjà été élu à la tête de la Coalition nationale syrienne le 6 juillet 2013 au terme d'une élection mouvementée. Il a de très bonnes relations avec l'Arabie Saoudite, l'un des principaux soutiens de l'opposition syrienne.

Lors de la réunion à Istanbul, la Coalition doit décider lundi si elle participera ou non à la conférence de paix prévue le 22 janvier en Suisse.

Le Conseil National syrien (CNS), le groupe le plus important de l'opposition, a annoncé pour sa part qu'il boycotterait la conférence baptisée Genève 2.

Ce boycott a fait naître des craintes que la Coalition rejette les discussions d'autant que, selon un membre du conseil, Samir Nashar, un opposant de longue date, "Ahmad Jarba ne veut pas aller à Genève.

Né en 1969 à Qamishli dans le nord-est, près de la frontière avec la Turquie, Jarba est un musulman sunnite qui a essayé de convaincre les pays arabes et les pays occidentaux d'armer les rebelles.

Règlements de comptes au sein de la rébellion islamiste syrienne

Home Actualité International lefigaro.fr Par Georges Malbrunot Publié le 05/01/2014 à 23:20

Depuis vendredi, des affrontements dans le nord et l'est de la Syrie opposent certaines composantes de l'insurrection à leurs anciens alliés djihadistes.

La chasse aux djihadistes est ouverte dans le nord et l'est de la Syrie. Et ce sont les rebelles eux-mêmes qui, après beaucoup de tergiversations, ont décidé de mener l'assaut.

Depuis vendredi, les affrontements opposent en plusieurs points de ces régions limitrophes de la Turquie et de l'Irak trois groupes rebelles coalisés à leur ancien allié de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) contre le régime de Bachar el-Assad. Face à la multiplication des enlèvements et des assassinats perpétrés par des djihadistes étrangers qui soumettent la population à la version la plus radicale de la loi islamique, certaines composantes de l'insurrection ont décidé de passer à l'action. Il s'agit de l'Armée des Moudjahidins, du Front islamique - la plus puissante des brigades rebelles - et du Front des révolutionnaires, des brigades d'inspiration salafiste pour les deux premières qui ont pris le dessus sur l'Armée syrienne libre (ASL), les modérés auxquels leurs parrains occidentaux n'ont pas voulu livrer d'armes.

Dans les provinces d'Alep et d'Idlib (nord et nord-ouest), au moins 36 combattants membres ou proches de l'EIL ont été tués et une centaine d'autres ont été faits prisonniers par ces rebelles depuis vendredi, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Cette nouvelle coalition s'est juré de «libérer» les villes passées sous le joug d'al-Qaida, au nord et à l'est de la Syrie. D'ores et déjà, le point de passage de Bab al-Hawa avec la Turquie serait revenu dans le giron de combattants plus modérés, ainsi que plusieurs autres localités, notamment au nord d'Alep et près d'Idlib, où la tâche des anti-al-Qaida sera plus aisée qu'à l'est, près de l'Irak. Dans cette dernière région, en effet, l'EIL bénéficie encore du soutien logistique apporté par sa filière irakienne, de l'autre côté de la frontière. «La route entre l'Irak et la Syrie est ouverte», explique un spécialiste. «Les hommes et les armes peuvent passer, tandis qu'avec le récent durcissement de la Turquie, les djihadistes auront du mal à résister à leurs rivaux au nord d'Alep et près d'Idlib», pronostique l'expert. D'autre part, dans son bastion oriental, l'EIL va chercher à préserver ses positions autour de Raqqa et Deir ez-Zor, où sont situés les très juteux puits de pétrole.

Une exigence des Occidentaux

Après la déconfiture de l'ASL, les autres composantes de la rébellion n'avaient guère le choix, sauf à encore attendre et risquer de se faire absorber par al-Qaida, qui n'a cessé de marquer des points sur le terrain tout au long de 2013.

À trois semaines de la conférence de Genève qui pourrait lancer un processus de transition du pouvoir, Américains et Européens exigeaient que la mouvance salafiste affronte les djihadistes. Il s'agit de montrer que les zones rebelles libérées ne sont plus livrées à l'anarchie ni à l'obscurantisme, et que ces nouvelles forces anti-al-Qaida pourraient faire respecter un cessez-le-feu décidé à Genève. Mais en attendant, de nombreuses questions restent sans réponse. La principale d'entre elles concerne l'attitude du Front al-Nosra, l'autre mouvement djihadiste, composé, lui, en grande majorité de Syriens. Il reste, pour l'instant, hors des combats entre insurgés. Une chose est sûre: cette «deuxième révolution» contre al-Qaida, après celle lancée contre le régime, est saluée par de nombreux Syriens, réfractaires à la mouvance al-Qaida.

Syrie : les djihadistes assiégés par les rebelles dans leur fief à Raqa

Actualité International Le Point.fr - Publié le 06/01/2014 à 12:41 Source AFP

50 détenus ont été libérés, parmi lesquels des rebelles et des militants, mais pas les journalistes étrangers et le père jésuite Paolo Dall'Oglio.



Des rebelles syriens prennent part à de violents combats à Deir Ezzor, en mars dernier. © ZAC BAILLIE / AFP

Les rebelles en Syrie assiégeaient lundi le QG de l'EIL à Raqa (nord), principal fief de ce groupe lié à al-Qaida et jusqu'à récemment leur allié, et ont libéré 50 détenus, selon une ONG.

"Depuis la nuit, les rebelles assiègent le quartier général de l'EIL dans la ville de Raqa, principal bastion de ce groupe en Syrie. Ils sont parvenus à libérer 50 prisonniers syriens détenus par l'EIL dans un autre bâtiment", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). "Les prisonniers sont des rebelles et des militants capturés par l'EIL", a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, précisant que les journalistes étrangers et le père jésuite Paolo Dall'Oglio, enlevés selon l'ONG par le groupe djihadiste, ne figuraient pas parmi eux. Raqa est l'unique capitale provinciale de Syrie échappant au régime. Mais depuis sa prise par des djihadistes en mars 2013, les militants ont accusé l'EIL d'y faire régner la terreur en pratiquant enlèvements, passages à tabac et assassinats.

Abus

Les combats font rage depuis vendredi entre rebelles et combattants de l'EIL, un groupe qui était jusqu'à récemment leur allié dans la guerre contre le régime de Bachar el-Assad mais qui a suscité la colère des rebelles en raison de ses abus. Du côté rebelle, trois coalitions sont engagées dans les combats : le puissant Front islamique, l'Armée des moudjahidine (islamiste), récemment créée, et le Front des révolutionnaires de Syrie (non islamiste).

Un autre groupe djihadiste, le Front al-Nosra, - la branche officielle d'al-Qaida en Syrie - a également rejoint la bataille, notamment à Raqa où il était la deuxième force après l'EIL et où il était en rivalité avec ce groupe. "Le Front al-Nosra est le principal participant au siège du QG de l'EIL", a indiqué Abdel Rahmane. Al-Nosra est formé principalement de Syriens, alors que l'EIL compte de nombreux djihadistes étrangers dans ses rangs. Al-Nosra est également considéré comme plus "modéré" que l'EIL, malgré son affiliation à al-Qaida.

Les journalistes français détenus en Syrie sont "en bonne santé"

Ils sont aux mains de l'Etat islamique en Irak et au Levant, un groupe de jihadistes, a indiqué au "Monde" un responsable de l'ONG Human Rights Watch.



Une bache avec les photos des quatre journalistes détenus en Syrie dévoilée le 6 janvier 2014 sur la façade du conseil régional d'Ile-de-France, à Paris. (MAXPPP)

Par Francetv info, publié le 06/01/2014 | 22:47

"Ils sont bien traités et en bonne santé." Interrogé par Le Monde.fr, Peter Bouckaert, directeur des urgences de l'ONG Human Rights Watch, a donné, lundi 6 janvier, des précisions sur le sort des quatre journalistes français détenus en Syrie depuis sept mois. Didier François, Edouard Elias, Nicolas Hénin et Pierre Torres "sont entre les mains de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EiIL)", a ajouté Peter Bouckaert, tout en précisant que "ce groupe ne veut pas négocier" leur libération.

L'EiIL est un groupe jihadiste présent sur tous les fronts. Au Liban, où il a revendiqué un attentat. En Irak, où il a repris une ville aux autorités. Et en Syrie, où il mène de violents combats face aux rebelles pour le contrôle du nord du pays. Il cherche ainsi à terroriser le Proche et le Moyen-Orient.

Ces informations ont été données alors qu'une soirée de soutien était organisée lundi pour les quatre journalistes. Tous entrés clandestinement en Syrie, ils ont été capturés en juin 2013 dans le Nord, contrôlé par les rebelles. Leurs proches déclaraient n'avoir plus aucune preuve de vie depuis octobre.

Syrie : un groupe lié à Al-Qaïda appelle à «anéantir» d'autres rebelles

Actualité International LeParisien.fr et l'AFP Publié le 08.01.2014, 08h39



Alep (Syrie), le 7 janvier 2014. L'État islamique en Irak et au Levant (Eiil) a appelé à «anéantir» les rebelles contre lesquels ce groupe lié à Al-Qaïda se bat depuis plusieurs jours. |(MOHAMMED WESAM / AMC / AFP)

Les combats sont loin d'être terminés en Syrie, où le rapport de forces se complique encore. Depuis vendredi, les guerres fratricides qui s'ajoutent au conflit entre le régime de Bachar al-Assad et la Coalition nationale de l'opposition ont fait au moins 274 morts. D'une part, 129 rebelles et membres du Front Al-Nosra, d'autre part 99 jihadistes de l'Eiil, l'Etat islamique en Irak et au Levant, un autre groupe lié à Al-Qaïda qui ne cesse d'étendre son pouvoir dans le chaos syrien.

Au centre, 46 civils ont également perdu la vie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

«Anéantissez-les ! Soyez certains de la victoire de Dieu», a lancé mardi cheikh Abou Mohammed al-Adnani, porte-parole de l'Eiil, s'adressant aux combattants du réseau. Selon lui, les rebelles doivent être littéralement exterminés: «Aucun de vous ne survivra, et nous ferons de vous un exemple pour tous ceux qui pensent suivre le même chemin», a-t-il poursuivi avant de viser d'autres cibles : «L'Eiil estime que la coalition et le Conseil national (syrien, une des composantes de la coalition, nldr), l'état-major et le conseil militaire (...) lui ont déclaré la guerre. Chaque membre de cette entité est une cible légitime pour nous».

Guerres internes entre rebelles

Vendredi, rebelles et combattants de la branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie, le Front Al-Nosra, se sont engagés dans des affrontements meurtriers contre les jihadistes de l'Eiil. Ce groupe dissident est régulièrement accusé d'une série d'exactions, dont des enlèvements et meurtres de

civils et de rebelles rivaux. L'organisation prône une version plus extrême de l'islam et tente de répandre son influence au Proche-Orient. «Le comportement de l'Eiil devenait insupportable pour la plupart des groupes armés (...) notamment les tentatives de prendre le contrôle des zones frontalières, coupant de ce fait les réseaux logistiques des rebelles», analyse le spécialiste de l'islam en Syrie, Thomas Pierret.

Déjà complexes, les relations internes au sein de l'Eiil posent également question. Contrairement à al-Adnani, un autre chef du groupe, Abou Mohammad al-Jolani, déplore ces affrontements fratricides. Mardi, il avait même appelé à un cessez-le feu pour se concentrer sur la lutte contre le régime de Bachar al-Assad. Selon lui, si les violences se poursuivent, «le régime va pouvoir trouver un nouveau souffle alors qu'il était proche de l'effondrement».

Les premiers agents chimiques ont quitté la Syrie

Le régime de Bachar al-Assad s'attache en ce moment à satisfaire les exigences de la communauté internationale, notamment des Etats-Unis et de l'Europe. La mission conjointe de l'Onu, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), a annoncé qu'«une première quantité d'agents chimiques de première importance a été retirée de deux sites, transportée au port de Lattaquié (...) puis chargée mardi sur un navire commercial danois». L'évacuation des agents chimiques les plus dangereux est la première étape clé du plan de démantèlement de l'arsenal du régime, conclu à l'initiative de Washington et de Moscou. Selon une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée en septembre, la totalité de cet arsenal doit être détruite avant le 30 juin.

Alep : un QG djihadiste tombe aux mains des rebelles

Actualité International Le Point.fr - Publié le 08/01/2014 à 11:27 Source AFP

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, des dizaines de détenus emprisonnés à l'intérieur de l'hôpital ont été relâchés.



Photo d'illustration - Les ONG n'ont pas encore d'informations sur le sort des nombreux combattants qui se trouvaient dans le QG djihadiste. © Giacomo Cuscuna / Wostok Press

Le quartier général des djihadistes de l'État islamique d'Irak et du Levant (Eiil) dans la ville d'Alep, dans le nord de la Syrie, est tombé aux mains des rebelles coalisés qui les combattent depuis vendredi, a indiqué mercredi une ONG. "Les combattants appartenant à différentes brigades islamistes ont pris le contrôle de l'ex-hôpital pour enfants, dans le quartier de Qadi Askar (centre), qui était devenu le quartier général de l'Eiil dans la ville", a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

"Pour le moment, aucune information n'est disponible sur le sort des centaines de combattants de l'Eiil qui se trouvaient dans le bâtiment", a ajouté cette organisation. Elle a précisé que "selon les premières informations, des dizaines de détenus qui se trouvaient à l'intérieur de l'hôpital, transformé en une des plus importantes prisons de l'Eiil, avaient été libérés". Alep, un des principaux fronts du conflit qui ravage la Syrie depuis près de trois ans, est divisée depuis l'été 2012 entre secteurs rebelles et zones tenues par le régime.

Les djihadistes de l'Eiil déclarent une guerre totale en Syrie et en Irak

Actualité International Le Point.fr - Publié le 08/01/2014 à 13:21 Source AFP

Le chef des djihadistes de l'État islamique d'Irak et du Levant a menacé d'"anéantissement" les rebelles syriens, qui viennent de prendre leur QG d'Alep.

Les djihadistes de l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL) ont déclaré une guerre totale à leurs anciens alliés islamistes en Syrie et au gouvernement contrôlé par les chiites qu'ils exècrent en Irak. Le porte-parole de l'EIL, cheikh Abou Mohammed al-Adnani, a menacé les rebelles syriens d'"anéantissement", mais cette organisation, née en Irak avant de s'étendre à la Syrie, recule sous le poids de ses adversaires, notamment à Alep, ancienne capitale économique de la Syrie, où ils ont perdu leur quartier général. S'adressant aux rebelles, leurs anciens frères d'armes, il leur a lancé : "Aucun de vous ne survivra, et nous ferons de vous un exemple pour tous ceux qui pensent suivre le même chemin."

Depuis vendredi, les rebelles islamistes sont engagés dans des affrontements meurtriers contre les djihadistes de l'EIL. Les combats ont fait, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), au moins 274 morts, dont 228 combattants des deux bords et 46 civils. Autres cibles pour l'EIL : la Coalition de l'opposition ainsi que l'état-major et le conseil militaire de l'Armée syrienne libre (ASL). Les membres de ces entités sont "une cible légitime pour nous (...). Sachez, soldats de l'EIL, que nous avons prévu une récompense pour quiconque coupera la tête de l'un d'eux (...), alors tuez-les où que vous les trouviez", a-t-il dit. En revanche, il a choisi un ton moins agressif envers le Front al-Nosra, branche officielle d'al-Qaïda en Syrie. Il demande ainsi aux brigades "arborant le drapeau islamique : qui vous a poussés à vous battre contre nous ?".

Neutralité d'al-Nosra

Ce Front a adopté, selon Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH, une attitude de neutralité dans la bataille en cours, à l'exception de Raqa, où ses membres combattent l'EIL. Le chef du Front al-Nosra, Abou Mohammed al-Joulani, a d'ailleurs appelé mardi à un cessez-le feu dans ces affrontements, pour se concentrer sur la lutte contre le régime de Bachar el-Assad. En Irak, où plusieurs hauts responsables ont prévenu qu'une attaque d'envergure se préparait contre Fallouja, une ville sunnite de l'ouest du pays contrôlé par l'EIL, le porte-parole de cette organisation a appelé les sunnites à poursuivre leur lutte. "Ne déposez pas les armes, parce que si vous les déposez maintenant, les (chiites) vous réduiront à l'esclavage et vous ne vous relèverez plus", a-t-il lancé.

Sur le terrain, à Alep, les rebelles de différentes brigades islamistes se sont emparés de l'hôpital pour enfants, situé dans le quartier de Qadi Askar (centre), "qui était devenu le quartier général de l'EIL dans la ville", selon l'OSDH. L'organisation a précisé que "selon les premières informations, des dizaines de détenus qui se trouvaient à l'intérieur de l'hôpital, transformé en une des plus importantes prisons de l'EIL, avaient été libérés". À Salhine, un quartier du sud de la ville, 100 membres de l'EIL se sont livrés au Front al-Nosra.

Réunion dimanche à Paris

Les membres de groupes djihadistes ont par ailleurs quitté Deir Ezzor (nord-est) pour prêter main-forte à leurs camarades à Raqa, seule capitale provinciale échappant au régime, où de violents combats ont lieu, selon l'OSDH. Une source au sein des services de sécurité du régime s'est félicité des derniers événements. "Nous sommes les bénéficiaires de cette situation", a-t-elle affirmé. "Conscients de leur échec, ils se battent entre eux, et cette bataille est un des aspects du conflit qui oppose les différentes puissances qui soutiennent ces groupes, comme la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite", a estimé cette source.

Face à cette situation, les ministres des Affaires étrangères du groupe de onze pays "amis de la Syrie" se réunissent dimanche à Paris avec la Coalition nationale de l'opposition syrienne, dix jours avant la conférence de paix du 22 janvier en Suisse. L'opposition syrienne en exil, réunie lundi et mardi à Istanbul, a reporté au 17 janvier sa décision de participer ou non à la conférence de paix de Genève, après plus de quarante-huit heures de très vives discussions entre ses membres.

Syrie : au moins 45 rebelles tués à Homs

Ils tentaient de briser le siège imposé par les forces du régime à des quartiers de Homs, dans le centre de la Syrie.



Des bâtiments endommagés par les bombardements, à Homs (Syrie), le 9 janvier 2014. (REUTERS)

Par Francetv info avec AFP, publié le 09/01/2014 | 22:34

Au moins 45 rebelles ont été tués dans le centre de la Syrie, rapporte jeudi 9 janvier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui s'appuie sur un vaste réseau de militants et de sources médicales. Ils tentaient de briser le siège imposé par les forces du régime à des quartiers de Homs. Les rebelles, qui appartenaient à différentes brigades, ont été tués entre mercredi soir et jeudi matin alors qu'ils tentaient de briser l'étau qui enserme ces quartiers depuis plus d'un an, précise l'OSDH.

"Ils ont été tués alors qu'ils tentaient de lancer une opération pour mettre fin au siège de Homs. Ils ont été pris dans une embuscade par les forces du régime près du quartier de Khaldiyyé, qui est sous le contrôle du gouvernement", a déclaré Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. Selon lui, le nombre de tués pourrait être plus élevé.

Selon des militants, plusieurs milliers de civils sont piégés par le blocus imposé par l'armée contre les zones rebelles de la vieille ville de Homs. En octobre, des militants avaient prévenu que ces zones manquaient de nourriture et de carburant et que les habitants souffraient de malnutrition.

Syrie : 500 morts dans des affrontements entre rebelles et islamistes

Actualité International Le Point.fr - Publié le 10/01/2014 à 12:21 Source AFP

Ces combats font rage depuis une semaine dans le nord de la Syrie, notamment dans les provinces d'Alep, d'Idleb et de Raqa.

La guerre opposant depuis une semaine des rebelles majoritairement islamistes aux djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (lié à al-Qaida) a fait près de 500 morts dans le nord de la Syrie, a affirmé vendredi une ONG. "Nous avons pu établir que 482 personnes avaient trouvé la mort en raison des combats : 240 membres des brigades rebelles, 157 combattants de l'EIIL et 85 civils", a affirmé à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Parmi les civils figurent 42 otages exécutés par l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) dans son quartier général d'Alep. Les rebelles ont pour leur part liquidé 47 combattants de l'EIIL dans la province d'Idleb (nord-ouest), selon Rami Abdel Rahmane. "Les autres victimes ont péri durant les combats. Il y a certainement des dizaines d'autres morts, mais il nous a été impossible de les documenter avec précision, a-t-il souligné. L'OSDH a demandé que "tous les crimes commis en Syrie soient présentés à la Cour pénale internationale."

Ces combats font rage depuis une semaine dans le nord de la Syrie, notamment dans les provinces d'Alep, d'Idleb et de Raqa. Vendredi, les rebelles ont poursuivi leur avance dans les provinces d'Alep et d'Idleb, où la présence de l'EIIL est faible tandis que les djihadistes ont l'avantage dans la région de Raqa, qui est sous leur contrôle depuis plusieurs mois.

THAÏLANDE

Thaïlande: 15.000 policiers face aux menaces de "paralyser" Bangkok

Actualité International AFP - Publié le 08/01/2014 à 11:37

Près de 15.000 policiers et soldats vont être déployés à travers Bangkok face aux menaces des manifestants de "paralyser" la capitale thaïlandaise à partir de lundi prochain.

"Notre but est d'empêcher toute violence ou affrontement", a déclaré mercredi à la télévision le porte-parole de la police nationale, Piya Uthayo, annonçant cette mobilisation.

Les manifestants réclament le départ de la chef du gouvernement Yingluck Shinawatra. Ils l'accusent d'être la marionnette de son frère, l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra, victime d'un coup d'Etat en 2006.

En menaçant de bloquer lundi tout le trafic automobile et de couper l'électricité dans des bâtiments officiels, ils espèrent faire tomber le gouvernement et empêcher les élections législatives du 2 février.

Des violences sont redoutées. En un peu plus de deux mois de manifestations, huit personnes ont été tuées, la plupart dans des circonstances troubles, et des dizaines d'autres blessées.

Au total, 146 écoles resteront fermées lundi à Bangkok à cause de ce "shutdown".

La compagnie Singapore Airlines a quant à elle annoncé la suppression de 19 vols vers Bangkok entre le 14 janvier et le 25 février. Et plus largement, les autorités thaïlandaises s'inquiètent de l'impact de la crise sur le tourisme et les investisseurs.

Les autorités ont précisé qu'en fonction de l'évolution de la situation la semaine prochaine, elles étaient prêtes à déclarer une "situation d'urgence".

Le principal parti d'opposition, le Parti démocrate, partie prenante des manifestations, boycotte les élections du 2 février.

Avec cette dernière ligne droite après plus de deux mois de manifestations, ils veulent mettre fin au "système Thaksin".

L'ancien Premier ministre reste malgré son exil le personnage le plus aimé et le plus détesté du royaume, divisant le pays entre masses rurales et urbaines défavorisées du Nord et du Nord-Est, qui l'adorent, et les élites de Bangkok qui le voient comme une menace pour la monarchie.

Les manifestants veulent remplacer le gouvernement par un "conseil du peuple" non élu, repoussant sine die les élections, ce qui suscite des craintes quant à leurs aspirations démocratiques.

La crise actuelle est la pire depuis 2010, lorsque jusqu'à 100.000 rouges avaient occupé le centre de Bangkok pendant deux mois pour réclamer la chute du gouvernement Démocrate de l'époque, avant un assaut de l'armée (90 morts, 1.900 blessés)

TUNISIE

Tunisie: les premiers articles de la Constitution adoptés

Actualité International AFP - Publié le 04/01/2014 à 13:32

La Constituante tunisienne, où les islamistes d'Ennahda sont majoritaires, a adopté samedi les deux premiers articles de la future Constitution, rejetant l'islam comme source de droit tout en en faisant la religion du pays, conformément à un compromis avec l'opposition.

"La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain. L'islam est sa religion, l'arabe est sa langue et la République est son régime. Il n'est pas possible d'amender cet article", est-il inscrit dans l'article Premier adopté par 146 voix sur 149 élus votants.

Les députés ont aussi approuvé l'article 2, lui aussi non amendable, prévoyant l'instauration d'un "Etat à caractère civil, basé sur la citoyenneté, la volonté du peuple et la primauté du droit".

Ennahda s'était rangée dès le printemps 2012 derrière la formulation de l'article 1, déjà inscrite dans la Constitution de 1959, indiquant renoncer à l'introduction de la charia (loi islamique) dans la Loi fondamentale.

L'hémicycle a d'ailleurs rejeté deux amendements, l'un proposant l'islam et l'autre le Coran et la sunna (ensemble des paroles du Prophète, de ses actions et de ses jugements) comme "source principale de la législation".

"Adopter l'islam comme source principale de la législation donnera un soutien spirituel à tous les droits et libertés", a jugé un défenseur de la loi islamique, Mohamed Hamdi du petit parti "Courant de l'amour".

"Nous sommes dans le système de la loi temporelle et les amendements demandés sont contre la modernité", a réagi Mahmoud Baroudi, un élu séculier de l'Alliance démocratique.

Un autre article abordant ce thème doit encore être étudié dans ce premier chapitre intitulé "dispositions générales", le n°6 qui fait de l'Etat "le gardien de la religion", "le protecteur du sacré" et le "garant de la liberté de conscience".

Un total de 146 articles et quelque 250 amendements doivent être étudiés au total. Selon différents partis, un consensus assez large a été négocié pour permettre l'adoption du texte à la majorité des deux-tiers des 217 élus et éviter la tenue d'un référendum.

Un climat chaotique

Malgré cela, le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Mustapha Ben Jaafar a été contraint vendredi et samedi d'ordonner des interruptions de séance en raison de disputes et protestations, notamment sur les règles régissant les interventions.

Vendredi, premier jour des débats consacrés au préambule de la Constitution, M. Ben Jaafar avait clos la séance vers 23H00 face aux tensions pour finalement prononcer samedi matin le fin du débat sur ce texte de six paragraphes.

Ce climat chaotique a fait l'objet de critiques sévères des journaux tunisiens qui doutent de la capacité des députés de tenir leur promesse d'adopter la Constitution avant le 14 janvier, 3e anniversaire de la révolution qui déclencha le Printemps arabe.

Le quotidien La Presse s'est indigné des "scènes désolantes qui nous ont été données de suivre", comparant l'hémicycle à "une arène sauvage où tous les coups bas sont permis".

L'adoption de la Constitution, puis d'une loi et d'une commission électorales avant le 14 janvier, sont les clefs de voûte d'un accord entre opposants et Ennahda pour résoudre une profonde crise déclenchée le 25 juillet par l'assassinat du député de gauche Mohamed Brahmi, le deuxième en 2013 attribué à la mouvance jihadiste.

A l'issue de ce processus, Ennahda s'est engagé à laisser le gouvernement à des indépendants dirigés par l'actuel ministre de l'Industrie, Mohamed Jomaâ.

Le Premier ministre islamiste Ali Larayedh a cependant exclu de démissionner avant que l'ANC n'achève ces travaux, bien que le principal médiateur de la crise, le syndicat UGTT, table sur son remplacement le 8 janvier.

Élue en octobre 2011, la Constituante devait achever sa mission en un an, mais le processus a été ralenti par un climat politique délétère, l'essor de groupes jihadistes armés et des conflits sociaux.

Ses travaux ont aussi été minés par l'absentéisme des élus, les erreurs de procédures et un boycott de l'opposition de plusieurs mois après l'assassinat de Mohamed Brahmi.

Les détracteurs d'Ennahda jugent les islamistes responsables, au moins par leur laxisme, de l'essor de la mouvance jihadiste.

En Tunisie, la liberté de conscience l'emporte sur la charia

Actualité Éditos Chroniques de l'Afrique et du Proche-Orient Mireille Duteil Le Point.fr - Publié le 05/01/2014 à 17:44

Les premiers articles fraîchement adoptés de la nouvelle Constitution tunisienne font de la religion une question individuelle. Une première dans le monde arabe.



L'Assemblée nationale tunisienne a commencé à voter les articles de la nouvelle Constitution (photo d'illustration). © Aimen Zine/AP/SIPA

Une révolution qui ne dit pas son nom se joue en Tunisie. Avec un an et trois mois de retard, l'Assemblée nationale, où les députés du parti islamiste Ennahda sont majoritaires, a commencé à adopter, le 4 janvier, les premiers articles de la nouvelle Constitution, dont celui garantissant "la liberté de conscience". La Constitution tunisienne est ainsi la première du monde arabe à reconnaître la liberté de conscience dans un de ses articles. Concrètement, les Tunisiens pourront se déclarer "a-religieux" et, mieux encore, ils pourront décider de changer de religion. Chose impensable - officiellement - pour un musulman puisqu'il risque d'être considéré comme apostat et, à ce titre, menacé de mort par des islamistes radicaux. Et si la majorité des pays arabes - à l'exception des pays du Golfe et du Maroc, où le statut de commandeur des croyants du roi implique que les Marocains, sauf s'ils sont juifs, sont *ipso facto* musulmans - ont tous des citoyens à la fois arabes et chrétiens de naissance, les conversions ne sont officiellement pas possibles.

La société tunisienne est, comme dans la quasi-totalité des pays arabes et musulmans, divisée entre "un pôle moderne et séculier et un pôle conservateur et religieux", selon les termes de Séverine Labat, chercheur au CRNS*, et ce grand pas vers la liberté et la modernité ne s'est pas fait sans mal. Il explique le retard pris dans l'adoption de la nouvelle Constitution de l'après-Printemps arabe. Vendredi et samedi, les débats sur le préambule de la nouvelle loi fondamentale ont été plus houleux, obligeant à plusieurs interruptions de séance.

Pas de référence à la charia

Non seulement les députés ont adopté l'article sur la "liberté de conscience", mais, en plus, le parti islamiste Ennahda, au pouvoir depuis octobre 2011 et très contesté par l'opposition moderniste et séculière, a accepté, dès le printemps 2012, de ne pas introduire de référence à la charia (la loi islamique) dans la nouvelle Constitution. Il avait donné son accord à la reprise des deux premiers articles de la Constitution de 1959 : l'article 1 qui précise que "La Tunisie est un État libre, indépendant et souverain. L'islam est sa religion, l'arabe sa langue et la République son régime." Les députés ont tous voté (à trois exceptions près) en faveur de cet article qui précise "qu'il ne peut être amendé " ; et l'article 2, non amendable aussi, qui prévoit l'instauration d'"un État à caractère civil, basé sur la citoyenneté, la volonté du peuple et la primauté du droit".

Les amendements proposant l'islam comme "source principale de la législation" ont donc été rejetés par l'Assemblée. Un renoncement mal vécu par l'aile dure du parti islamiste. Mais au fil des mois et de la contestation grossissante contre Ennahda, celui-ci n'avait plus guère de choix.

L'État, "gardien de la religion"

Par contre, le compromis passé entre Ennahda et l'opposition fait de l'islam "la religion du pays". C'était déjà le cas dans la Constitution adoptée sous Bourguiba en 1959, au lendemain de l'indépendance. L'État devient par ailleurs le "protecteur du sacré" et le "gardien de la religion" (article 6). Ces formulations vagues peuvent-elles être interprétées pour tenter de remettre en question la liberté de conscience ? Certains s'y essaieront probablement.

Il reste encore aux députés tunisiens à voter, avant le 14 janvier prochain, 132 autres articles de la Constitution ainsi qu'une loi électorale pour organiser des élections législatives et mettre fin à la période de transition qui a commencé avec le départ de Ben Ali, l'ancien président, le 14 janvier 2011. Dans l'immédiat, un consensus semble avoir été trouvé pour que la nouvelle loi fondamentale soit adoptée à la majorité des deux tiers des élus et ainsi éviter l'organisation d'un référendum.

* *Les islamistes tunisiens, entre l'État et la mosquée*, éditions Demopolis, Paris.

Tunisie : l'égalité hommes-femmes inscrite dans la Constitution

Actualité International LeParisien.fr Publié le 07.01.2014, 07h24



La Tunisie a approuvé lundi l'égalité "sans discrimination" des "citoyens et citoyennes" dans sa future Constitution, un texte unique dans le monde arabe même si l'égalité entre les sexes n'est pas énoncée clairement. | **Fethi Belaid**

La Tunisie est devenue lundi le premier pays du monde arabe à inscrire dans sa constitution l'égalité entre hommes et femmes. «Tous les citoyens et les citoyennes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont égaux devant la loi sans discrimination aucune», dispose l'article 20 du projet de Constitution adopté par 159 voix sur 169 votants.

Cette formulation est le fruit d'un compromis entre les islamistes d'Ennahda, majoritaires à l'assemblée, et l'opposition laïque. Ce texte unique dans le monde arabe s'ajoute à d'autres concessions des islamistes sous la pression de la société civile et de l'opposition.

Ennahda avait fait scandale durant l'été 2012 en annonçant vouloir introduire le concept de «complémentarité» homme-femme. Confronté à une levée de boucliers, le parti a finalement renoncé à ce projet. Les islamistes ont aussi accepté au fil des mois de renoncer à inscrire l'islam comme source de droit et à punir les «atteintes au sacré». Ils ont aussi voté dimanche, sous la pression de l'opposition laïque, l'interdiction des «accusations d'apostasie», un élu ayant affirmé avoir été menacé après avoir été qualifié d'ennemi de l'islam, alors que deux opposants ont été assassinés en 2013 par la mouvance jihadiste.

Une «victoire» pour les féministes

L'article validé lundi a néanmoins été critiqué par des ONG comme Human Rights Watch et Amnesty, qui jugent la formule «citoyens et citoyennes» trop réductrice. «La Constitution devrait préciser que les hommes et les femmes sont égaux et ont droit à la pleine égalité en droit et en fait», relevaient vendredi ces organisations. Elles souhaitent aussi que la non-discrimination soit élargie aux raisons de «race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre». Néanmoins, les militantes féministes, se sont félicitées de l'adoption de l'article 20. «C'était notre revendication et c'est une victoire», a dit Ahlem Belhaj, l'ex-présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates.

La Constituante a aussi approuvé lundi l'article stipulant que «les libertés d'opinion, de pensée, d'expression, d'informations sont garanties». Des dispositions garantissant les droits des justiciables et imprescriptibilité du crime de torture ont été validés. Ces textes sont hautement symboliques après cinq décennies de dictature, jusqu'à la révolution de janvier 2011. Elle a aussi approuvé l'article 21 qui dispose que «le droit à la vie est sacré. Nul ne peut lui porter atteinte sauf dans les cas extrêmes fixés par la loi». Ce compromis a été critiqué car il n'abolit pas la peine de mort. Un amendement en ce sens a été rejeté bien qu'aucune exécution n'ait eu lieu depuis le début des années 1990.

Un texte qui doit être adopté avant le 14 janvier



Le vote de la Constitution, entamé vendredi, a été très chaotique et interrompu par de multiples polémiques. Après l'examen article par article en cours, le texte dans son ensemble doit obtenir les votes des deux-tiers des élus pour éviter un référendum. La classe politique s'est engagée à adopter la Loi fondamentale avant le 14 janvier, 3e anniversaire de la révolution qui marqua le début du Printemps arabe. Son adoption et la formation d'une loi et d'une commission électorales sont les clefs de voûte d'un accord entre opposants et Ennahda pour résoudre une profonde crise déclenchée par l'assassinat le 25 juillet du député de gauche Mohamed Brahmi. A l'issue de ce processus, Ennahda s'est engagée à céder la place à un gouvernement d'indépendants pour conduire le pays à des élections. Le principal médiateur de la crise politique, le syndicat UGTT, a exigé que le Premier ministre Ali Larayedh démissionne au plus tard le 9 janvier.

Des chômeurs attaquent un poste de police

Des jeunes chômeurs ont attaqué dans la nuit de dimanche à lundi un poste de police dans la région de Gafsa, incendiant ses équipements. Ces jeunes chômeurs de la ville d'El Guettar protestaient contre les résultats d'un concours de recrutement d'une société publique travaillant dans le domaine de l'environnement. Mécontents de ne pas avoir été recrutés, ils ont profité de l'absence des forces de l'ordre pour vider un poste de police et le siège d'une sous-préfecture d'El Guettar, brûlant leurs équipements dans la rue. Les protestataires avaient tenté déjà samedi de bloquer les accès à la ville avant d'être dispersés sans ménagement par la police.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué lundi soir que des heurts sporadiques avaient eu lieu trois jours durant dans cette localité, culminant dans la nuit de dimanche à lundi. «Les auteurs de ces agressions n'échapperont pas aux poursuites. Une enquête a été ouverte en coordination avec le parquet sur ces faits à El Guettar», a précisé le ministère.

Tunisie: le Premier ministre va remettre sa démission

Actualité International AFP - Publié le 09/01/2014 à 15:02

Le Premier ministre tunisien, Ali Larayedh, a annoncé qu'il remettrait officiellement jeudi sa démission au président Moncef Marzouki, en conformité avec un accord négocié par la classe politique pour sortir la Tunisie de longs mois de crise.

"Je vais présenter cet après-midi la démission du gouvernement au président", a déclaré le Premier ministre islamiste à la télévision nationale.

"Nous avons assumé nos responsabilités dans des conditions très difficiles, nous avons travaillé dans l'intérêt du pays et nous respectons nos engagements", a-t-il dit.

La Constituante ayant formé tard mercredi soir une instance électorale et la Constitution étant en cours d'adoption, les conditions fixées dans un accord co-signé par l'essentiel de la classe politique étaient réunies pour la démission de M. Larayedh.

Le ministre sortant de l'Industrie, Mehdi Jomaâ, est appelé à succéder à M. Larayedh et devra former un cabinet d'indépendants devant conduire la Tunisie jusqu'à des élections en 2014.

Tunisie : la parité hommes-femmes intégrée à la Constitution

Actualité International Le Point.fr - Publié le 09/01/2014 à 13:59 Source AFP

La Constituante a adopté à une courte majorité le principe suivant lequel les assemblées élues devront compter autant de femmes que d'hommes.



L'Assemblée constituante de Tunisie, le 8 janvier 2014. © FETHI BELAID / AFP

La Constituante tunisienne a approuvé jeudi un article de la future Constitution introduisant le principe de la parité hommes-femmes dans les assemblées élues. "L'État œuvre à la réalisation

de la parité des hommes et des femmes dans les assemblées élues", dispose le 3e paragraphe de l'article 45 adopté par 116 voix sur 188 votants de cette assemblée où les islamistes d'Ennahda disposent d'une majorité relative. Après le vote, les élus se sont levés et ont entonné l'hymne national. Les minutes précédant et suivant l'adoption de cet amendement à une courte majorité - 109 voix étaient nécessaires pour son intégration à la Loi fondamentale - auront été houleuses, de nombreux députés criant pour prendre la parole.

L'article 45 dispose par ailleurs que "L'État garantit les droits acquis des femmes et travaille à les soutenir et les développer". Il note aussi que "L'État garantit l'égalité des chances entre les femmes et les hommes" et qu'il "prend les mesures nécessaires pour éliminer les violences faites aux femmes".

Cet article a fait l'objet d'intenses négociations ces derniers jours qui ont abouti au compromis voté jeudi. La Constituante avait déjà adopté lundi un article d'ordre général reconnaissant que "tous les citoyens et les citoyennes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont égaux devant la loi sans discrimination aucune". Cet article était cependant jugé trop vague par une partie de l'opposition et des organisations de défense des droits de l'homme. La Tunisie, sans consacrer l'égalité des sexes, est depuis 1956 le pays arabe accordant le plus de droits aux femmes. L'homme reste cependant privilégié, notamment concernant l'héritage.

TURQUIE

Turquie : grand ménage dans la police et la justice

Actualité International Le Point.fr - Publié le 08/01/2014 à 12:13 Source AFP

Sept cents gradés ou simples officiers ont été victimes de la purge organisée par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan depuis la mi-décembre.



Le Premier ministre de Turquie Recep Tayyip Erdogan envisage sérieusement de se présenter à la présidentielle. © Stefan Boness / Sipa

Le gouvernement turc a continué mercredi à faire le ménage au sein de la police et de la justice, soupçonnées d'avoir instrumentalisé la vaste enquête anti-corruption qui le menace, en renvoyant les préfets de police de plusieurs grandes villes du pays. Au lendemain d'une purge sans précédent dans les rangs des forces de l'ordre, le ministre de l'Intérieur Efkan Ala a signé mercredi un nouveau décret congédiant cette fois 16 hauts responsables policiers, dont le chef adjoint de la sûreté nationale et ceux de métropoles-clés, comme Ankara, Izmir (ouest), Antalya (sud) ou Diyarbakir (sud-est).

Selon le décompte de la presse turque, cette nouvelle purge porte à plus de 700 le nombre de gradés ou de simples officiers démis de leurs fonctions depuis la mi-décembre, dont 350 dans la seule journée de mardi dans la seule capitale du pays. Dans le même temps, l'un des principaux procureurs d'Istanbul en charge de l'enquête, Zekeriya Öz, a été dessaisi et placé en disponibilité, ont rapporté les médias. Ce magistrat avait été mis en cause pendant le week-end dans les colonnes de la presse gouvernementale, qui l'a accusé d'avoir passé des vacances en famille à Dubai aux frais d'un magnat de l'immobilier inculpé dans l'enquête qu'il pilotait.

Un "État dans l'État"

Toutes les victimes du grand nettoyage opéré sur ordre du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan sont soupçonnées d'appartenir à la très influente confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, qu'il accuse d'être à l'origine du scandale qui secoue le pays. En tournée en Asie toute la semaine, Recep Tayyip Erdogan reproche à l'organisation de Fethullah Gülen, qui vit en Pennsylvanie (États-Unis), d'avoir constitué un "État dans l'état" et monté une "conspiration" pour le faire tomber, à trois mois des élections municipales.

La décision en novembre du gouvernement de fermer les écoles privées de soutien scolaire, manne financière de la confrérie, a mis le feu aux poudres entre le Parti de la justice et du développement (AKP) et Fethullah Gülen, pourtant alliés depuis l'accession au pouvoir en 2002 de l'élite islamo-conservatrice turque. En plus de la justice et la police, le pouvoir s'est attaqué à toute la fonction publique. Depuis plusieurs jours, de nombreux hauts fonctionnaires des ministères des Finances, de l'Éducation et des Transports ont également été remerciés, selon les médias turcs.

"La police nationale a été littéralement éventrée"

Cette contre-offensive musclée a déchaîné les critiques de la presse proche de l'opposition. "La police nationale a été littéralement éventrée", a dénoncé dans *Milliyet* l'éditorialiste Mehmet Tezkan. "Le gouvernement ne pense qu'à lutter contre un État parallèle, tout cela va inévitablement se retourner contre lui", a anticipé Ismet Berkan dans *Hürriyet*. Sourd aux critiques venues de Turquie ou de l'étranger, le gouvernement prépare déjà la prochaine étape de sa reprise en main. Dans son collimateur figure désormais l'une des principales institutions judiciaires du pays, le Haut Conseil des juges et procureurs (HSKY), qui a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête sur les "pressions" exercées sur les magistrats en charge du dossier. L'AKP a ainsi déposé dès mardi soir au Parlement un projet de loi limitant les pouvoirs de cette institution, a-t-on appris mercredi de source parlementaire.

Le principal rival politique du Premier ministre, le chef du Parti républicain du peuple (CHP) Kemal Kılıçdaroglu, a dénoncé ses attaques contre les magistrats. "Est-ce qu'un jour vous comparâtes devant ces juges ? Oui, vous serez devant eux lorsque la politique propre aura triomphé dans ce pays", a-t-il lancé. Six mois après les manifestations populaires qui ont fait vaciller le régime, ce scandale menace l'avenir personnel de Recep Tayyip Erdogan, qui envisage sérieusement de se présenter à la présidentielle d'août 2014. Son impact économique inquiète également les milieux d'affaires turcs et les marchés financiers. "Si ce scandale de corruption se poursuit, il peut fragiliser le gouvernement et affaiblir sa capacité à prendre des mesures adaptées pour maintenir la stabilité économique", a mis en garde mardi l'agence de notation Fitch.

Les Turcs célèbrent à leur manière la présidence grecque de l'UE (MAJ)

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 10, 2014 *Nicolas Gros-Verheyde Avions de combat*



(Crédit : ministère turc de la Défense – archives)

(BRUXELLES2) Douze avions de combat turcs ont violé l'espace aérien grec jeudi (9 janvier), au moment même où la Grèce entamait sa présidence de l'Union européenne.

Les avions volaient en deux formations. L'une de 10 avions, l'autre de 2 avions. 6 d'entre eux étaient armés selon l'agence de presse Ana. Ils n'ont pas soumis de plans de vol à la zone d'information de vol (FIR) d'Athènes. Des avions grecs ont été alertés, ont « intercepté » les avions et les ont identifiés, indique l'Etat-Major grec.

Outre ce survol, un hélicoptère turc Cougar AS-532 (version améliorée du Puma) a également violé l'espace aérien – pénétrant dans la zone d'Athènes, sans soumettre un plan de vol, à 14h35, survolant l'extrémité nord-est de Samos à une altitude de 10.000 pieds (environ 3000 m.). NB : L'île de Samos, située à l'extrémité orientale du pays, est effectivement à une encablure des côtes turques

Commentaire : La situation en Turquie, comme en Grèce, n'étant pas tout à fait propice aux apaisements, il y a fort à gager que ces incidents, qui se produisent régulièrement et sont généralement sans gravité, se répètent régulièrement durant les prochains mois. Les

gouvernements, au pouvoir à Athènes comme Ankara, pouvant avoir intérêt à flatter l'ego national. On attend cependant une réaction de l'UE comme de l'OTAN. On se rappelle notamment de l'attitude turque qui avait boycotté la présidence chypriote de l'UE.

YEMEN

Yémen : combats sanglants entre chiites et tribus dans le Nord

Actualité International Le Point.fr - Publié le 08/01/2014 à 10:31 Source AFP

Des violences ont éclaté à 140 kilomètres au nord de Sanaa. Des témoins affirment que les combats ont fait des dizaines de morts et de blessés.

De sanglants combats opposent depuis lundi des rebelles chiites à des combattants de la puissante tribu des Hached, au nord de Sanaa, indiquent mercredi des sources tribales. Les combats déclenchés par les rebelles chiites se déroulent dans les régions de Wadi Khiwane, Oussaïmat et d'autres zones situées dans la province d'Omrane, à 140 kilomètres au nord de Sanaa, et considérées comme des bastions de la tribu des Hached, selon ces sources. Les rebelles chiites veulent se venger, selon ces sources, des Hached pour leur soutien à des groupes salafistes retranchés à Dammaj, fief des chiites dans la province septentrionale de Saada.

Des témoins ont affirmé que ces combats avaient fait des dizaines de morts et de blessés, mais aucun bilan précis des affrontements, parfois à l'arme lourde, n'a été établi. Les rebelles chiites qui se nomment également Ansarullah ont affirmé, sur leur site internet, qu'ils avaient réussi à prendre le contrôle de plusieurs positions aux miliciens des Hached. Des sources tribales ont confirmé que les rebelles avaient réussi mardi à chasser les combattants tribaux de plusieurs de leurs positions.

Les combats ont repris fin octobre

Durant les combats, l'un des chefs des Hached, Hachem Al-Ahmar, a échappé à la mort, mais l'un de ses gardes et deux de ses proches ont été tués, selon les sources tribales. Une délégation dépêchée sur les lieux par la présidence yéménite pour négocier une trêve n'a pas réussi encore à rencontrer les belligérants. Les combats ont repris fin octobre entre rebelles chiites et fondamentalistes sunnites à Saada. Plusieurs accords de trêve n'ont pas tenu.

Ces combats se sont étendus ensuite à d'autres régions plus au sud et plus à l'est, impliquant de plus en plus des tribus opposées aux rebelles chiites, accusés de bénéficier du soutien de l'Iran. Le Comité international de la Croix-Rouge a annoncé qu'il avait évacué lundi, à la faveur d'un cessez-le-feu, 34 personnes blessées dans les affrontements entre rebelles et fondamentalistes sunnites dans le nord du Yémen. Les chiites de confession zaïdite sont majoritaires dans le nord du Yémen, alors qu'à l'échelle nationale les sunnites sont prédominants.

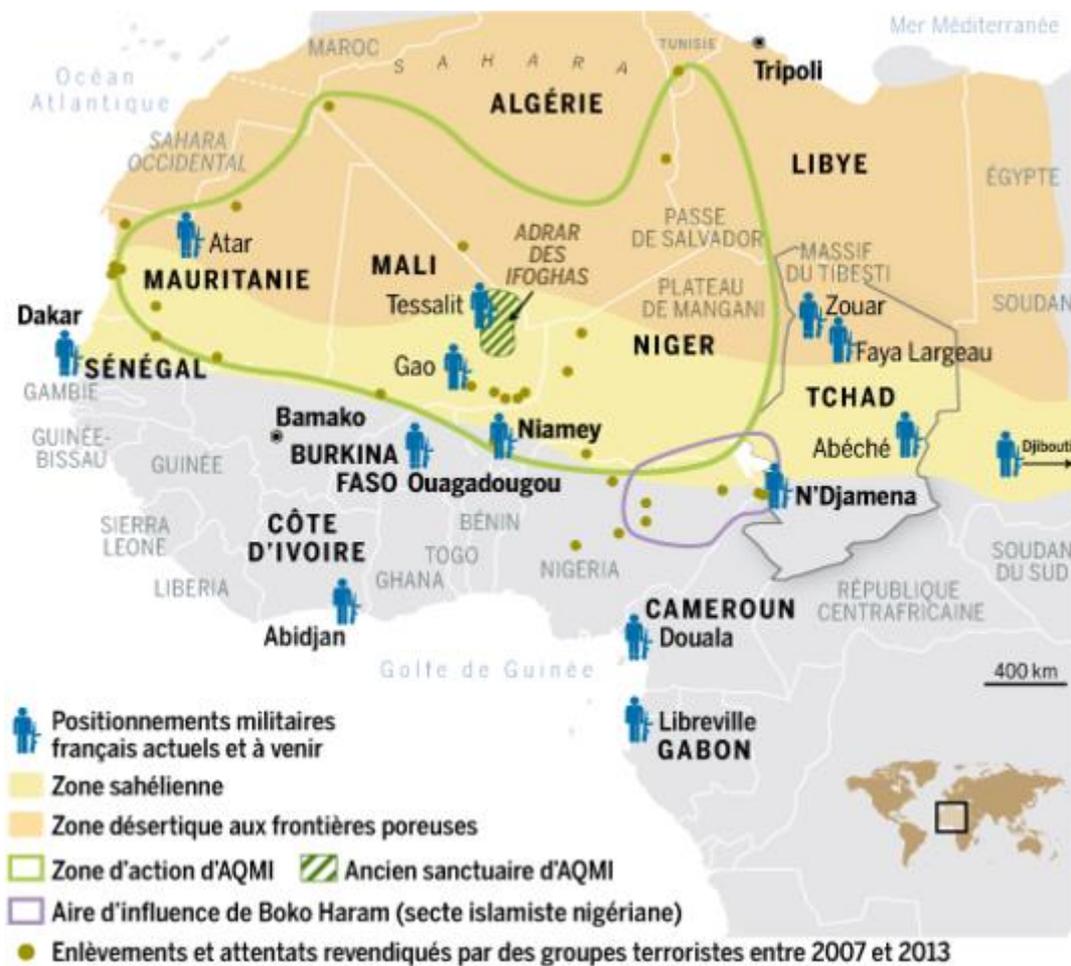
7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : <http://www.defense.gouv.fr/operations>

ANTI-TERRORISME

La France redéploie son dispositif sécuritaire au Sahel

LE MONDE 04.01.2014 à 10h40 Par Nathalie Guibert (Faya-Largeau (nord du Tchad), envoyée spéciale)



C'est une oasis verte dans le désert tchadien, avec quelques centaines d'habitants, des maisons de boue séchée au milieu des palmiers dattiers, mais aussi une piste d'atterrissage impeccable. A 1000 km au nord de N'Djamena, la capitale, 350 km, seulement, de la frontière sud de la Libye, la petite bourgade de Faya-Largeau sera l'un des points importants du nouveau dispositif sécuritaire français au Sahel.

Le lieu est stratégique car il est situé au carrefour des grandes routes traditionnelles de la bande sahélo-saharienne. Il a déjà une longue histoire militaire. Gisent dans le sable, ici une carcasse de char libyen, là des douilles rouillées de mortier, ultimes traces des derniers combats qui, en 1983, ont opposé soldats libyens d'un côté, tchadiens et français de l'autre.

A Faya-Largeau, où s'est rendu vendredi 3 janvier le ministre français de la défense, Jean-Yves Le Drian, Paris adapte sa stratégie face au terrorisme d'Al-Qaida et de ses affidés dans la région. M. Le Drian a annoncé au président Idriss Déby l'intention française de garder cet avant-poste, où se relaient déjà 30 soldats. Mi-octobre 2013, deux Rafale et un avion de transport C-130 s'étaient posés sur la petite base, dont la piste peut accueillir des gros-porteurs.

Du Sénégal à Djibouti, l'ensemble des positionnements de l'armée française en Afrique est en cours de réexamen. Les ministres des affaires étrangères et de la défense s'emploient à en dessiner les nouveaux contours, avec les chefs des Etats concernés. Tandis que Laurent Fabius rencontrait Paul Biya au Cameroun à l'occasion de la libération de l'otage Georges Vandenbeusch, Jean-Yves Le Drian a échangé une nouvelle fois avec les présidents malien, nigérien et tchadien au cours d'une visite de plusieurs jours dans la région.

La guerre de Libye a dispersé les groupes criminels et djihadistes dans le Sahel, imposant une adaptation. Le Sud libyen est le nouveau point d'inquiétude. Paris veut ainsi convaincre ses partenaires européens de consacrer des moyens – surveillance des frontières notamment – à cette « zone grise » hors de tout contrôle.

La guerre au Mali, elle, a détruit le sanctuaire d'AQMI dans le massif des Ifoghas au nord et ôté toute capacité d'action coordonnée aux différents groupes. Mais elle a laissé des combattants

épars (du Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest, le Mujao, ou du groupe Al-Mourabitoune de Mokhtar Belmokhtar), évalués au plus à quelques centaines. Le but est de les empêcher de se réinstaller.

Pour mieux surveiller, et au besoin agir, il s'agit de « *se rapprocher du problème* », dit-on dans l'entourage de M. Le Drian. La logique affichée est celle de la « *souplesse* », avec un ensemble de points d'appui disséminés sur tout le nord de la bande sahélienne, prêts à lancer des opérations.

« *Il faut des capacités à faire bouger rapidement nos pions* », explique un diplomate. Parallèlement, la défense veut renforcer les coopérations directes avec les armées africaines. Il ne s'agit plus de former des forces locales – l'Union européenne peut s'en charger comme elle le fait avec la reconstruction de l'armée malienne –, mais de les appuyer concrètement sur le terrain, avec des détachements français insérés dans les unités nationales.

Comme les moyens sont limités, les pré-positionnements les plus anciens pourraient voir leur effectif diminuer. La répartition des forces doit faire l'objet d'arbitrages présidentiels prochainement.

Le puzzle comprendra ainsi les « *pôles de coopération* » anciens, bases capables de piloter de grosses opérations ou d'être des réservoirs de forces – Dakar, N'Djamena, Libreville, Djibouti –, à côté de points d'entrée côtiers – Douala au Cameroun et Abidjan – pour acheminer des renforts, et de points d'appui, nombreux, plus ou moins importants au gré des besoins, armés le plus souvent de forces spéciales : Atar en Mauritanie, Gao et Tessalit au Mali, Ouagadougou au Burkina Faso, et, au Niger, Niamey (le tout nouveau pôle dévolu aux drones et au renseignement qu'a visité aussi M. Le Drian le 2 janvier) ainsi que plusieurs autres points au nord-est du pays. Là, il s'agit d'avoir un œil sur la passe de Salvador et le plateau du Mangani, les lieux de passage de tous les groupes criminels. Paris prévoit une « *très forte coopération opérationnelle* » avec les forces nigériennes qui vont devoir se déployer davantage à leur frontière nord-est.

Au Tchad, il y aura donc quatre points possibles. La plate-forme de N'Djamena d'abord, où stationnent six chasseurs français et un état-major capable de coordonner toutes les opérations aériennes françaises dans la région. Faya-Largeau ensuite, qui permettra d'avoir un œil sur une zone prioritaire, le Sud libyen, la zone grise dans laquelle se sont repliés de multiples éléments djihadistes chassés du Mali. Mais l'oasis, où ne stationnent pas moins de 800 soldats et gendarmes tchadiens, est encore loin de la Libye et, à terme, d'autres postes pourraient être utilisés plus au nord encore.

Le massif du Tibesti est tout proche. Pour l'heure, aucune implantation djihadiste n'y est notée, et sa population, des Toubou, ne semble pas perméable à une telle installation. Mais Al-Qaida a déjà tenté de se fixer dans cette zone de hautes montagnes il y a moins de dix ans.

On compte aussi un camp français à l'aéroport d'Abéché, à l'est du pays, où l'opération « Epervier » est active depuis bientôt trente ans comme à N'Djamena. Enfin, la petite ville de Zouar, elle aussi un point de passage historique au nord, pourrait abriter une petite infrastructure. Le colonel Leclerc y est passé au cours de sa longue route vers Paris en 1940, avant de libérer la France. L'armée française, pour qui le Tchad est le pays le plus meurtrier des opérations extérieures depuis 1963, ravive ainsi dans le cadre du contre-terrorisme le souvenir de ses implantations historiques

CENTRAFRIQUE

Opération Sangaris : on ne les entend plus !

<http://medias-presse.info/> Dans politique par Marie-Madeleine Courtial le 6 janvier 2014 à 5:35 /



Le 2 janvier, Jean-Yves Le Drian s'exprimait sur l'opération Sangaris : *« Je vous le dis parce que je me souviens qu'au mois de février de l'année dernière, des experts – vous savez, il faut toujours faire attention parce que les experts sont souvent autoproclamés – disaient “ah mais au Mali – trois semaines après le déclenchement de l'opération Serval – la France s'enlise”. Heureusement que nous n'avons pas écouté les experts. Et que la détermination de nos forces, leurs compétences, a permis le résultat que l'on connaît. Je le dis pour le Mali mais je le dis aussi pour la République centrafricaine »*

Il est bien le seul membre du gouvernement à s'être exprimé sur l'opération Sangaris, ces dernières semaines. Elle a été à peine évoquée durant les vœux de François Hollande et encore c'était pour soutenir nos forces, rien de plus. Une des dernières fois que le Président s'est exprimé en public à ce sujet c'était lors de l'hommage du 16 décembre aux deux soldats français tués : Antoine Le Quinio et Nicolas Vokaer. Ce jour-là, il n'a pas parlé du terme de la mission qui était fixé. On sait que le 27 décembre, il s'est entretenu avec le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon pour demander à ce que les Nations-Unies jouent un rôle plus important dans la période de transition tout en ajoutant que : *« l'action de la France visait à protéger l'ensemble de la population centrafricaine des exactions commises à son encontre, sans discrimination. »* Depuis plus rien... et il n'est pas question dans l'immédiat d'un autre déplacement du Président à Bangui. Quant à Laurent Fabius, on l'a entendu discrètement le 30 décembre lors d'un déplacement au Cameroun où il a répété que l'action de la France visait à protéger l'ensemble de la population centrafricaine des exactions commises à son encontre, sans discrimination. Il a rappelé que la France et des pays voisins voulaient permettre le rétablissement rapide et durable de la sécurité en République centrafricaine et l'organisation d'élections avant février 2015.

Et pourtant, les spécialistes s'accordent pour dire qu'il manque un but précis à l'opération Sangaris, qu'on ne sait plus trop où on va. Le général Pinard Legry nous l'avait confié lors d'une interview qu'il nous avait accordée : *« la question est de savoir ce que l'on veut faire »*. Pour le chercheur Roland Marchal dans *Libération* : *« le concept d'opération des autorités françaises était simpliste et je crois même que, parmi les militaires, certains l'ont dit mais n'ont pas été écoutés... On serait donc en droit d'attendre des mesures d'ordre politique qui sont totalement absentes jusqu'à aujourd'hui. »* Daniel Vernet, spécialiste des relations internationales sur *Slate* est tout aussi critique, dénonçant une mission ambiguë : *« Pour éviter les massacres, qui ont fait plus d'un millier de morts rien que dans la capitale, il faut désarmer non seulement les combattants des deux camps, mais aussi les civils qui s'arment pour se défendre ou attaquer les adversaires. Les militaires ne sont pas les mieux placés et les mieux entraînés pour remplir des tâches de rétablissement ou de maintien de l'ordre. Surtout quand le désordre dégénère en guerre civile. »* Pour lui, la solution politique n'est pas du tout évidente. Dernièrement, MSF a déclaré ne plus pouvoir soigner dans l'aéroport de Bangui sauf cas d'urgence et a réduit son équipe médicale à cause des violences. C'est dire... si l'aéroport n'est même pas sûr.

Le dernier sondage révélait que l'opération Sangaris était de plus en plus impopulaire, ce qui n'a rien d'étonnant. Tout le monde attend que nos dirigeants donnent une orientation claire et précise mais là, on a plutôt l'impression qu'ils ne savent plus trop quoi faire. D'ici le début du mois d'avril, le Parlement doit se prononcer sur la prolongation de l'intervention militaire en Centrafrique.

Sangaris: point de situation du 10 janvier 2014

Mise à jour : 10/01/2014 19:17

Point sur les opérations de la force Sangaris, engagée en République de Centrafrique, du 04 au 10 janvier 2014.

Depuis le 4 janvier, la situation sécuritaire semble s'être apaisée en RCA, en dépit d'actes ponctuels de malveillance. La force SANGARIS poursuit son action à Bangui, comme en province, visant à rétablir un niveau de sécurité minimal et de faciliter la montée en puissance de la MISCA.



Les unités poursuivent les opérations de contrôle de zone ciblées aux côtés de la MISCA. Cela passe par des patrouilles dissuasives à pied, en véhicule, des actions de contrôle de cantonnement et, si besoin, de désarmement.

A Bangui, de jour comme de nuit, les troupes françaises maintiennent leur vigilance et se tiennent prêtes à cibler leur effort en fonction des zones de tensions identifiées. Depuis plusieurs jours, l'effort est marqué sur les 3^e, 4^e et 5^e arrondissements de la ville, où la force agit aux côtés des unités de la MISCA.

Avec la montée en puissance de la force africaine, dont l'effectif est dorénavant de plus de 4400 hommes, le niveau de coopération n'a cessé de s'accroître. Aujourd'hui la force Sangaris conduit des opérations communes, en particulier avec les bataillons burundais et tchadiens de la MISCA.



Parallèlement, la force Sangaris poursuit la sécurisation de l'emprise de M'Poko – là encore aux côtés de la MISCA - où plusieurs milliers de déplacés sont réfugiés, afin de sécuriser la traficabilité aérienne.

Dans le reste du pays, le maillage du territoire est principalement assuré par la MISCA qui déploie plus d'un millier d'hommes répartis dans une dizaine de villes. La force Sangaris est quant à elle déployée à Bossangoa, d'où elle poursuit, aux côtés des soldats congolais, ses actions de contrôle de zone avec le volume d'une centaine de militaires.

Enfin, le 9 janvier, le général Soriano, commandant de l'opération Sangaris, accompagné de représentants de la MISCA ont rencontré les responsables civils et religieux de Bangui ainsi que d'ONG. Ensemble, ils ont abordé la question du retour des déplacés dans leurs quartiers d'origine et les modalités de reprise de la vie économique dans les arrondissements concernés.

Environ 1600 militaires français sont actuellement déployés en République Centrafricaine. Lancée le 5 décembre 2013 par le Président de la République, l'opération Sangaris vise à rétablir une sécurité minimale en République Centrafricaine et à faciliter la montée en puissance de la MISCA ainsi que son déploiement opérationnel.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

CÔTE D'IVOIRE

Côte d'Ivoire : opération de présence dans la région d'Oumé

Mise à jour : 07/01/2014 16:43

Du 22 au 27 décembre 2013, un élément de la force Licorne a mené une opération de présence de moyenne durée (OPMD) dans la région d'Oumé, à 250 km au Nord-Ouest d'Abidjan.



Le peloton d'éclairage et d'investigation (PEI) de l'escadron « Alpha » de la force Licorne composé d'une trentaine de militaires, accompagné d'un détachement de liaison des Forces Républicaine de Côte d'Ivoire (DL FRCI), a patrouillé pendant cinq jours dans les cinq villes et villages du département d'Oumé (Hire, Diegonefla, Doukouya et Kimoukro).

Les OPMD ont pour objectifs de prendre contact avec les autorités civiles, militaires et coutumières locales, de nouer des liens avec la population et de permettre aux soldats de la force de renforcer leur connaissance du terrain. A Oumé, les militaires français ont distribué une soixantaine de kits scolaires et manuels au profit des élèves et professeurs du lycée moderne.

Enfin, tout en assurant le soutien sanitaire du détachement, l'équipe santé a reçu en consultation plus d'une centaine d'adultes et d'enfants et a réalisé de nombreux soins et distribution de médicaments, dans le cadre des actions d'aide médicales à la population (AMP).

La force Licorne comprend 450 hommes qui accompagnent la réforme de l'armée ivoirienne en soutien de l'ONUCI. Elle est, par ailleurs, en mesure d'assurer la protection des ressortissants français si besoin était.



Sources : EMA Droits : Ministère de la défense

KOSOVO

Kosovo : déploiement de l'EEL sur Camp Cabra, au Nord du Kosovo

Mise à jour : 10/01/2014 17:13

Le 7 janvier 2014, l'escadron d'éclairage et d'investigation (EEI) français engagé au sein de la KFOR au Kosovo s'est déployé à Camp Cabra pour relever le contingent marocain.



L'EEI, armé par le 12^e RC d'Olivet, est déployé à Camp Cabra jusqu'au 2 février. A partir de ce camp, les militaires français conduiront des patrouilles de reconnaissance ou de surveillance du trafic routier à la frontière entre le Kosovo et la Serbie. Ils arment par ailleurs une QRF (*Quick Reaction Force*) au profit de la KFOR.

L'EEI, dans le cadre de son mandat de la KFOR, participe au maintien d'un environnement sûr et sécurisé au profit de l'ensemble de la population du Kosovo, en coopération avec la Mission des Nations unies au Kosovo (MINUK) et la mission de l'Union européenne (EULEX). Environ 320 militaires français sont engagés dans l'opération TRIDENT, nom de la participation française à la KFOR, avec une unité de manœuvre (l'EEI) et un élément de soutien national (ESN).



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

MALI

Serval : le PPLOG sillonne le Mali

Mise à jour : 07/01/2014 15:52

Doté pour la première fois en opération extérieure des porteurs polyvalents logistiques (PPLOG), les escadrons de circulation et de transport (ECT), du bataillon logistique (BATLOG) « *Normandie-Provence* » de la force Serval, parcourent plus de 1000 kilomètres de routes désertiques dans des conditions météorologiques et opérationnelles exigeantes lors de chaque mouvement entre Bamako et Gao.



Le PPLOG permet d'assurer les missions suivantes : ravitaillements logistiques sur les théâtres d'opération, transport ou évacuation de personnel en condition opérationnelle, maintenance et évacuation de véhicules immobilisés, transport de matériaux pour l'appui à la mobilité, à la contre-mobilité et à l'aide au déploiement d'urgence. « *Le PPLOG constitue un atout pour le bataillon logistique, il rend plus mobile le convoi, offrant également, la protection de l'équipage avec sa cabine blindée et son système contre l'onde de choc IED* » précise le colonel de Roquefeuil chef de corps du BATLOG Normandie-Provence.

Ces camions blindés sont dotés d'un système autonome de chargement. Ils permettent l'emport jusqu'à 16 tonnes en capacité maximale. Ils sont équipés d'un dispositif de protection comprenant une cabine blindée contre les mines et les tirs d'armes de calibre 7,62 mm, il peut également recevoir un poste radio de 4^e génération et le système informatisé SITTEL, ainsi qu'un GPS. Sa puissance de 450 CV, ses 8 roues motrices et son double essieu avant directionnel le rendent plus maniable que son prédécesseur, le VTL.

Pour marquer ce premier engagement opérationnel au Mali, un des 6 PPLOG, déployés sur le théâtre sera prochainement baptisé « *Normandie-Provence* » pour souligner cette première évaluation technico-opérationnelle dans des conditions hors normes.

Environ 2500 militaires français sont actuellement présents sur le sol malien et poursuivent une mission de sécurisation visant à affaiblir durablement les groupes terroristes, tout en appuyant le transfert de la zone aux contingents relevant de la MINUSMA.



Sources : EMA Droits : Ministère de la défense

Opération Serval : retour sur un an d'opération

Mise à jour : 10/01/2014 20:35

Il y a un an, le 11 janvier 2013, les autorités maliennes demandent à la France son aide pour arrêter l'avancée de groupes terroristes en direction de Bamako et les repousser vers le Nord.

Sur décision du Président de la République, les armées lancent en quelques heures l'opération Serval.

Cet engagement des armées françaises devait répondre à trois objectifs :

- arrêter l'offensive lancée par les terroristes vers le Sud ;
- désorganiser les réseaux et la logistique des terroristes ;
- ramener les conditions d'une normalisation de la vie politique, soutenir la remontée en puissance de l'armée malienne et assister la MISMA, transformée plus tard en MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) dans le cadre de la résolution 2011 du Conseil de sécurité des Nations unies.



En l'espace de quelques jours, la force Serval a stoppé l'offensive des terroristes et engagé une offensive sur l'ensemble des villes au Nord de la boucle du fleuve Niger, permettant au gouvernement malien de recouvrer l'intégrité et la souveraineté du Mali.

Mi-février, l'ensemble des principales villes maliennes avaient été reprises, et la force a porté son effort dans le Nord-Est du pays afin de désorganiser en profondeur les groupes terroristes. Ces opérations, menées conjointement avec les forces armées maliennes ou en coordination avec les forces africaines de la MISMA, puis de la MINUSMA, ont permis de neutraliser plusieurs centaines de terroristes et d'affaiblir leur potentiel logistique. Environ 160 bâtiments et dépôts logistiques et 120 véhicules appartenant aux groupes terroristes ont été détruits. Par ailleurs, 220 tonnes de munitions et plusieurs centaines d'armement ont été saisis ; une vingtaine de tonnes de nitrate d'ammonium a été détruite.



Parallèlement, une force de l'ONU, la MINUSMA, s'est déployée le 1^{er} juillet 2013, prenant la suite des actions conduites par la MISMA, et l'Union européenne a lancé la mission EUTM Mali au profit de l'armée malienne. La vie politique a également repris, avec l'organisation d'élections nationales à l'été 2013, puis d'élections législatives fin 2013.

L'ensemble de ces avancées a été obtenu au prix d'un engagement intensif des armées, et au prix de la vie de sept militaires français tombés au champ d'honneur. Au plus fort des combats, 4500 militaires ont été engagés dans l'opération Serval. D'un point de vue logistique, le terrain malien, extrêmement vaste (deux fois et demie la France) et soumis à de fortes contraintes naturelles (aucun accès à la mer, zone désertique, fortes chaleurs et abrasivité du terrain) a posé de nombreux défis à la force, amplifiés avec la dispersion géographique, durant une certaine période, des unités de la force. A titre d'exemple, plus de trois millions de kilomètres ont ainsi été parcourus par les logisticiens de la force, et plus de 17 millions de litres de carburant aéronautique et 3 millions de litres de carburant terrestre ont été consommés.

Aujourd'hui, environ 2 500 militaires français sont engagés sur le théâtre malien. Leur mission vise à poursuivre la désorganisation des réseaux terroristes et de leur logistique, et à accompagner la montée en puissance des Forces armées maliennes (FAMA) et à appuyer l'engagement de la MINUSMA.

Le dispositif de la force Serval est essentiellement réparti entre Bamako et Gao. L'état-major opératif est situé à Bamako, aux ordres du général de division Foucaud.



Les moyens terrestres sont constitués d'un groupement tactique interarmes et d'un groupement aéromobile déployés à Gao ; d'un bataillon logistique (transport, ravitaillement, maintenance, soutien santé) déployés à Bamako et à Gao et de moyens de soutien sanitaires associés (antennes chirurgicales avancées).

Les moyens aériens déployés sont composés de chasseurs, d'avions ravitailleurs et de transport, et de moyens de renseignement, opérant depuis Bamako (Mali), N'Djamena (Tchad) et Niamey (Niger).

Chronologie

11 janvier 2013 : lancement de l'opération Serval au Mali, avec trois objectifs définis : mettre un coup d'arrêt à la progression des groupes terroristes, libérer l'intégralité du territoire pour permettre à l'État d'y recouvrer son autorité et permettre l'application des résolutions internationales.

25, 27 et 30 janvier 2013 : (respectivement) libération des villes de Gao, de Tombouctou, et de Kidal.

2 février 2013 : le Président de la République, François Hollande, se rend à Tombouctou et à Bamako.

28 mars 2013 : François Hollande annonce le calendrier de désengagement des soldats français au Mali.

11 août 2013 : élection du Président malien Ibrahim Boubacar Keïta.

11 août 2013 : le général Grégoire de Saint Quentin quitte le commandement de la force Serval au Mali. C'est le général de division Marc Foucaud, commandant l'état-major de force de Besançon, qui lui succède.

19 septembre 2013 : cérémonie d'investiture du Président malien, M.Ibrahim Boubacar Keïta en présence de François Hollande.

24 novembre 2013 : premier tour des élections législatives au Mali.

15 décembre 2013 : second tour des élections législatives au Mali.

8 janvier 2014 : à l'occasion de ses vœux aux armées a annoncé que les « *effectifs passeront de 2.500 à peu près aujourd'hui, à 1.600 au milieu du mois de février, puis déclineront jusqu'à 1.000, ce qui sera le niveau nécessaire pour faire face à toute menace qui pourrait resurgir.* »

Sources : EMA Droits : Ministère de la défense

EUTM Mali : un nouveau bataillon en formation

Mise à jour : 10/01/2014 17:17

Le 8 janvier 2014, les militaires français engagés dans la mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM Mali) ont débuté la formation d'un nouveau bataillon malien.



Cette unité, composée de 700 hommes, est le 4^e bataillon dont EUTM assure la formation. Au terme des 10 semaines passées à Koulikouro, les précédents bataillons Waraba, Elou et Sigui, avaient été engagés en opérations au nord de la boucle du Niger.

Commandée par le général français Bruno Guibert, la Mission Européenne d'Entraînement au Mali regroupe 560 militaires européens de 23 nationalités différentes, dont 110 militaires français.

EUTM Mali repose sur deux piliers : une mission de formation des unités combattantes des forces armées maliennes sur le camp d'entraînement de Koulikoro et une mission de conseil et d'assistance (*Advisory Task Force-ATF*) au sein du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants. Le pilier « conseil » permet d'appuyer la restauration des fonctions fondamentales de l'appareil de défense des forces armées maliennes.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

PIRATERIE

Mission Bois Belleau : Interaction avec la Marine américaine

Mise à jour : 06/01/2014 11:18

Déployé au Golfe d'Oman, le groupe aéronaval constitué autour du porte-avions *Charles de Gaulle* a débuté en décembre 2013 une période de coopération opérationnelle avec le groupe aéronaval américain « *Harry S. Truman* ».



Cette période d'interaction est l'occasion de renforcer l'interopérabilité, notamment dans le secteur de la logistique opérationnelle, domaine indispensable pour durer à la mer. Ainsi, le 17 décembre

2013, un hélicoptère de transport américain, de type *Sikorsky CH-53 Sea Stallion* a réalisé un entraînement à l'appontage sur le porte-avions *Charles de Gaulle*.

Le 29 décembre 2013, pour la première fois depuis près de dix ans, le porte-avions *Charles de Gaulle* a été ravitaillé en combustible par un pétrolier américain, l'*USNS Arctic*. Un entraînement au transfert de charges lourdes, c'est-à-dire plusieurs centaines de kilos de munitions, de courrier, de vivres, ou de matériel, a également été réalisé avec ce navire allié, de façon simultanée, ce qui est totalement inédit. La frégate *Bulkeley*, escorte du porte-avions *Harry S. Truman*, a elle aussi été ravitaillée dans le même temps.



Enfin, le 30 décembre 2013, un *F18* américain catapulté depuis le porte-avions *Harry S. Truman* a ravitaillé en vol un *Rafale Marine* et un *Super Etendard Modernisé*.

A ces diverses manœuvres, s'ajoutent des échanges d'équipages, comme la venue d'une délégation de pilotes et d'officiers du porte-avions *Harry S. Truman* à bord du porte-avions *Charles de Gaulle* le 29 décembre 2013. Aux côtés de leurs homologues français, ils ont vérifié les procédures permettant aux navires et aux aéronefs des deux nations d'évoluer en commun dans les meilleures conditions opérationnelles.

Enfin, le 30 décembre, le contre-amiral Chaperon, commandant de la *Task Force 473* a quant à lui accueilli à bord du porte-avions son homologue, le contre-amiral Sweeney, commandant de la *Task Force 50*, pour s'entretenir des premières actions menées et évoquer la suite de cette coopération bilatérale dont l'objet est de renforcer l'interopérabilité aéronavale des deux pays.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

Contre-piraterie : « Un micro-marché pour les sociétés françaises »

Bruno Delamotte, PDG de Risk&Co, réagit au projet de loi sur la protection privée des navires marchands

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le dimanche 05 janvier à 17h42 Jean-Dominique Merchet

(Article paru vendredi, pour les abonnés, sur lopinion.fr)



Le ministre des Transports Frédéric Cuvillier a présenté, vendredi en conseil des ministres, un projet de loi relatif aux « activités privées de protection des navires marchands ». Dans des conditions « très strictes », des équipes de gardes fournies par des sociétés de sécurité pourront embarquer à bord des navires battant pavillon français, ce que la loi interdisait jusqu'à présent. Ce texte, annoncé début décembre par le Premier ministre, sera soumis à l'Assemblée nationale en

février. Bruno Delamotte dirige Risk&Co, la première entreprise française de sûreté internationale. Pour l'Opinion, il a bien voulu réagir à l'annonce de ce projet de loi.

Jusqu'à présent et contrairement à ce qui se passe à l'étranger, la loi française interdisait la présence, à bord des quelque 300 navires de commerce battant pavillon français, de gardes armés employés par des sociétés privées comme la vôtre. Seules des équipes de fusiliers marins (*notre photo*) pouvaient embarquer pour protéger les navires dans les zones de piraterie. Ce projet de loi va-t-il changer en profondeur votre profession ?

Non. C'est un micro-marché, d'autant que la piraterie est plutôt en voie de réduction. Si Risk&Co décidait d'y aller, pour voir, ce serait une affaire que quelques centaines de milliers d'euros, pas plus. Au total, cela concernera en France sans doute moins de cent personnes. Certes, les armateurs et le lobby de la sécurité ont pesé en faveur d'une telle loi, mais je ne vois pas très bien l'enjeu.

Pourquoi ?

En réalité, un nombre très limité de navires français seront concernés. Des thoniers, des câbliers, une poignée de voiliers de luxe comme Le Ponant et quelques vieux vraquiers dans quelques zones. Mais prenons le cas d'un gros porte-conteneurs : avec un flanc-bord de 20 mètres de haut et une grosse vague d'étrave quand il file vingt nœuds, il est inaccessible aux pirates qui essaieraient de monter à bord depuis leurs esquifs.

«Quand il file vingt nœuds», dites-vous. Mais justement, les navires de commerce vont plus aujourd'hui moins vite...

Pour des raisons économiques, pas de sécurité ! Le trafic maritime ne se porte pas très bien et les armateurs en profitent pour réduire la vitesse de leurs bateaux - ce qui coûtent moins cher. Avoir une équipe de protection embarquée peut donc présenter un vrai intérêt économique : leur présence réduit le prix des assurances et permet d'aller moins vite dans les eaux dangereuses.

Combien coûte, en moyenne, une équipe de protection embarquée ?

De l'ordre de 3 000 dollars par jour. Les armateurs sont plus intéressés par du personnel de sécurité étranger, turc, biélorusse ou philippin, moins cher que ceux que nous pourrions proposer en France.

Qu'est-ce que cette loi va changer dans la pratique ?

Attendons de voir les décrets d'application. Là comme ailleurs, le diable se niche dans les détails. Le texte parle ainsi de « légitime défense » et donc de réponse proportionnée. Le ministère de l'Intérieur est d'ailleurs très sensible à cette question. Car que signifie une réponse proportionnée lors d'une attaque de pirates ? Aujourd'hui, les équipes de protection ouvrent le feu à une distance moyenne de 600 mètres, face à des pirates armés de kalachnikov et de lance-roquettes RPG. Faudra-t-il attendre qu'ils soient à bord - c'est-à-dire trop tard - pour que la légitime défense soit reconnue ? Considérera-t-on qu'un fusil de précision peut être une arme de légitime défense ou se contentera-t-on d'autoriser les armes de poing et les fusils à pompe ou semi-automatiques ? Enfin, qui aura le droit d'ordonner l'ouverture du feu, le commandant de bord ou le chef de l'équipe de protection ? Vous voyez que beaucoup de choses restent à éclaircir...

Certains pensent que cette loi est un premier pas vers l'autorisation de sociétés militaires privées (SMP) à la française. Qu'en dites-vous ?

Que les socialistes au pouvoir sont totalement contre cette idée, que ce soit à la Défense, à Matignon ou à l'Élysée. Ce n'est donc pas le sujet du jour.

Contre-piraterie : «Je salue cette décision qui sonne le glas d'un blocage idéologique» affirme Gilles Sacaze, de Gallice

Un projet de loi vise à permettre l'embarquement d'équipes de protection privées à bord des navires français.

Gilles Sacaze, cofondateur de Gallice, une des principales entreprises françaises de sécurité, nous fait parvenir ce commentaire, suite à notre entretien avec Bruno Delamotte sur le projet de loi autorisant l'embarquement d'équipes de protection privées à bord des navires français.

«Le marché des équipes de protection embarquées (EPE) privées pour les entreprises de sécurité françaises est certes petit et nous sommes en phase avec Bruno Delamotte sur ce point. Pour illustration, dans le Groupe GALLICE le maritime représente environ 1,2 M€ / an (essentiellement au profit de pavillons étrangers) et le marché est en nette contraction sur les deux dernières années... Si le pavillon français est si peu présent sur les mers du monde (311 navires) c'est précisément par ce qu'il s'accompagne de trop de contraintes difficilement supportables en termes de compétitivité pour les armateurs... Il faut saluer la levée d'une de ces contraintes par ce projet de loi.

Mais il faut bien comprendre que les enjeux politiques et économiques sont ailleurs. L'enjeu économique concerne la capacité de nos armateurs à continuer de conquérir des marchés avec le pavillon français. La marine marchande française en pavillon français doit avoir les outils lui permettant de s'adapter au marché... Les armateurs sont des chefs d'entreprises. Comme tout chef d'entreprise, ils ont l'obligation morale et légale de protéger leurs salariés. Jusqu'à présent lorsque la Marine nationale ne pouvait pas répondre à la demande de protection (pour diverses raisons) ils n'avaient pas d'autres choix que de renoncer aux marchés ou de changer de pavillon. Cette situation était néfaste pour les armateurs et pour l'Etat français qui perdait des taxes. La France est une grande nation maritime et le volume d'affaires mondial dans ce domaine est de 1 100 milliards d'Euros par an.

Personnellement, au-delà du secteur maritime, je salue cette décision qui sonne le glas d'un blocage idéologique et culturel. Une posture souvent grotesque qui consistait à nous faire passer pour d'horribles mercenaires infréquentables le lendemain de notre pot de départ et après avoir servi la France durant des décennies dans les meilleures dans les meilleures unités. Certes, les enjeux économiques pour nos sociétés de sécurité privée sont minimes, mais ils sont importants pour les entrepreneurs de la mer et le symbole est grand. Tout ne peut pas s'évaluer uniquement en termes d'économie. La seule satisfaction intellectuelle d'une reconnaissance et la fin d'une stigmatisation caricaturale et grotesque, valaient la peine de mener ce combat.»

8 – MISSINT

VIGIPIRATE

Vigipirate : les aviateurs ont veillé pendant les vacances

Mise à jour : 08/01/2014 10:31

Pendant les vacances de fin d'année, l'armée de l'air a continué à veiller sur la sécurité de ses concitoyens. Retour sur l'engagement des aviateurs dans le plan Vigipirate.



Outre la permanence opérationnelle (PO) qui assure la sûreté aérienne 24h/24 et 7 jours sur 7, une centaine d'aviateurs ont été déployés au sol dans les aéroports d'Orly à Paris, de Bordeaux et de Toulouse. En application du plan Vigipirate, ils ont été intégrés au dispositif de protection anti-terroriste.

Surveillance, dissuasion et contact avec les voyageurs.

Pendant les vacances d'été ou de fin d'année, la mission de ces aviateurs volontaires est encore plus importante que le reste de l'année car davantage de voyageurs sont présents dans les aéroports. Durant toute la journée, ils patrouillent dans l'aérogare, souvent en équipe mixte aux côtés du personnel de la police des frontières (PAF), véritable appui judiciaire à l'action de Vigipirate. Leur mission quotidienne est de surveiller et de renseigner pour rassurer les voyageurs et dissuader les éventuelles menaces terroristes.

Rencontre avec le ministre.



Pour rappel, vendredi 20 décembre 2013, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a rencontré les militaires déployés à Orly Sud. Après une présentation du dispositif, il a accompagné une patrouille au sein de l'aérogare. Il a notamment été accompagné par le président-directeur général d'Aéroports de Paris et par le directeur de la police aux frontières d'Orly.

Droits : © Armée de l'air

9 – Défense de par le Monde

Le COS alias Centrum Operacji Specjalnych est né

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 7, 2014 *Nicolas Gros-Verheyde / Armées /*



(Crédit : Ministère polonais de la Défense, archives Wojsk Specjalnych / forces spéciales)

(BRUXELLES2) Non, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian n'a pas décidé de délocaliser le COS, (le commandement des opérations spéciales) en Pologne. Simplement, cette abréviation bien connue des Français pour être le commandement des opérations spéciales, en gros les James Bond tricolores, a été adoptée à Varsovie. Le ministère polonais de la Défense vient de l'annoncer.

Dans le cadre de la réforme des différentes structures de l'armée polonaise, un COS va être créé. Mêmes initiales, même intitulé. Et inutile d'être un fin linguiste des Langues orientales pour comprendre à quoi sert le Centrum Operacji Specjalnych ! Ce COS commencera à fonctionner dès le 10 Janvier sur la base du commandement provisoire des forces spéciales. Il sera d'ailleurs basé à Cracovie. Ce qui « *permettra de bénéficier des installations des connaissances et compétences du personnel qui servait dans le commandement des forces spéciales* » précise-t-on au Ministère polonais de la défense. Et il sera placé sous le commandement du général Jerzy Gut (qui a déjà dirigé les GROM). Un des anciens responsables du GROM, le général Piotr Patalong, restera en tant que chef de l'Inspection des forces spéciales.

La french touch n'est pas tout à fait absente de ce COS. Les deux pays ont, en effet, convenu – dans la foulée de l'exercice Steadfast Jazz (lire : La NRF fait son jazz) certains aspects de leur coopération notamment en matière d'entraînement et formation des forces spéciales (avec des exercices communs ou des échanges sur l'emploi d'hélico dans le Search and Rescue, la recherche et sauvetage).

Ces forces spéciales sont une des fiertés de l'armée polonaise : en 2003, lors de l'opération américano-britannique en Irak, les Polonais étaient parmi les premiers (avec les deux autres pays cités et les Australiens) à pénétrer en Irak (lors de l'opération *Iraqi Freedom*). Les Grom (commandos des forces spéciales) avaient notamment sécurisé certains ports et servi d'éléments précurseurs avant l'entrée proprement dite des troupes.

Article à suivre sur le Club : les différents vecteurs de la coopération franco-polonaise

Etats-Unis, Angleterre : crash de deux hélicoptères de la Navy, 6 morts, un disparu

Actualité Faits divers LeParisien.fr Publié le 09.01.2014, 07h35



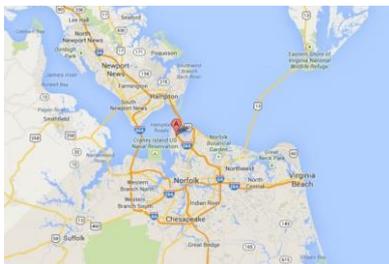
ILLUSTRATION. C'est un hélicoptère de ce type, un MH-53E Sea Dragon, qui s'est abîmé en mer mercredi matin au large de la base américaine de Norfolk en Virginie. | **AFP**

Un hélicoptère lourd de la Marine américaine s'est abîmé en mer mercredi matin au large de Norfolk en (Virginie) avec cinq personnes à bord, faisant deux morts et un disparu, a affirmé l'US Navy. L'appareil, un MH-53E Sea Dragon, s'est écrasé pour une raison non déterminée vers 11h30 (17h30 en France) au large de l'énorme base navale américaine.

L'appareil était en entraînement de routine lorsque l'accident s'est produit.

Deux des membres d'équipage récupérés sont décédés. Les deux autres étaient en observation dans un hôpital de Norfolk, l'un étant dans un état critique, l'autre allant bien, a indiqué l'US Navy. Des hélicoptères et des bateaux de la Marine, assistés d'un navire de patrouille des Garde-côtes américains, recherchent toujours le cinquième membre d'équipage. Une enquête est en cours pour déterminer les causes de l'accident.

Base naval de Norfolk en Virginie (Etats-Unis)



Coïncidence, cet accident intervient au lendemain de la perte d'un autre hélicoptère militaire américain dans la région côtière de Norfolk, cette fois au Royaume-Uni. Les quatre membres d'équipage ont été tués. L'appareil Pave Hawk HH-60G, de l'US Air Force, était en vol d'entraînement lorsqu'il s'est écrasé en début de soirée dans une zone marécageuse, à Cley-next-the-Sea (nord-est de l'Angleterre).

Situation du crash d'hélicoptère en Angleterre, près de Norfolk



Défense : "L'Allemagne n'a pas de leçon à recevoir de la France"

Une déclaration fracassante du ministre allemand (sortant) de la Défense

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le jeudi 09 janvier à 17h28 Jean-Dominique Merchet

Tout va bien entre la France et l'Allemagne au point de vue militaire, on vous le dit. Thomas de Maizière, le ministre de la Défense sortant, un proche d'Angela Merkel, a vidé son sac, hier lors de sa cérémonie de départ. *"L'Allemagne n'a de leçons à recevoir de personne en Europe sur la manière d'organiser ses interventions militaires. Même pas de la France ou de la Grande-Bretagne. S'agissant de nos engagements internationaux plusieurs fois été plus impliqué que la France"*, évoquant notamment l'Afghanistan et le retrait français. *"L'Allemagne fait son devoir, même lorsque la situation politique intérieure est difficile. Aucun gouvernement allemand n'a subi une défaite lors d'un vote d'approbation d'une intervention militaire"* a-t-il ajouté, en collant un direct à Cameron pour sa défaite aux Communes sur une opération en Syrie.

Thomas de Maizière, qui est désormais ministre de l'Intérieur (CDU), avait déjà vivement réagit à la décision française de dissoudre le 110ème RI, dernier régiment français outre-Rhin.

10 – Nos Forces Armées

Embauche d'Ouvriers de l'Etat : la Cour des comptes pique un coup de sang

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le mardi 07 janvier à 12h22 Jean-Dominique Merchet

Dans un référé du 24 octobre, rendu public aujourd'hui, la Cour des comptes s'insurge contre la décision du Gouvernement de relancer le recrutement d'Ouvriers de l'Etat, en particulier pour le ministère de la Défense. A l'automne, nous nous étions fait l'écho de cette mesure sur ce blog.

Dans une lettre au Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud *"regrette vivement"* cette décision *"particulièrement malencontreuse"*, *"inappropriée"* et *"lourde de conséquence"*.

"Les ouvriers de l'État relèvent de différents ministères, les trois quarts d'entre eux étant employés par le ministère de la défense ou par des entreprises de la défense. Cette catégorie de personnels est, à niveau de qualification égal, coûteuse à la fois en raison de ses rémunérations et de son régime particulier de retraite. Sa gestion est plus complexe et moins flexible que celle des catégories comparables" note la Cour des comptes. Leur recrutement faisait l'objet d'un moratoire depuis 2009, avec l'idée d'une extinction à terme de ce statut très particulier au sein de la fonction publique : leur salaire est indexé sur celui de la métallurgie parisienne, très favorable. Le dernier bilan social de la Défense indique que leur salaire net médian se situe entre 1727 et 3527 euros, selon la catégorie. Ces salaires ouvriers n'ont toutefois pas été revalorisés depuis octobre 2010.

La Cour des comptes considère que cette réouverture du recrutement *"ne répond à aucune nécessité réelle"* et que les employeurs ont pu embaucher des contractuels pour les postes à pourvoir.

Or, le 10 juin 2013, le ministère de la défense a obtenu la possibilité de pouvoir recruter 105 ouvriers de l'Etat dans quatre spécialités techniques sensibles : maintenance aéronautique, diésélistes, frigoristes et pyrotechnie. Mais, ce que l'on ignorait, c'est que 300 postes de contractuels en CDI (opérateurs mécaniciens de l'aéronautique) ont été transformés en Ouvriers d'Etat. Dans sa réponse à la Cour des compte, Matignon explique *"qu'il n'était pas envisageable de faire coexister deux types de statuts pour des personnels exerçant les mêmes fonctions"*. En clair, on recrute quelques Ouvriers d'Etat... et on fait bénéficier tout le monde de ce statut. Les

syndicats sont ravis, la Cour des comptes (et les finances publiques) nettement moins. Ce sont donc au total 405 nouveaux postes d'Ouvriers d'Etat qui ont été créés et non 105 comme annoncé alors.

Les Ouvriers d'Etat représentent environ un tiers des personnels civils de la Défense – 21 181 exactement en 2012. Selon le ministère, *"le projet de loi de programmation prévoit une baisse substantielle des effectifs (- 3 700 postes soit – 19%) sur la période 2014-2019"*.

Deux Français sur trois pour le maintien ou l'augmentation du budget de la Défense

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le mardi 07 janvier à 13h01 Jean-Dominique Merchet

Selon un sondage Ipsos pour la Dicod, 69% des Français sont en faveur du maintien (51%) à son niveau actuel ou de l'augmentation (18%) du budget de la défense. Seules 28% des personnes interrogées souhaitent qu'il soit réduit, dont 8% très fortement.

Le soutien à la politique de défense est donc net et il n'a jamais aussi élevé ces derniers mois. Le pourcentage des Français favorables aux dépenses militaires a dépassé celui des personnes partisans de leur réduction durant l'été 2012, et se maintient depuis lors. Les Français semblent avoir compris deux choses : nous vivons dans un monde dangereux et il serait déraisonnable de réduire plus encore le budget de la défense.

2014 : l'année du grand mercato des généraux

Beaucoup d'incertitudes demeurent sur les nominations à venir.

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le mercredi 08 janvier à 12h24 Jean-Dominique Merchet

L'année 2014 devrait être marquée par un sérieux renouvellement de la haute hiérarchie militaire. Il est probable que le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, quitte son poste avant la date prévue du 10 juillet prochain. Au terme de quatre années passées à ce poste - qui faisaient suite à plus de trois ans comme chef d'état-major particulier à l'Élysée - l'amiral prendrait la direction de l'ODAS, une entreprise parapublique spécialisée dans les contrats avec l'Arabie saoudite. Il y succéderait à l'amiral Oudot de Dainville, ancien chef d'état-major de la marine. L'ODAS est au centre des négociations pour de grands contrats portant notamment sur l'équipement de la marine saoudienne en frégates (Fremm) et sous-marins d'attaque.

Qui succédera à l'amiral Guillaud ? La décision n'est pas prise - ou en tout cas pas connue. Un nom revient avec insistance, celui du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air, comme nous nous en étions fait l'écho en septembre. Il semble bien placé pour devenir le prochain Cema, même si le général Pierre de Villiers, l'actuel major général des armées, reste dans la course. Toutefois, une nomination surprise n'est pas à exclure : elle traduirait la volonté du politique et du ministre de la défense de montrer qu'il est le vrai patron ! D'autres noms sont évoqués, comme celui du général Olivier de Bavinchove.

Autre poste de premier plan, celui de chef d'état-major particulier du président à l'Élysée. Le général Benoit Puga est à son poste jusqu'à la fin du mois d'août. Sera-t-il prolongé ? C'est possible, car il jouit d'une grande confiance de la part de François Hollande. Il se dit qu'il aimerait succéder au général Jean-Louis Georgelin, à la grande chancellerie de la Légion d'honneur, nommé pour six ans, c'est-à-dire jusqu'en juin 2016.

Un homme aspire à succéder à Benoit Puga, le général Didier Castres (sous-chef opérations à l'Ema) qui connaît bien l'Élysée pour y avoir été en poste à l'EMP. En fonction de l'équilibre entre les armées, un amiral, parmi les plus hauts gradés de la Marine, pourrait également y prétendre. L'idée, un temps évoquée, de changer le format de ce poste pour le confier à un général trois étoiles (au lieu de cinq actuellement) semble avoir été abandonnée.

Dans l'armée de terre, le chef d'état-major Bertrand Ract Madoux atteindra la limite d'âge cet été. Pour l'heure, il n'y a pas de successeur qui s'impose, même si les postes de grands commandeurs seront en conséquence impactés. D'autant que le Gouverneur militaire de Paris, le général Hervé Charpentier arrive lui aussi en finale...

Evidemment, si le général Mercier est nommé Cema, cela ouvrira sa succession à la tête de l'armée de l'air. Cela pourrait être l'occasion d'une petite révolution avec la nomination d'un non-pilote de chasse. Le général Thierry Caspar-Fille-Lambie, un transporteur, en a, par exemple, toutes les qualités.

Parmi les postes importants confiés à des généraux, celui de directeur de cabinet de la DGSE, en fait numéro 2 du service, pourrait également changer de titulaire. Le poste est actuellement détenu par le général Frédéric Beth.

Le général Pierre de Villiers bien placé pour devenir chef d'état-major des armées

Sa nomination pourrait intervenir en février. Ce cavalier est le frère de Philippe de Villiers.

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le vendredi 10 janvier à 10h54 Jean-Dominique Merchet



Selon plusieurs sources concordantes, le général Pierre de Villiers pourrait succéder à l'amiral Edouard Guillaud au poste de chef d'état-major des armées (Cema). Cette nomination pourrait intervenir dès le mois prochain. Ce choix n'est pas définitif, même s'il semble "sûr à 95%".

Pierre de Villiers est toutefois bien placé pour savoir que les politiques changent parfois d'avis au dernier moment : en 2010, il avait été quasiment désigné au poste de chef d'état-major particulier du président de la République avant que le général Puga n'y soit nommé, au terme de dix jours de vacance du poste. Une certaine prudence est donc de mise... Néanmoins, ce choix semble aujourd'hui cohérent.

Un autre général, Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air, a longtemps été favori pour ce poste et, en haut lieu, on reconnaît qu'il en a toutes les qualités. Un seul problème : son âge. A 54 ans, sa nomination bloquait le poste de Cema pour près de 7 ans. Et il a encore le temps d'y prétendre, alors qu'il n'est à la tête de l'armée de l'air que depuis l'été 2012. Le nom d'un autre officier général a été avancé, l'amiral Rogel, chef d'état-major de la marine.

Pierre de Villiers, 57 ans, est le major général des armées (MGA), c'est-à-dire le véritable adjoint du Cema, avec lequel il a établi une relation de grande confiance. La continuité va donc prévaloir. Il est en effet l'un des principaux acteurs des réformes en cours dans la défense et les armées au sein du Comité de cohérence de conduite du changement (C4). Il pourra donc poursuivre cette tâche, comme le souhaite le ministre de la Défense, tout en réalisant le déménagement vers Balard, en 2015.

Cavalier, Pierre de Villiers a servi dans la "lourde". Il a notamment commandé le 501-503ème régiment de chars de combat à Mourmelon, puis la 2ème brigade blindée. Il a servi au Kosovo et en Afghanistan, avant d'être chef de cabinet militaire du Premier ministre François Fillon. Pierre de Villiers est un homme discret - en cela différent de son frère aîné Philippe de Villiers.

a) – Armée de Terre

Bambari : cinq jours avec les forces spéciales

Mise à jour : 07/01/2014 19:01

Une centaine de militaires du 1^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (1^e RPIMa) se sont rassemblés du 15 au 19 décembre 2013, sur l'aérodrome d'Oloron Sainte-Marie, à côté de Pau, pour participer à l'exercice Bambari.

Deux otages enlevés par une secte fondamentaliste, un hélicoptère qui se crashe en territoire ennemi : le scénario de l'exercice s'inspire de la réalité des opérations extérieures récentes (Mali...).

« *Bambari correspond à la fin d'un cursus de formation, c'est un exercice à haute valeur ajoutée avec une concentration de moyens, comme des drones, des hélicoptères... dont l'objectif est très pédagogique. Les joueurs ont l'initiative sur l'opération. Notre ennemi, c'est le temps, il faut réagir très vite, le but est de voir la capacité du centre opération à se structurer et à donner très rapidement un mode d'action. La guerre ne s'arrête pas ! C'est ce qu'on vit aujourd'hui sur les théâtres d'opération* » Chef de bureau opération instruction (chef BOI) du 1^{er} RPIMa.

Tous les militaires ont été évalués sur les savoir-faire acquis au cours des stages d'intégration au régiment. Un objectif, apprendre à travailler ensemble à chaque niveau de responsabilité.

b) – Marine Nationale

Le porte-avions Charles de Gaulle célèbre le 32.000^e appontage de son histoire

Mise à jour : 07/01/2014 09:52

Le 26 décembre 2013 vers 14H, pour la 32.000^e fois depuis son lancement en 1999, un aéronef a apponté, c'est à dire a accroché un des trois brins d'arrêt du porte-avions *Charles de Gaulle*. Le groupe aéronaval est actuellement déployé dans le nord de l'océan Indien dans le cadre de l'opération *Bois Belleau*, alors que les premières interactions avec l'US Navy viennent de débuter.



«*Ce chiffre de 32.000 appontages concrétise la somme d'expérience accumulée par le porte-avions Charles de Gaulle depuis sa construction. Il concrétise aussi l'investissement personnel de chacun des membres de l'équipage depuis 15 ans pour faire voler nos aéronefs de combat, efficacement et en sécurité. Cette année, cet investissement est d'autant plus remarquable que nous passons à la fois les fêtes de Noël et de la Saint Sylvestre en mer*» souligne le capitaine de vaisseau Vandier, commandant du porte-avions *Charles de Gaulle*.

C'est un pilote de l'avion de guet aérien *Hawkeye* de la flottille *4F* embarquée pour l'opération *Bois Belleau* qui aura donc son nom gravé au tableau d'honneur de la coursive principale du bord.

Avec son aéronef, il revenait d'une patrouille dans le nord du golfe d'Oman, au profit des deux groupes aéronavals *Charles de Gaulle* et *Harry S. Truman* qui ont entamé leurs opérations communes.

Droits : © marine nationale

Un nouveau commandant à l'escadrille des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins

Mise à jour : 07/01/2014 18:07

Le 7 janvier 2013, le vice-amiral d'escadre Charles-Edouard de Coriolis, commandant les forces sous-marines et la Force Océanique Stratégique (ALFOST) a fait reconnaître comme nouveau commandant de l'Escadrille des Sous-marins Nucléaires Lanceur d'Engins (ESNLE) le capitaine de vaisseau Fabrice d'Ornano.

Il remplace le capitaine de vaisseau Fabrice Legrand qui prend ses fonctions de chef d'état-major à l'état-Major de la force océanique stratégique et des forces sous-marines (EM ALFOST).

Le capitaine de vaisseau Fabrice d'Ornano est né à Antony (92) en 1965 et a intégré l'École navale en 1987. Il a rejoint les forces sous-marines quelques années après et a servi sur sous-marins nucléaires d'attaque à Toulon et sous-marins nucléaires lanceur d'engins à Brest. Il a à son actif 23 665 heures de plongée.

L'Escadrille des Sous-marins nucléaires Lanceurs d'Engins (ESNLE) est basée à Brest. Elle regroupe en son sein tous les SNLE et a pour mission de mettre à la disposition d'ALFOST des SNLE disponibles en termes de matériel et de personnel.



Droits : © marine nationale

Mission de surveillance des pêches au large du Sénégal pour le Falcon 50M de la Marine nationale

Mise à jour : 10/01/2014 19:13



Dans le cadre des accords de coopération franco-sénégalais, un avion de surveillance maritime *Falcon 50M* est déployé à Dakar depuis le 10 décembre 2013 pour une mission de surveillance des pêches au large du Sénégal.

Lors de ce type de mission, le *Falcon 50M* embarque un inspecteur de la direction de la protection et de la surveillance des pêches sénégalaises. Cet inspecteur procède aux constatations de flagrant délit de pêche illégale. Lors des vols de surveillance, 5 navires ont été pris en flagrant délit de pêche illégale en ZEE sénégalaise. L'un d'entre eux a été arraisonné par les autorités sénégalaises et se trouve actuellement au port de Dakar.



Droits : © Marine nationale

Bilan 2013 des interventions en Manche pour l'hélicoptère EC-225 de la flottille 32F

Mise à jour : 09/01/2014 18:34

Le 1^{er} janvier 2013, la flottille 32F et un hélicoptère EC-225 prenaient le relais de l'hélicoptère *Dauphin* de la 35F à Cherbourg. Un an après, l'EC-225 et ses différents équipages ont montré leur efficacité et leur professionnalisme avec 54 opérations de secours en mer, au cours desquelles ils ont secouru 27 personnes.



Pour être en mesure d'assurer l'alerte 7 jours sur 7, les équipages doivent conduire bon nombre de vols de qualification opérationnelle. Ce sont par exemple 880 personnes treuillées tout au long de l'année ou encore 38 entraînements avec la SNSM et les pêcheurs de la façade maritime.



Souhaité par les différents préfets maritimes, l'EC-225 basé à Cherbourg permet de disposer d'une capacité d'emport et d'une autonomie bien supérieures. En pratique cela signifie plus de temps sur zone pour rechercher une personne à la mer, évacuer l'équipage d'un navire dans sa totalité en une seule rotation, emporter une équipe médicale renforcée avec du matériel ou encore projeter des équipes d'intervention et d'évaluation, de marins pompiers et leur matériel.

Les caractéristiques de l'EC-225 sont un atout indéniable dans une zone au trafic maritime très dense, qui voit transiter jusqu'à 80 000 navires de commerce chaque année dans le rail du Pas-de-Calais.



c) – Armée de l'Air

Le ministre de la Défense sur la base de Cazaux

Mise à jour : 08/01/2014 17:19 – Auteur : Service communication - BA 120

La base aérienne 120 de Cazaux a eu l'honneur et le plaisir de recevoir monsieur Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, mardi 7 janvier 2014. Ce déplacement était placé sous le thème des rencontres directes du ministre de la Défense avec les militaires dans les armées.



Au cours de cette journée, monsieur Le Drian a visité les différentes unités de la base aérienne de Cazaux. Ainsi a-t-il pu apprécier le niveau tactique, la polyvalence et la réactivité du personnel de l'escadron d'hélicoptères (EH) 1/67 « Pyrénées », organisme à vocation interarmées "air", comprenant des équipages des trois armées françaises mais également des étrangers. Spécialisée dans les missions de recherche et de sauvetage au combat en zone hostile ou non hostile, cette unité a été engagée sur tous les théâtres d'opérations depuis 2006 (Tchad, Côte d'Ivoire, Liban, Afghanistan, Libye, Mali). L'environnement géographique exceptionnel de la base cazaline ainsi que sa localisation à proximité d'unités diverses notamment des forces spéciales permet à l'EH 1/67 de développer un haut niveau de préparation. Doté de Caracal et de Puma, l'EH participe également à l'alerte SAR (*Search and Rescue - recherche et sauvetage*) H24 et 365 jours/an et à la capacité de projection permanente.



Le Centre de formation des techniciens de la sécurité de l'armée de l'air (CFTSAA) a fait montre de son savoir-faire en matière de formation et d'entraînement des pompiers militaires aéronautiques des 3 armées dans les domaines de la sécurité incendie sauvetage. Le CFTSAA contribue également à la formation de tous les pompiers de l'armée de l'air dans le domaine de la sécurité nucléaire (SN) et NRBC (nucléaire radiologique bactériologique chimique).



Le ministre de la Défense s'est ensuite rendu à l'école de transition opérationnelle 00.008 «René Mouchotte» (ETO), qui intègre l'*Advanced Jet Training School* depuis 2004. Créée conjointement par la France et la Belgique, cette structure a pour but de mutualiser la formation des pilotes de chasse des deux pays. Cette formation est également ouverte à d'autres nationalités. Elle illustre le processus engagé pour une convergence efficiente des outils de défense européens. L'unité a pour mission de former sur Alphajet les stagiaires sur les bases de leur futur métier de pilotes et navigateurs de combat, avant qu'ils rejoignent leurs unités de combat sur tout type d'avion de chasse (Rafale, Mirage 2000, F16).

Enfin, le Groupe régional d'intervention NEDEX (neutralisation enlèvement et destruction d'explosifs) a présenté ses moyens et méthodes pour accomplir ses différentes missions dans le domaine de, l'intervention sur des engins explosifs de toute nature.



Lors de différentes tables rondes, monsieur Le Drian a pu prendre le pouls de la base, aborder le quotidien du personnel tant militaire que civil et dialoguer librement, comme il s'était engagé à le faire, avec eux pour mieux comprendre leurs projets et leurs attentes.

Retrouvez une vidéo sur le site du ministère

Droits : © Armée de l'air

Le baptême de la promotion 146 à Saintes

Mise à jour : 07/01/2014 08:50

La promotion 146 de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air (EETAA) a été baptisée «sergent-chef Dominique Demulier», vendredi 20 décembre 2013, sur la base aérienne 722 de Saintes.



La cérémonie du baptême de promotion a été placée sous l'égide du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA). Cette année, la promotion a pris le nom du sergent-chef Dominique Demulier, lui-même issu de la promotion 80 des élèves techniciens, en 1975. Au cours de sa carrière il a gravi toutes les marches pour obtenir son brevet de mécanicien navigant. Affecté sur hélicoptère Puma, il est successivement muté à Cazaux et à Villacoublay avant de rejoindre l'escadron de transport outre-mer 58 «Guadeloupe», basé à Pointe-à-Pitre. Alors que les Antilles subissent le cyclone Hugo, un des pires jamais connus, il n'hésite pas au péril de sa vie à décoller de nuit, le 20 septembre 1989, pour effectuer une évacuation sanitaire sur l'île de Désirade. Dans des conditions météorologiques exceptionnelles, son appareil s'abîme en mer provoquant la mort de toutes les personnes à bord : ses camarades membres d'équipage, les médecins militaires, des membres de la sécurité civile, le blessé. Un accident tragique qui brise neuf vies. Un drame qui est aussi le symbole de l'engagement des hommes et des femmes de l'armée de l'air au service de leur pays.

Retrouvez l'allocution complète du chef d'état-major de l'armée de l'air.

Allocution du général Mercier (format pdf, 469 kB).

Droits : © Armée de l'air

Un Caracal est ravitaillé en vol par un Hercules de l'USAF

Mise à jour : 07/01/2014 08:53

Les équipages de Caracal de l'escadron d'hélicoptères 1/67 «Pyrénées» se sont entraînés au ravitaillement en vol au large des côtes djiboutiennes avec un Hercules de l'armée de l'air américaine, lundi 16 décembre 2013.





Mi-décembre, le plot de *Personnel Recovery* (PR - récupération de personnel) déployé sur le porte-avions Charles de Gaulle pour la mission «Bois Belleau» du groupe aéronaval, a profité d'un passage au large des côtes djiboutiennes pour se délocaliser temporairement sur la base aérienne 188. Constitué de deux hélicoptères EC 725 Caracal et d'aviateurs du commando parachutiste de l'air n° 30, le détachement a profité de ce «*formidable cadre d'entraînement pour les équipes PR*» afin de mener différentes activités d'exercice. «*Le relief, très similaire à celui rencontré en Afghanistan, permet de transmettre l'expérience capitalisée durant les six années de présence sur ce théâtre difficile*», explique le commandant Alexandre Boyez de l'EH «Pyrénées».

Outre les entraînements nocturnes du type posé-poussière, tir aérien, mise à terre sous appui de commandos et exercices de *Personnel Recovery*, les équipages français ont conduit une activité rare et unique en coopération avec un détachement d'Hercules HC 130 P de l'US Air Force : le ravitaillement en vol. «*Cela démontre une nouvelle fois la maîtrise d'un savoir-faire particulier*, souligne le commandant Boyez. *Stratégiquement, doter les hélicoptères EC 725 du «Pyrénées» d'une telle capacité permet à la fois d'assurer l'action dans la profondeur et la permanence en vol, deux facteurs essentiels à la réussite d'une mission de Personnel Recovery.*»

Droits : © Armée de l'air

Première interception de l'année pour la PO

Mise à jour : 08/01/2014 18:40 – Auteur : Capitaine François Nolot - CDAOA

Un hélicoptère Fennec de la permanence opérationnelle (PO) a réalisé la première interception de l'année 2014 au profit de la sûreté aérienne.



Jeudi 2 janvier 2014 à 12 h 34, l'équipage de l'hélicoptère Fennec d'alerte MASA (mesures actives de sûreté aérienne) sur la base aérienne 107 de Villacoublay est «*scramblé*» (affecté à une mission en jargon opérationnel) pour intercepter un avion de tourisme. Il ne s'agit pas d'un exercice mais de la première alerte de l'année 2014. Rapidement, l'avion de tourisme est classé douteux. Il vient de pénétrer dans une zone interdite de survol : la zone sensible de Valduc (Côte-d'Or). Le centre national des opérations aériennes (CNOA), en charge 24h/24 de la sûreté aérienne du territoire national, propose alors à la haute autorité de défense aérienne (HADA) de faire intervenir les moyens dédiés.

Sur ordre de la HADA, un Fennec en alerte décolle et intercepte rapidement le *bogey* (nom donné à un avion classé douteux). Le monomoteur de tourisme blanc est aussitôt identifié : il s'agit d'un MCR 01 ayant décollé, sans plan de vol, de Til-Châtel en Bourgogne et à destination de Toussus-le-Noble dans les Yvelines. En raison de son infraction, le pilote du *bogey* est escorté par l'appareil de l'armée de l'air jusqu'à sa destination et fera l'objet, dès son atterrissage, d'une prise en charge par la gendarmerie. C'est la première intervention réelle de l'année 2014.



Droits : © Armée de l'air

Jean-Yves Le Drian va lancer une nouvelle évolution du Rafale

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le jeudi 09 janvier à 11h31 Jean-Dominique Merchet

Jean-Yves Le Drian visitera, demain vendredi 10 janvier, les usines Dassault-Aviation à Mérignac (Gironde). Il devrait annoncer publiquement une nouvelle évolution des Rafale avec le nouveau standard F3R. Celui-ci permet notamment l'intégration du missile air-air à longue portée Météor et d'un nouveau pod de désignation laser pour les frappes au sol. Le standard F3R comprend d'autres modernisations de l'avion de combat (liaison 16, IFF, autoprotection, etc). Les premiers appareils au dernier standard seront opérationnels vers 2018.

Chez Dassault, on se réjouit de cette décision "*très importante*", qui permet de compenser en partie la réduction des commandes de Rafale, prévue par la loi de programmation militaire. Ce contrat, qui a été notifié à l'industriel fin 2013, assure de l'activité à toute la filière Rafale pendant environ 5 ans.

Chez Dassault, où l'on s'active en vue de la signature du premier contrat à l'exportation avec l'Inde, on attend maintenant des annonces concernant un futur drone Male franco-britannique ou européen.

Guyane: Un Fennec décisif dans le sauvetage d'un équipage civil

Mise à jour : 09/01/2014 09:35

Lundi 06 janvier 2014, un hélicoptère Fennec de la base aérienne 367 de Rochambeau en Guyane a participé à une opération de recherche et de sauvetage en localisant le lieu d'un crash aérien et en guidant les secours.



Lundi 06 janvier 2014 à 18h00, un aéronef de type *GippsAero GA8 Airvana* a été victime d'une perte de puissance au décollage de Cayenne. Dans l'incapacité de maintenir son domaine de vol, l'avion s'est écrasé au nord de la piste de l'aéroport Félix Eboué.



Dès la réception du message de détresse, l'équipage d'un hélicoptère Fennec de l'escadron de transport 68 « Antilles Guyane » en mission à proximité a proposé son aide pour localiser le lieu

du crash, encore très imprécis à ce stade. Le signal de la balise de détresse, capté par le *homing* de l'hélicoptère, a permis de rapidement délimiter le périmètre des recherches, puis de localiser l'épave. Le commandant de bord a alors décidé de se poser à proximité du lieu du crash afin que le second pilote puisse porter assistance aux victimes. Ils ont ensuite redécollé à la verticale des débris et ont guidé les secours à travers la végétation.

Les deux membres d'équipage du crash ont été blessés sans que leur pronostic vital ne soit engagé.

Droits : © Armée de l'air

En 2014, l'armée de l'air se prépare pour la NRF 15

Mise à jour : 09/01/2014 09:28

En 2015, l'armée de l'air prendra pour la quatrième fois l'alerte pour la composante aérienne de la force de réaction rapide de l'Otan. Pour être opérationnelle, elle s'entraînera tout au long de l'année 2014.

Avec la NRF 2015 (*NATO response force* - force de réaction rapide de l'Otan), l'armée de l'air prendra l'alerte de la composante aérienne pour la quatrième fois (NRF 5, NRF 12, NRF 17). Elle consiste à avoir la capacité de déployer rapidement une ou plusieurs composantes multinationales, terrestre, maritime, aérienne ou des forces spéciales, n'importe où dans le monde.

Entraînements et certifications



L'année 2014 sera ainsi l'occasion pour le JFACC français (*Joint Forces Air Component Command* - commandement interarmées de la composante «air») et différents moyens aériens nationaux et alliés associés de s'entraîner et de se certifier pour cette prise d'alerte. Une série d'exercices (*Steadfast Cobalt*, *Trident Juncture*), dont un exercice avec des vols réels (*Noble Arrow 2014*) permettront de tester l'interopérabilité des forces aériennes françaises en situation de crise internationale et de certifier le JFACC français.

La NRF: Kesaco ?



Évacuation de ressortissants, mission de maintien de la paix et de stabilisation, opérations à caractère humanitaire, opérations d'entrée en premier d'une force... Avec près de 25 000 hommes, la NRF a la capacité de se déployer dans un délai allant de 5 à 30 jours, permettant ainsi une réponse militaire à une crise émergente. Elle fonctionne sur le principe de rotation. Les structures de l'Otan, la France et d'autres pays membres assurent à tour de rôle le commandement des différentes composantes de la force, pour une durée qui passe désormais de 6 à 12 mois, d'où le changement de codification. Cela exige un haut niveau de préparation et d'interopérabilité entre les nations.

Sources : Caporal-chef Marie-Ange Ilmany Droits : © Armée de l'air

d) – Gendarmerie Nationale

Paca, les gendarmes « récupèrent » un véhicule saisi

Janvier

Dans le cadre d'une décision judiciaire de « saisie-attribution », le groupement de gendarmerie départementale du Var (GGD 83) voit son parc automobile se diversifier avec l'arrivée d'un véhicule supplémentaire à la brigade de recherches de DRAGUIGNAN (83 - Var).



En juillet 2012 les auteurs d'un cambriolage commis au château des Corstes à LORGUES sont interpellés en flagrant délit grâce au dispositif très réactif mis en place par la COB de LORGUES et le PSIG de DRAGUIGNAN appuyés par un hélicoptère de la SAG d'HYÈRES.

Cette opération coordonnée par la compagnie de DRAGUIGNAN permet de saisir l'Audi A3 utilisée par les malfaiteurs. Conformément aux dispositions juridiques, une demande d'attribution de cette voiture est établie.

Après appel du jugement du tribunal correctionnel qui avait prononcé la saisie, le véhicule est attribué au GGD 83 et plus particulièrement à la brigade de recherches de DRAGUIGNAN. Cette attribution renforce ainsi les moyens de cette unité pour lutter contre la délinquance.

Sources : Compagnie de Draguignan/Sirpa. Crédits photo : compagnie de Draguignan Contact : SIRPA Gendarmerie

e) – Service de Santé

Visite du Directeur central au Mali

Mise à jour : 08/01/2014 10:45 – Auteur : BCISSA – Direction : DCSSA

Le directeur central, le médecin général des armées Jean-Marc Debonne, a effectué une visite à l'opération Serval à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Le directeur a notamment visité les structures médicales de la plateforme opérationnelle désert (PfOD) de Gao et l'hôpital de la ville.

Durant plus de deux heures, le directeur a échangé avec le personnel santé de la PfOD de Gao autour du projet SSA 2020.

Des tirs de roquettes CHICOM en direction de la PfOD, au cours de la nuit de Noël, ont rappelé à tous la menace ambiante.

Le retour à Bamako a été effectué à bord du CASANURSE, outil indispensable au soutien médical de la force. Le directeur y a rencontré son homologue malien, le médecin colonel-major Charles Fau.



Les pharmaciens de la région Bretagne visitent l'hôpital Clermont-Tonnerre

Mise à jour : 08/01/2014 16:39 – Auteur : BCISSA – Direction : DCSSA



L'Hôpital d'instruction des armées (HIA) Clermont-Tonnerre a reçu à la mi-décembre 45 pharmaciens d'officine de ville et du secteur hospitalier. Cette rencontre, sollicitée par la Fédération Ville-Hôpital des pharmaciens de Bretagne, avait pour sujet l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins pharmaceutiques des patients du territoire de santé.

Le pharmacien en chef Carde a rapidement exposé les missions de l'HIA et de sa pharmacie à usage intérieur puis a décrit le circuit du médicament et le projet de dossier pharmaceutique qui sera mis en expérimentation dans l'établissement. Les visiteurs ont ensuite été conduits dans les locaux de la pharmacie et les armoires sécurisées dans le service d'accueil des urgences leur ont été présentées.

Droits : © Service de santé des armées

f) – Renseignement

g) – Cybersécurité

h) – Forces Prépositionnées

FORCES ARMEES DANS LA ZONE SUD DE L'OCEAN INDIEN

FAZSOI - La Réunion : Les armées en renfort après le cyclone Bejisa

Mise à jour : 07/01/2014 16:27

Le 3 janvier 2014, des militaires des forces armées dans la zone Sud de l'Océan Indien (FAZSOI) ont été engagés, à la demande du préfet de l'île, pour porter aide et assistance à la population sinistrée par le passage du cyclone Bejisa.



Près de 400 militaires placés sous le commandement du commandant supérieur des forces armées dans la zone Sud de l'océan Indien, ont été pré-positionnés dans sept emprises militaires du département, en mesure d'intervenir sur très court préavis.

Dès les premières heures du 3 janvier, un détachement du 2^e RPIMa a dégagé la route nationale qui relie Saint Pierre au Tampon, obstruée par de nombreux arbres tombés sur la chaussée. Le régiment du service militaire adapté de La Réunion (RSMA-R) a également été mis à contribution en fin de journée, afin de dégager un itinéraire sur la commune de Saint Louis, au Sud de l'île.

Enfin, un détachement militaire de la sécurité civile en provenance de métropole a rejoint La Réunion les 3 et 4 janvier. Ce détachement, composé de 100 militaires spécialistes des opérations de secours, a été affecté au rétablissement des infrastructures vitales de l'île : ouvertures d'itinéraires, appui aux équipes d'EDF et de l'ONF pour rétablissement du courant électrique, soutien aux populations habitant les zones les plus reculées, notamment dans les hauts de La Réunion.

A ce jour, les opérations sont toujours en cours.



Sources : EMA Droits : Ministère de la défense

11 – France : Armements & Industries

La DGA lance le développement du PDL-NG

Mise à jour : 10/01/2014 15:45

La direction générale de l'armement (DGA) a notifié le 30 décembre 2013 pour un montant de 119 M€ les travaux de développement du pod de désignation laser de nouvelle génération (PDL NG) dont la qualification est attendue mi-2018 en cohérence avec celle du nouveau standard F3-R du Rafale.



Développé par Thales Optronique, ce nouvel équipement vise à disposer des moyens adaptés pour la recherche et l'identification de cibles de petite taille et permettant des frappes air-sol de grande précision.

Ce programme, prévu au titre de la Loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019, permet de soutenir la filière optronique française. La LPM prévoit la commande de 20 PDL NG dont 16 seront livrés en 2018-2019.

Bientôt 3 bâtiments multi missions pour la Marine nationale

Mise à jour : 10/01/2014 15:24

La Marine nationale sera bientôt dotée de trois bâtiments multi missions (B2M) ainsi que six ans de soutien initial pour chaque navire. Ils ont été commandés par la Direction générale de l'armement au groupement d'entreprise Piriou et DCNS, le 30 décembre 2013.



Les B2M, qui seront déployés outre-mer, sont destinés à remplir des missions interministérielles d'Action de l'État en Mer, notamment la surveillance et la protection des intérêts français dans les zones économiques exclusives (ZEE), la sauvegarde et l'assistance au profit des populations, ainsi que la projection ponctuelle de forces.

Ils auront la capacité de projeter 20 personnes (interarmées, police ou gendarmerie) avec deux véhicules de type 4x4, leurs armes et leurs munitions. Ils pourront assurer l'évacuation de ressortissants et contribuer à la mise en œuvre de plongeurs et d'équipements (notamment des drones) pour réaliser des interventions sous-marines.

Dans le cadre de l'action de l'État en mer, ils assureront des missions de police des pêches, et contribueront à la lutte contre l'immigration illégale, le narcotrafic et la piraterie. Ils assisteront les navires en difficulté et participeront à la sauvegarde des biens et des personnes, grâce à leurs moyens de lutte contre l'incendie et leurs capacités de remorquage jusqu'à 30 tonnes.

Armés par un équipage de 20 marins, les B2M pourront atteindre une vitesse de 13 nœuds. Ces bâtiments, de type « supply » (navire ravitailleur de plateforme de forage), permettront d'effectuer des missions de 30 jours sans ravitaillement, et seront en mesure de naviguer 200 jours par an.

Sources : © DGA Droits : © Piriou

12 – Le Monde : Modernisations & Equipements

Un avion de combat vole avec des pièces créées par une imprimante 3D

Le groupe britannique BAE Systems espère réaliser ainsi des économies.



Un appareil Tornado vole au-dessus de la capitale saoudienne, Riyad, le 20 janvier 2008. (HASSAN AMMAR / AFP)

Par Francetv info avec AFP, publié le 05/01/2014 | 09:04

Et si les avions de demain étaient imprimés ? Oui, imprimés. L'idée paraît étrange, mais dimanche 5 janvier, le groupe britannique BAE Systems a fièrement annoncé avoir fait voler un avion de combat, dont certaines pièces sont sorties d'une imprimante 3D.

Le vol-test remonte à décembre. Un Tornado s'est élancé de l'aérodrome de Warton (nord-ouest de l'Angleterre). Un couvercle de protection pour la radio du cockpit et des pièces dans le système d'arrivée d'air et dans le train d'atterrissage, ont été créés par une imprimante 3D. D'après BAE Systems, le vol est un "succès".

Des pièces à créer sur le front

L'impression en 3D permet de fabriquer un objet par addition de couches de matière sur la base d'un modèle numérique en trois dimensions. Quel intérêt pour l'industrie aérospatiale ? Le coût d'abord, selon le groupe britannique. Certaines pièces, confectionnées sur une base de la Royal Air Force dans l'est de l'Angleterre, coûtent moins de 100 livres (120 euros) à fabriquer. Il serait ainsi possible d'économiser des centaines de milliers de livres chaque année, selon le groupe britannique.

De plus, *"vous n'êtes désormais plus bloqués dans un endroit pour fabriquer ces objets"*, souligne Mike Murray, ingénieur dans le groupe britannique. *"S'il est possible d'apporter des machines jusque sur la ligne de front, cela améliore aussi notre potentiel là où d'habitude nous n'aurions pas eu de capacité de production"*. Enfin, ce progrès technique ne se limite pas aux seuls avions : elle doit permettre d'équiper *"bateaux et porte-avions"*, selon l'ingénieur.

Déjà, la NASA a mis à feu au mois d'août un moteur de fusée dont l'injecteur avait été imprimé en 3D. Et, en mai 2013, un étudiant s'était vanté d'avoir créé un pistolet de toutes pièces avec une imprimante 3D.

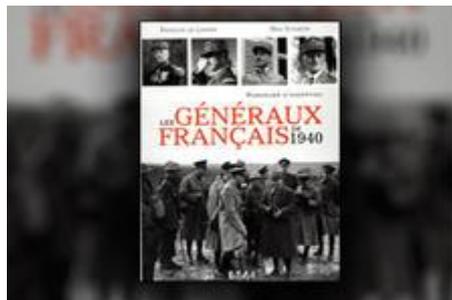
13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)

14 – Livres & Publications

Les généraux français de 1940, parcours d'exception

Mise à jour : 08/01/2014 14:20

C'est un regard original qu'offre cet ouvrage sur la compréhension de la défaite en mai-juin 1940. Cet album illustré par 300 photos inédites, dresse le portrait de 24 généraux ayant exercé de grands commandements d'armée.



Les auteurs présentent leur parcours mais aussi les contraintes rencontrées. Ils s'interrogent sur le rôle de l'opinion publique qui voulait la paix à tout prix et sur la responsabilité des dirigeants politiques successifs qui refusèrent d'entendre, dès 1930, les mises en gardes répétées des autorités militaires sur la montée des périls extérieurs à l'instar du général Weygand, qui *« dès sa prise de fonction, avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, alerte avec forces arguments à propos du réarmement de l'Allemagne qui a déjà commencé. Il réclame de nouveaux moyens mais il prêche dans le désert et n'est pas entendu »*.

- Les généraux français de 1940, parcours d'exception
- François de Lannoy. Max Schiavon
- Éditions E-T-A-I

Droits : Armée de Terre 2014

15 – Société

Accident de train de Brétigny : l'enquête confirme des défauts de maintenance

Par Francetv info – 08 janvier 2014 9h00

Du matériel trop vétuste et des défauts de maintenance. L'enquête judiciaire sur la catastrophe ferroviaire de Brétigny-sur-Orge (Essonne) est accablante pour la double gestion de la SNCF et de Réseau ferré de France (RFF), rapporte RTL, mercredi 8 janvier. L'accident avait fait sept morts et des dizaines de blessés, le 12 juillet 2013.

Selon ce dossier, qui est entre les mains des juges d'instruction d'Evry, les maintenances du réseau ferroviaire étaient *"aléatoires ou légères"*. Citant des techniciens de RFF, il était assez fréquent de voir un boulon ou une vis en moins, sans que cela suscite beaucoup d'inquiétude.

Le casse-tête de la double gestion SNCF-RFF

La construction d'un pont routier tout près de la gare pourrait également expliquer le déraillement. Les travaux ont *"très certainement fait vibrer les rails, qui ont très bien pu légèrement se séparer les uns des autres au fil des jours"*, note RTL.

En revanche, les enquêteurs sont incapables de déterminer précisément qui est responsable. Ils sont visiblement perdus dans la gestion des voies et des délégations partagées entre la SNCF et RFF. *"Un problème de taille dans la perspective d'un procès et de la question de l'indemnisation financière des victimes"*, estime RTL.

Sciences

Vers une coopération mondiale pour l'exploration spatiale ?

Actualité Sciences & Nature Astronomie Le Point.fr - Publié le 10/01/2014 à 10:45 Par Guerric Poncet

Alors qu'elle devait être abandonnée en 2020, l'ISS restera active jusqu'en 2024. Un forum international lancé par l'Europe pourrait prendre la suite.



Vue d'artiste d'une mission habitée vers Mars. © NASA

L'humanité va-t-elle oublier ses rivalités au nom de l'exploration spatiale ? Ce rêve pouvait sembler terriblement naïf jusqu'à jeudi. Mais la victoire remportée par le Forum international de l'exploration spatiale (ISEF) n'est pas anodine. L'institution, créée en 2011 à Rome par l'Union européenne et son agence spatiale, l'ESA, s'est réunie pour la première fois à l'échelle ministérielle. Plus de 30 pays, dont les Européens, les États-Unis, la Russie, le Japon, l'Inde, le Brésil, mais aussi le grand absent de la Station spatiale internationale, la Chine, se sont mis d'accord pour avancer vers une coopération mondiale d'exploration de l'Univers. Rien que cela.

"Nous avons tous un intérêt à étendre la conquête humaine du système solaire, à faire avancer l'innovation et à élargir à davantage de peuples et de pays les bénéfices des découvertes" spatiales, a expliqué le numéro deux de la diplomatie américaine, William Burns, qui était hôte de la réunion de jeudi. Pour autant, les États n'abandonnent pas leurs aspirations nationales : la Chine poursuit son programme de station spatiale Tiangong et ses vols d'exploration vers la Lune notamment. Et l'Inde s'attaque à Mars avec une sonde lancée en novembre.

Les États-Unis, de leur côté, souffrent toujours de larges coupes dans leur budget spatial. Mais la Nasa, après avoir abandonné le programme lunaire Constellation, espère toujours envoyer des hommes sur Mars d'ici à 2030. Reste à savoir quel sera le rôle du secteur privé dans cette nouvelle coopération mondiale, des sociétés comme SpaceX ou Orbital Sciences prenant une part de plus en plus importante des contrats commerciaux.

L'ISS prolongée jusqu'en 2024

La réunion a eu lieu au lendemain de l'annonce par la Nasa de la prolongation de la durée de vie de la Station spatiale internationale, jusqu'en 2024 au moins. L'agence spatiale américaine, principale pourvoyeuse de fonds pour ce laboratoire orbital de 100 milliards de dollars, a convaincu ses partenaires, dont la Russie, le Japon, l'Europe ou encore le Canada, de poursuivre le financement quatre années de plus que prévu.

C'est une excellente nouvelle pour les scientifiques des 16 pays du consortium, qui pourront continuer à profiter des données issues des expériences en apesanteur. Et c'est aussi un grand soulagement pour les astronautes de ces mêmes pays, qui risquaient de voir disparaître leur unique ticket pour l'espace, la Chine réservant logiquement ses vols habités à ses propres équipages et les navettes américaines ayant été mises à la retraite.

Océan Indien

Un Navire Militaire Français Laisse Des Pêcheurs Mahorais A La Dérive

[Http://Www.Zinfos974.Com/](http://www.zinfos974.com/) Lundi 6 Janvier 2014 - 18:07



Nouvelle Affaire Embarrassante Pour Les Autorités. Un Navire Militaire Français, Le Sirocco, Est Accusé D'avoir Lissé Il Y A Quelques Jours Des Pêcheurs Mahorais Dériver Pendant Trois Jours Vers Le Site Des Glorieuses.

Les Cinq Embarcations De Pêcheurs Pêchaient Illégalement Sur Le Site Des Glorieuses, Où Cette Activité Est Interdite. Deux Embarcations Sur Cinq Ont Été Prises En Flagrant Délit Par Le Sirocco.

Au Lieu D'être Acheminés A Bord Du Navire Avec Leurs Matériels Et Leurs Prises, Les Marins Ont Vu Leurs Réserves D'essence Etre Vidées, Avec Un Minimum De 60 Litres Pour Regagner Mayotte.

Une Réserve Bien Maigre Pour Faire Le Sens Inverse En Direction De L'île Au Lagon... Les Pêcheurs Ont Donc Dérivé Pendant Trois Jours, Avant D'être Sauvés Par D'autres Pêcheurs.

En Effet, Selon *France Mayotte Matin*, "*Le Sirocco Serait Intervenu Sans Mandat, Sans Présence Des Gendarmes A Bord, Et Sans Respect Des Procédures*", Mettant En Danger La Vie Des Pêcheurs.

Régis Masséaux, Le Président De L'association Des Pêcheurs Professionnels Mahorais, A Ecrit Au Procureur De La République Pour Dénoncer Cette "Justice" Qui Aurait Pu Etre Fatale Aux Pêcheurs.

Mayotte Pêcheurs Interpellés Aux Iles Glorieuses : Les Précisions De La Préfecture

Réunion Source : [Www.lpreunion.Com](http://www.lpreunion.com) - Publié Le 07/01/2014 A 11h58



Siroco

Le Mardi 31 Décembre 2013, Deux Embarcations De Pêche Mahoraises Ont Été Interpellées Par Le Navire Tcd (Transport De Chalands De Débarquement) Siroco, A Proximité Des Iles Glorieuses. La Préfecture Indique Que " La Présence De 200 Et 300 Kg De Poissons " A Été Constatée Dans Ces Barques, Alors Que La Pêche Est Interdite, Et Que " Les Embarcations Sont Reparties De L'île Avec Le Plein De Carburant Et Plusieurs Jerricanes A Bord Permettant La Traversée Retour Vers Mayotte Dans Des Conditions Normales De Navigation ".

" Le Mardi 31 Décembre 2013, En Patrouille Dans Le Cadre De L'opération Atalanta A Proximité Des Iles Glorieuses, Le Transport De Chalands De Débarquement (Tcd) Siroco A Localisé Dans Les Eaux Territoriales Françaises, Deux Embarcations De Pêche A Proximité De Ces Iles, L'une En Action De Pêche A 300 M De L'île Du Lys, L'autre Echouée Sur Cette Mêmes Ile. A La Demande Du Gendarme, Délégué Permanent Du Préfet Administrateur Supérieur Des Terres Australes Et Antarctiques Françaises (Taaf) Dans Le District Des Iles Glorieuses, Le Tcd Siroco A Mis A Disposition 2 Embarcations Pour Lui Permettre D'exercer Son Pouvoir De Police (Ndlr : Le Camp De Base Du Gendarme Se Situait Sur Une Ile Voisine De Celle Du Lys) ", Indique La Préfecture Dans Un Communiqué Publié Ce Mardi 7 Janvier 2014.

Elle Poursuit : " Le Gendarme, Responsable Du Contrôle Des Accès, De L'ordre Public Et De L'application Des Lois Et Règlements, A Constaté La Présence Respective De 200 Et 300 Kg De Poissons Dans Ces Barques, Alors Que La Pêche Est Interdite Dans Les Eaux Territoriales Des Glorieuses (Arrêté 2010-151 Du 9 Décembre 2010), De Même Que La Détention De Produits De La Mer (Arrêté 2013-24 Du 19 Avril 2013). Cette Interdiction Vise Tout Type De Pêche, A Partir De La Terre Ou A Bord D'un Navire. Le Gendarme A Dressé Les Procès-Verbaux Relatifs Aux Infractions Constatées. "

" Les Navires De Pêche Ont Été Contraints De Quitter Les Eaux Territoriales Françaises, Après Destruction De Leurs Appareils De Pêche Et Du Matériel De Campement. A Egalement Été Détruit A Terre Un Stock De Carburant Dissimulé Sous Une Bâche A L'opposé De L'île Du Lys Et Destiné A Approvisionner Les Bateaux Pendant Leurs Opérations De Pêche Illicite Dans Le Lagon. Pour Autant, Les Embarcations Sont Reparties De L'île Avec Le Plein De Carburant Et Plusieurs Jerricanes A Bord Permettant La Traversée Retour Vers Mayotte Dans Des Conditions Normales De Navigation. "

" Ces Derniers Mois, Les Iles Éparses Ont Fait L'objet De Nombreux Signalements D'incursions Et D'activités De Pêches Illicites. Cette Opération Témoigne De L'investissement Permanent De L'ensemble Des Services De L'état Dans La Protection Des Ressources Halieutiques Dans Les Eaux Françaises. "

Mayotte Pêcheurs Arraisonnés Aux Iles Glorieuses : La Polémique Enfle

Réunion Source : www.lpreunion.com - Publié Le 09/01/2014 A 10h43



Iles-Eparses

Le 31 Décembre 2013, Deux Barques De Pêcheurs Mahorais Etaient Arraisonnées Par Le Navire De Guerre Le Sirocco, Près Des Côtes Des Iles Glorieuses. Alors Que Le Journal France Mayotte Matin Indiquait Que Les Auteurs Du Délit Avaient Été Abandonnés En Plein Océan Avec Trop Peu D'essence - "Ils Ont Dérivé Pendant 3 Jours N'étant Retrouvés Que Par Miracle", Ecrit Le Journal -, Le Préfet Des Taaf Avait Réagi En Expliquant Que Les Pêcheurs Avaient Été Renvoyés Avec Suffisamment De Carburant. Ce Jeudi 9 Janvier, C'est Régis Masseaux, Président De L'association Des Pêcheurs Professionnels Mahorais, Qui Répond A Son Tour Au Préfet Pour Dénoncer Le Sort Réservé Aux Marins De Mayotte.

France Mayotte Matin Publie, Ce Jeudi, La Réponse De Régis Masseaux, Qui Est Aussi Vice-Président Du Parc Marin De Mayotte Et Membre Du Parc Marin Des Glorieuses Siégeant A L'atelier De La Pêche Durable Aux Glorieuses. "Je Ne Vous Comprends Pas M. Le Préfet, Nous N'avons Jamais Cautionné Les Faits Mais Nous Avons Saisi M. Le Procureur Afin Qu'il Fasse La Lumière Sur Ce Fait De Pêche", Ecrit-Il.

Et De Poursuivre : "Le Navire Sri-Lankais Qui Avait Été Surpris Aux Glorieuses A Été Dérouté A Mayotte En 2013, La Navire Asiatique Surpris En Pêche En Terres Australes A Été Dérouté A La Réunion Et Ils Ont Fait L'objet D'un Jugement A Terre. Pour Nous, Pêcheurs De Mayotte, On Nous Juge Sur Place Par Des Gens Qui N'ont Pas La Compétence, On Nous Brûle Notre Matériel De Pêche Sur Place, On Nous Brûle Notre Carburant Sur Place (...). Nous Ne Comprenons Pas Cette Hâte De Justice Par Votre Gendarme (...)."

Régis Masseaux Ajoute Que "Le Nombre De Litres De Carburant Pour Regagner Mayotte Reste Très Evasif Et Si Les Affaires Maritimes Condamnent La Dangerosité De Tels Voyages A De Telles Distances Assis Sur Une Bombe De Carburant, Je Ne Comprends Pas Que L'officier De Gendarmerie Les Ait Laissez Repartir. N'y A-T-Il Pas Là Non-Assistance A Personne En Danger ?"

"C'est Pourquoi Votre Démenti Ne Peut Etre Recevable En L'état", Estime Le Président Des Pêcheurs Professionnels Mahorais. "Le Démenti N'a Que Raison De Disculpation D'un Geste De Personne De L'état Ayant Pris A Nos Yeux Quelques Décisions Qui Auraient Pu Avoir Des Conséquences Graves En Mettant En Péril La Vie D'autrui (...)", Complète-T-Il.

Enfin Régis Masseaux Indique Que "Notre Communauté A L'issue De La Saisine Se Réserve Le Droit De Porter L'affaire En Justice Ou Pas".

Un Document Stratégique Pour Mayotte

Politique Un Document Stratégique Pour Mayotte

[Http://Www.Mayottehebd.com/](http://www.Mayottehebd.com/) Jeudi, 09 Janvier 2014 11:23



Mayotte Est Depuis Le 1er Janvier Une Région Ultrapériphérique De L'union Européenne. C'est Un Défi Supplémentaire Ajouté A La Départementalisation Que Le Territoire Se Doit De Réussir. Et Pour Cela, Le Gouvernement A Annoncé Qu'il Allait Engager Avec Les Forces Vives De L'île Des Discussions Qui Aboutiront Sur Un Document Stratégique Qui Précisera Les Grandes Lignes De L'action Publique Pour Le Développement De Mayotte.

Le Pacte Pour La Départementalisation Est Définitivement Abandonné. Localement, Le Pacte Signé Par Tous Les Partisans De La Départementalisation A L'élysée En Présence Du Président D'alors Nicolas Sarkozy, Avait Cependant Était Rejeté Par Certains Elus Tels Que Saïd Omar Oili Saïd Ahamadi "Raos" Ou Encore Ibrahim Aboubacar. Ce Dernier, Devenu Député En 2012, A D'ailleurs Affirmé Que Le Pacte Pour La Départementalisation Était Caduc.

C'est Donc Avec Une Grande Satisfaction Qu'il A Accueillie L'annonce Faite Hier En Conseil Des Ministres Concernant "L'élaboration D'un Document Stratégique Qui Présentera Les Perspectives

Et Le Cadencement De L'action Publique Au Bénéfice De Mayotte, Ainsi Que La Vision Commune De L'état Et Des Collectivités Territoriales Sur L'avenir De Ce Territoire Et Leur Engagement Réciproque A Atteindre Cet Objectif".

"Je Me Suis Battu Pour Ça. C'est Un Véritable Coup D'accélérateur Que Donne Le Gouvernement. Cela Va Nous Permettre De Gagner Du Temps. Nous Avons Entamé A Mayotte Des Discussions Pour Faire Des Propositions Sur Un Accord-Cadre Pour Le Développement Economique Et Social De L'île. Là On Discutera Directement Avec Le Gouvernement.

Une Nouvelle Qui Ravit

J'insiste Sur L'importance D'un Tel Travail, Car Depuis Le Début De La Législature, On Se Bat Texte Après Texte Pour Qu'ils S'appliquent A Mayotte. Certains S'adaptent Facilement, Comme Celui Qui Est En Cours D'élaboration Sur L'agriculture. Pour D'autres, C'est Moins Evident. Le Document Stratégique Permettra D'apporter De La Cohérence Et A Tout Le Monde De S'approprier Le Processus" Explique Le Député. Celui-Ci Rappelle Egalement Qu'un Tel Document Permettra D'apporter Une Certaine Visibilité Au Niveau Economique, Mais Aussi Au Niveau Du Droit Du Travail Et Celui De La Sécurité Sociale.

Un Autre Homme Se Dit Ravi De Cette Annonce, C'est Soulaïmana Noussoura. Le Président De La Cfe-Cgc Avait En Effet Lancé Des Consultations Tous Azimuts Pour L'élaboration D'un Accord-Cadre Et Avait Sollicité Le Préfet Witkowski Pour Qu'il Relaise Ces Propositions A Paris. Il A Donc Été Entendu.

"J'invite Les Membres De La Constituante De L'accord- Cadre Pour Mayotte A Se Mobiliser, Dans Les Façons Les Plus Constructives Possible Pour Cette Nouvelle Opportunité Donnée Au Développement Global De Mayotte Dans La République Et Dans L'union Européenne.

L'école, La Santé, La Sécurité, Le Soutien Au Développement Des Emplois Et Des Entreprises, Le Transport Public Et L'insertion Des Demandeurs D'emploi Restent Le Fil Rouge..." A Indiqué Le Président De La Cfe-Cgc Dans Un Communiqué.

Cette Initiative Qui A Reçu L'adhésion De Tous (Syndicats De Salariés, Organisations Patronales, Partis Politiques, Parlementaires, Président Du Conseil Général, Anciens Parlementaires) Doit Donc Désormais Etre Concrétisée. L'ambition D'ibrahim Aboubacar Est Que Cette Concertation Débouche Sur Une Loi-Cadre Pour La Départementalisation De Mayotte.

"Il Faut Dépasser Nos Différences Politiques. On Est Certes En Période Electorale, Mais C'est Cela Dans Les Démocraties, Il Y A Souvent Des Elections. On Doit Travailler Malgré Ces Echéances, On Ne Peut Plus Attendre" Affirme Le Député. Il Faut Espérer Qu'il Sera Entendu Et Que La Dynamique Qui A Été Insufflée Ne Retombe Pas.

Eunavfor célèbre Mayotte dans l'Union européenne...

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 9, 2014 *Leonor Hubaut Piraterie*



Le Siroco a quitté les eaux de Mayotte en direction de Dar-es-Salam (Tanzanie) (Crédits: EUNAVFOR Somalia)

(BRUXELLES2) De façon symbolique, le jour où Mayotte est entré dans l'Union européenne, le navire-amiral de la force navale européenne Eunavfor Atalanta, le Siroco (L-9012), a effectué une escale dans cette île de l'Océan indien devenu un département français (depuis le printemps 2011).

Le nouveau département français a, en effet, accédé au rang de "région ultrapériphérique" de l'Union Européenne, depuis le 1er janvier 2014. C'est l'unique territoire européen situé à l'intérieur de la zone d'opération de l'opération Atalanta. L'escale du navire français était donc doublement «

significative » comme l'a rappelé, dans un communiqué, le commandant de la force européenne, le contre-amiral Hervé Bléjean « *Cela nous rappelle à quel point l'Union européenne est engagée dans la lutte contre la menace de la piraterie. Et Mayotte est un point clé pour cela.* »

Profitant de l'escale à Mayotte, le Siroco a effectué un transfert vers la base navale de Dzaoudzi ainsi que des opérations de surveillance maritime avec les forces maritimes locales. Cette surveillance a permis de porter assistance à 2 marins locaux en détresse.

Seychelles COI : l'accord de Victoria fête ses 30 ans

Réunion Source : www.ipreunion.com - Publié le 09/01/2014 à 07h00



James Michel

La commission de l'océan Indien (COI) célèbre le 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria les 9 et 10 janvier, aux Seychelles, sous la présidence du président de la République des Seychelles James Alix Michel. Les ministres des Affaires étrangères de l'océan Indien participeront à une série d'événements commémoratifs ainsi qu'à plusieurs réunions de travail aux côtés du ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Jean Paul Adam. Pour la France, Claudine Ledoux, ambassadrice déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien, représentera le ministre Laurent Fabius.

Plusieurs événements se dérouleront au cours de cette célébration. Deux réunions ministérielles sont organisées : une informelle en vue de la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI, une autre réunion préparatoire à la 3e conférence internationale des Nations unies sur les PIED prévue en septembre à Samoa. Auront aussi lieu la présentation de l'ouvrage Les Ailes de l'intégration régionale, un plaidoyer de la COI pour une nouvelle stratégie du transport aérien, le dévoilement d'une plaque commémorative par le président en exercice de la COI et le secrétaire général, ainsi que l'inauguration de l'Institut créole international, et une initiative du gouvernement seychellois. La manifestation se terminera par le lancement de la deuxième édition du magazine IndianOcéaniques, dédiée aux Seychelles.

Insolite

Ismaël, SDF, a vécu 26 ans dans les sous-sols de Roissy

Actualité Faits divers LeParisien.fr Thibault Raisse | Publié le 05.01.2014, 21h54

Il vit dans les sous-sols de l'aéroport depuis vingt-six ans. L'avenir de ce sans-abri, auteur de petits larcins, sera la prison ou l'hôpital psychiatrique.



Roissy-Charles-de-Gaulle, mercredi. Les parkings souterrains des terminaux 2A et 2B de l'aéroport sont proches des poubelles des restaurants et des complexes hôteliers. C'est pourquoi Ismaël y avait trouvé refuge. | (LP/Arnaud Dumontier.)

«Monsieur, vous comparez ce jour pour le vol d'un baladeur de marque Apple... » La présidente déroule machinalement le rapport rédigé par les policiers. Parmi tous les dossiers examinés par le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) ce 17 décembre, celui d'Ismaël Nohou, un SDF poursuivi pour vol en récidive à l'aéroport de Roissy, est d'une morne banalité.

« Vous avez déclaré vivre dans l'enceinte de l'aéroport depuis deux ans... » poursuit la magistrate avant d'être interrompue. « Madame la présidente, cela ne fait pas deux ans... mais vingt-six », reprend l'avocate du suspect. Stupeur chez les juges. « C'est exact, Monsieur? — Oui », répond simplement le prévenu, dont le regard absent s'accompagne de clignements d'yeux frénétiques.

Roissy- Charles-de-Gaulle, destination finale

C'est ici, dans le deuxième plus grand aéroport d'Europe, qu'Ismaël a posé ses valises. Depuis au moins douze ans, selon son casier judiciaire aux onze condamnations, essentiellement pour vols ou dégradations. Plus, certainement, vingt-six, selon l'enquête sociale réalisée le lendemain de son arrestation par l'Apcars de Bobigny, une association de juristes d'aide à la réinsertion. « Tout le monde le connaît au moins de vue, avec sa peau mate, ses cheveux longs et ses yeux qui clignent de façon intempestive, raconte Christophe, un ancien travailleur social habitué du site. Cela dit, c'est un personnage un peu à part : contrairement aux autres sans-domicile-fixe de l'aéroport, il vit reclus sous terre et remonte rarement à la surface. »

Un labyrinthe qu'il connaît par cœur

Le royaume d'Ismaël est un monde secret, inaccessible aux 60 millions de voyageurs qui transitent ici chaque année. Des centaines d'hectares de galeries souterraines, de réserves cachées, de locaux techniques fermés au public. « Ce Roissy parallèle s'étale sur quatre ou cinq fois la surface visible de l'aéroport, explique Naoufel, un autre travailleur social qui a suivi personnellement le sans-abri. On y accède par une voie de service connue des seuls employés habilités et de la police. Pour aller d'un étage à l'autre, on utilise ce qu'on appelle les coquilles, des escaliers en colimaçon trop étroits pour accueillir plus d'une personne à la fois. C'est un labyrinthe sans fin. Ismaël y établissait son campement dès qu'il trouvait un renforcement un peu discret. Il est sans doute l'un des rares à pouvoir s'y repérer les yeux fermés. »

Devant la justice pour la 12e fois

Lorsqu'il se fait déloger des accès sécurisés, le SDF trouve refuge dans les parkings souterrains, de préférence ceux des terminaux 2A et 2B, proches des poubelles des restaurants et des complexes hôteliers. C'est pourtant dans celui du terminal 3 qu'il est interpellé le 25 novembre dernier par la police aux frontières, après avoir été aperçu en train de forcer des portières de voitures. Sur lui, un baladeur iPod qu'il avoue avoir volé dans un véhicule resté ouvert. Incarcéré puis présenté en comparution immédiate, c'est la douzième fois qu'il doit répondre de ses actes devant la justice, mais la première où l'on s'est véritablement intéressé à son parcours. Outre son incroyable ancienneté dans l'aéroport, l'enquête de l'Apcars a permis de retracer son itinéraire de marginal.

Il quitte sa famille et fuit les foyers

Né aux Comores le 26 novembre 1967, Ismaël est arrivé en région parisienne vers l'âge de 14 ans grâce au regroupement familial. De nationalité française, ce fils unique s'enfuit du domicile de Melun (Seine-et-Marne) à 17 ans après une brouille avec ses parents dont on ignore la cause. Il n'a ni diplôme ni formation. Le jeune homme atterrit dans un foyer, puis part faire son service militaire, où il apprend les rudiments de la mécanique. A son retour, il est hébergé dans un foyer pour jeunes travailleurs, toujours à Melun, mais ne trouve pas de travail. Il s'en échappe à l'âge de 20 ans, sans un centime en poche, et prend la direction de l'aéroport. Fin du voyage.

Il erre seul, sans faire la manche

Hormis ses larcins occasionnels, le vagabond ne pose aucun souci particulier aux professionnels du site. « A l'époque où il y avait un accueil pour SDF, on le voyait le matin venir prendre son café, puis il disparaissait, se souvient Christophe. J'ai tenté de lui parler plusieurs fois, mais il ne répondait pas. Il restait cloîtré dans son monde. » « Il s'exprime comme un enfant de 5 ans : il ne sait dire que oui, non, ou je ne sais pas », déplore Me Azia Mumtaz Taj, son avocate commise d'office. Invisible ou presque, Ismaël n'importune pas davantage les voyageurs. « Il ne fait pas la manche, ne demande rien à personne. En revanche, si vous lui offrez une cigarette, il l'accepte

volontiers. Le reste du temps, il erre seul dans les sous-sols en murmurant des paroles inaudibles», note Naoufel.

Sa santé mentale pose question

Pour la plupart de ceux qui l'ont côtoyé, ce comportement lunaire cache une pathologie. En garde à vue, Ismaël a d'ailleurs raconté aux policiers s'être enfui d'un établissement psychiatrique « il y a environ deux mois » sans que l'anecdote ait pu être vérifiée. Face à ce prévenu indigent et quasi mutique, le tribunal correctionnel décide de renvoyer le procès dans l'attente d'une expertise psychiatrique, et prononce son maintien en détention. « Sa place n'est pas en prison, estime Me Taj. Malgré son casier chargé, la justice ne s'est jamais intéressée à son histoire ou à son état de santé mental durant toutes ces années. Aujourd'hui, à part l'hôpital psychiatrique, Ismaël n'a plus d'horizon. » Prochaine audience le 14 janvier.